

P. 26 GRAND ENTRETIEN

L'INDUSTRIE FRANÇAISE
A ENCORE UN Avenir !

Alain Obadia

P. 45 STATISTIQUES

UN QUART DES FRANÇAIS
NE PART PAS EN VOYAGE

Michaël Orand

P. 46 LIRE

NIETZSCHE. LE REBELLE
ARISTOCRATIQUE

Claude Morilhat



DOSSIER

LE BONHEUR



La rubrique Statistiques présente, dans chaque numéro, des éléments pour mieux connaître et comprendre la France ; *La Revue du projet* vous propose **un supplément de 16 pages**, pour aller au-delà des idées reçues et affûter notre intervention, en prise sur le monde réel.

En ligne sur : projet.pcf.fr/7451

3 ÉDITO

Guillaume Roubaud-Quashie Face aux sourires de Macron

4 POÉSIES

Victor Blanc Arthur Rimbaud

5 REGARD

Romain Brigue Besoin de parler

6 ▶ 22 LE DOSSIER

LE BONHEUR

Florian Gulli et **Jean Quétier** Une politique du bonheur ?

Loïc Rignol La « science du bonheur social » des premiers socialistes

Stéphane Haber Bonheur, sagesse, rire, dans une perspective politique

Dominique Lhuillier Le bonheur au travail : antinomie ou subversion ?

Olivier Barbarant La culture pour s'approprier sa vie

Emmanuelle Bonnet-Oulaldj Il n'est point de bonheur sans sport

Dominique Méda et **Florence Jany-Catrice** Les impasses politiques de l'économie du bonheur

Michèle Leflon Pilule du bonheur contre lutte des classes ?

Lucien Sève Le bonheur de militer

Gérard Streiff Le bonheur communiste

23 LECTRICES/LECTEURS

Julien Giraud et **Nans Noyer** Football professionnel et amateur

24 ▶ 25 LE TEMPS DU COMMUN

Pierre Dharréville Avec la grande consultation nous voulons reconnecter les citoyens à la politique et inversement

26 ▶ 29 TRAVAIL DE SECTEURS

LE GRAND ENTRETIEN

Alain Obadia L'industrie française a encore un avenir !

PUBLICATIONS DES SECTEURS

Lydia Samarbakhsh La « route des Balkans »

est comme l'enfer

30 COMBAT D'IDÉES

Gérard Streiff Être de droite

32 CRITIQUE DES MÉDIA

Julien Salingue Selon que vous serez routier ou policier...

34 FÉMINISME

Amandine Philippe Le FN et les femmes, un tournant féministe ?

36 PHILOSOPHIQUES

Nico Hirtt Les missions de l'école et la crise du capitalisme

38 HISTOIRE

Ilaria Taddei Les lois somptuaires dans l'Italie médiévale

40 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Jean Dresch Géographie d'hier et d'aujourd'hui

42 SCIENCES

Une discussion vive entre Marx et Engels

44 SONDAGES

Gérard Streiff Santé et politique le parent pauvre du débat public

45 STATISTIQUES

Michaël Orand Un quart des Français ne part pas en voyage

46 LIRE

Claude Morilhat Domenico Losurdo, *Nietzsche. Le rebelle aristocratique.*

48 CRITIQUES

• **Pierre Laurent** 99 %

• **Georg Wilhelm Friedrich Hegel**

Science de la logique. Livre premier : L'être

• **Bruno Trentin** *Le travail et la liberté*

• **Bruno Odent** *Europe, état d'urgence. La régression nationaliste, consécration de l'ordo-libéralisme*

50 DANS LE TEXTE

Florian Gulli et **Jean Quétier**

Les potentialités émancipatrices de la révolution industrielle

54 BULLETIN D'ABONNEMENT

55 ORGANIGRAMME

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Jean Quétier

La Revue du projet - Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Patrice Bessac

Directeur : Guillaume Roubaud-Quashie • Rédacteurs en chef : Clément Garcia, Léo Purguette, Jean Quétier, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux • Comité de rédaction : Caroline Bardot, Hélène Bidard, Victor Blanc, Vincent Bordas, Mickaël Bouali, Davy Castel, Étienne Chosson, Maxime Cochard, Séverine Charret, Quentin Corzani, Pierre Crépel, Camille Ducrot, Alexandre Fleuret, Florian Gulli, Nadhia Kacel, Corinne Luxembourg, Stéphanie Loncle, Igor Martinache, Michaël Orand, Marine Roussillon, Bradley Smith, Alain Vermeersch • Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère • Mise en page : Sébastien Thomassey

Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau 75 167 Paris Cedex 19)

Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex)

Dépôt légal : juin 2016 - N°58 - ISSN 2265-4585 - N° de commission paritaire : 1019 G 91533.

Face aux sourires de Macron

Vous l'aurez noté, notre remuant ministre, à l'approche des appareils photo et des caméras, ne manque pas de relever les commissures de ses lèvres pour arborer ce large sourire qui plaît tant aux communicants. À tel point que... Faites le test : fermez les yeux et pensez à Macron. L'image qui vous vient en tête est celle d'un Macron souriant, non ? Si ce n'est pas le cas, c'est peut-être que vous lisez trop *La Revue du projet*... Mais ne développons pas : on a tout dit sur la place croissante, envahissante, étouffante de la comm' dans le monde politique. L'affaire n'est pas neuve : Jean-Jacques Servan-Schreiber (« JJSS »), il y a un demi-siècle, avait déjà beaucoup fait en la matière. Au-delà, le suffrage universel, en poussant les partisans du capital à travestir leurs objectifs pour rallier les cœurs et les votes du plus grand nombre, nous a habitués de longue date à ce que maints hommes et femmes politiques travaillent ardemment à se composer une image populaire.

« Les grimaces d'amour ressemblent fort à la vérité et j'ai vu de grands comédiens là-dessus » lance Toinette dans *Le Malade imaginaire* de Molière. C'est tout le drame : le sourire faux ressemble au vrai et, répété, s'imprime, s'associe à l'image de celui qui le porte. Drame implacable mais drame par trop connu. Drame usé aussi.

Parlons plutôt de cet autre sourire de Macron, non pas le faux, celui qui camoufle l'indifférence ou l'hostilité, mais le vrai, celui qui révèle le fond de notre bon ministre. Ce vrai sourire est presque aussi fréquent que le faux. Vous l'avez déjà vu : Macron face à André Chassaigne portant l'opposition au projet de loi El Khomri à l'Assemblée nationale. Macron

face à des ouvrières et des ouvriers, surtout quand ils sont syndiqués à la CGT et qu'ils lui présentent leurs solutions, leurs idées pour que leur entreprise, le pays tourne. Immanquablement, Macron, alors, sourit : sourire de mépris, sourire suffisant, sourire hautain. Un sourire qui dit de longs discours intérieurs : mais bien sûr... toi, pauvre demi-analphabète, toi, tu aurais des idées pour notre économie... Tu aurais même des idées auxquelles moi, je n'aurais pas pensé. Ni moi ni les grands experts des banques que je connais bien... Franchement, quelle plaisanterie ! Tu n'es pas en état d'avoir des idées sérieuses, mon pauvre sans-dents et sans-cervelle ; tu n'appartiens pas au cercle de ceux qui sont habilités pour savoir. Tu fais le fier à bras, mais tu ferais mieux de te taire et de m'écouter : moi et les miens, nous savons...

Ce sourire-là, il est bien sûr absolument infondé : le petit génie Macron et ses acolytes banquiers avaient-ils vu venir cette crise ? Se sont-ils révélés capables de dynamiser notre industrie ? de réduire le chômage ? de répondre aux grands défis de connaissance ? du développement humain ? Et les plans élaborés par les salariés licenciés par les appétits aveugles des actionnaires, valent-ils vraiment moins que ceux de Mittal, de Varin, de Ghosn & consorts, alors que chacun et chacune de ces salariés disposent d'une connaissance précise qui, mise en commun, devient redoutablement massive et pénétrante ? Non, ce qui se présente comme un sourire d'aristocrate savant devant le bas peuple ignare n'est qu'un sourire d'incapable devant des êtres de chair, d'os et de matière grise qui savent de quoi ils parlent. C'est un sourire qui n'a

pas les moyens de son mépris de classe. Et pourtant... Quelle puissance dévastatrice ! Combien de salariés, dans notre pays, finissent par intégrer ce sourire qui les surplombe, les écrase, avec tout le discours qu'il charrie et incarne : on n'y comprend rien. Est-ce qu'on est vraiment légitimes à donner un avis ? Le phénomène touche de larges pans de notre société : parmi les couches populaires, si continûment et brutalement méprisées, parmi les couches moyennes du salariat aussi, fussent-elles diplômées. Notre impérieux travail pour faire prendre – rouge mayonnaise sociale – la conscience de classe de notre temps, passe inmanquablement par cette case décisive et par trop désertée : fierté. Non qu'il faille faire accroire qu'en l'état, nous, les 99 %, soyons tous pleinement prêts. Ce n'est peut-être pas vraiment encore le cas ; mais si nous ne sommes pas les titans que nous pourrions être, nous ne sommes pas ces gnomes dessinés par le sourire macronesque. Surtout, organisés, déterminés, nous pourrions, nous pourrions faire voler ces sourires et reprendre en nos mains les destinées de notre monde accaparé par une poignée de misérables ricaneurs. La puissance du mouvement contre la loi El Khomri ne nous en donne-t-il pas comme un avant-goût ? ■



GUILLAUME ROUBAUD-QUASHIE
Directeur de *La Revue du projet*

Apprends ce qui est le plus simple
Il n'est jamais trop tard
Pour ceux dont le temps est venu !
Apprends l'ABC, cela ne suffit pas, pourtant
Apprends-le ! Ne te laisse pas rebuter
Commence ! Tu dois tout connaître.
Car tu dois diriger le monde.
Apprends, homme à l'hospice !
Apprends, homme en prison !
Apprends, femme en ta cuisine !
Apprends, femme de soixante ans !
Car tu dois diriger le monde.
Va à l'école, sans-abri !

Procuire-toi le savoir, toi qui as froid !
Toi qui as faim, jette-toi sur le livre ; c'est une arme.
Car tu dois diriger le monde.
N'aie pas peur de poser des questions, camarade !
Ne te fie à rien de ce qu'on te dit,
Vois par toi-même !
Ce que tu ne sais pas par toi-même,
Tu ne le sais pas. Vérifie l'addition.
C'est toi qui la paies,
Pose le doigt sur chaque somme,
Demande : que vient-elle faire ici ?
Car tu dois diriger le monde.

Bertolt Brecht, *Éloge de l'instruction*

Arthur Rimbaud

« Qu'est-ce pour nous, Mon Cœur, que les nappes de sang
Et de braise, et mille meurtres, et les longs cris
De rage, sanglots de tout enfer renversant
Tout ordre ; et l'Aiglon encor sur les débris

Et toute vengeance ? Rien !... — Mais si, toute encor,
Nous la voulons ! Industriels, princes, sénats,
Périssez ! puissance, justice, histoire, à bas !
Ça nous est dû. Le sang ! le sang ! la flamme d'or !

Tout à la guerre, à la vengeance, à la terreur,
Mon Esprit ! Tournons dans la Morsure : Ah ! passez,
Républiques de ce monde ! Des empereurs,
Des régiments, des colons, des peuples, assez !

Qui remuerait les tourbillons de feu furieux,
Que nous et ceux que nous nous imaginons frères ?
À nous ! Romanesques amis : ça va nous plaire.
Jamais nous ne travaillerons, ô flots de feux !

Europe, Asie, Amérique, disparaissez.
Notre marche vengeresse a tout occupé,
Cités et campagnes ! — Nous serons écrasés !
Les volcans sauteront ! et l'océan frappé...

Oh ! mes amis ! — mon cœur, c'est sûr, ils sont des frères —,
Noirs inconnus, si nous allions ! allons ! allons !
Ô malheur ! je me sens frémir, la vieille terre,
Sur moi de plus en plus à vous ! la terre fond,

Ce n'est rien ! j'y suis ! j'y suis toujours. »

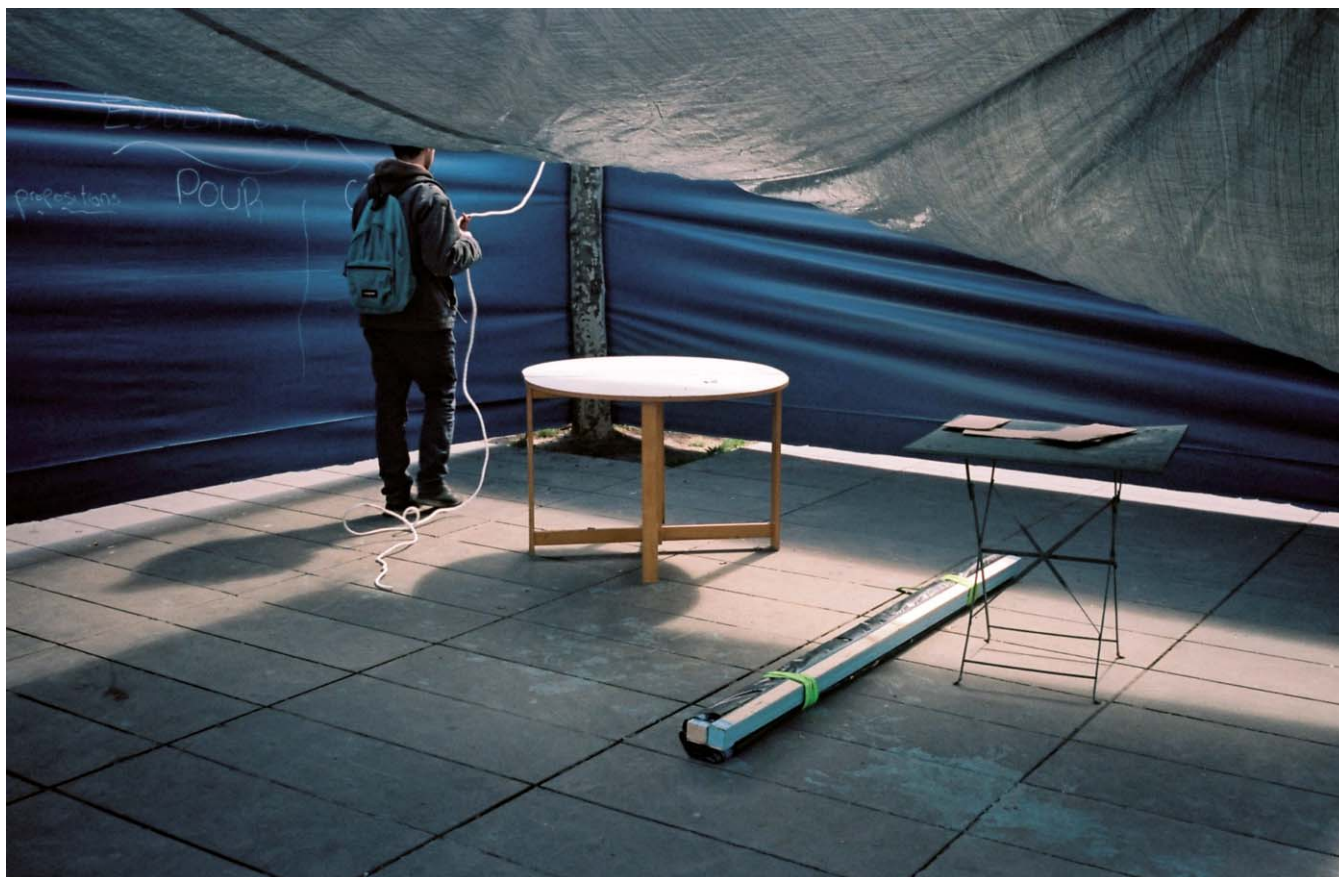
Ce poème a été écrit quelques mois après la Commune, en plein triomphe de la bourgeoisie, pendant la réaction versaillaise (« *les nappes de sang* », « *les mille meurtres* » et le défilé des « *Industriels, princes, sénats* » le font entendre). Il y a quelque chose de définitif dans ce poème, un acte d'agression, le franchissement irrémédiable d'une ligne jaune prosodique, historique ; et, partant, politique. Pour prendre la mesure de cet acte, il faut quelques explications prosodiques. Le poème est écrit en alexandrins, vers de référence de la langue française depuis plusieurs siècles, que Mallarmé appellera « *l'instrument héréditaire* » et que les classiques ont porté à sa perfection. Pourtant, l'histoire de l'alexandrin au XX^e siècle est une histoire mouvementée. Hugo, pour s'écarter du modèle racinien, dont les règles pouvaient sembler hiératiques (enjambements de vers à vers très rares, une césure, départageant deux hémistiches égaux, syntaxiquement autonomes, ne tombant pas sur un *e muet*), Hugo, donc a rénové l'alexandrin. « *J'ai disloqué/ce grand niais/d'alexandrin.* » Alors que l'alexandrin classique coupait généralement en deux chaque hémistiche pour arriver en tout à quatre groupes de trois syllabes, Hugo a inventé le *trimètre romantique* : trois groupes de quatre syllabes, comme dans l'exemple ci-dessus, ce qui revient fatalement à affaiblir la césure à l'hémistiche, sans pour autant l'effacer complètement. Rimbaud arrive à la pointe de cette histoire du vers. L'alexandrin, sous sa forme classique qui perdure, ou romantique, est toujours le mètre de référence. Pourtant, à partir des années 1870, le vers entre en crise. Toute une génération de poètes cherche à fuir la virtuosité du vers

hugolien vieillissant. Aucun jusqu'ici n'avait eu l'audace de Rimbaud. Il va user de toutes les solutions. Rimbaud maintient la forme de l'alexandrin, au moins dans sa « coque » de douze syllabes. Pour le reste, il ne reste plus grand-chose de la versification classique (« *Les volcans sauteront ! et l'océan frappé...* »), ou même hugolienne. La ponctuation morcelle le vers. Les césures tombent sur des *e muets* (« *Périssez ! puissance /, justice, histoire, à bas !* »), voire, pire, au milieu d'un mot (« *Nous la voulons ! Indu /striels, princes, sénats,* »). Et tout cela de façon systématique, méthodique : « *l'instrument héréditaire* » est mis en pièces. À tel point qu'on peut dire que la césure n'existe plus dans ce poème : les digues sont coupées.

Cette frénésie contre l'alexandrin s'exerce en même temps que la rage du poète contre les ennemis de la Commune. L'ennemi de classe et l'ennemi prosodique sont assimilés l'un à l'autre : « alexandrin = ordre social ». La guerre contre l'ordre social est perdue, la bourgeoisie écrase la Commune dans le sang. Rimbaud voudrait mener la guerre autrement, ou, à défaut, fuir cette société réactionnaire avec les moyens qui sont les siens. En 1871, pour un poète comme Rimbaud, la guerre contre l'alexandrin semble être le moyen de venger la Commune, de déchiqeter ce qui représente la bourgeoisie dans le vers, pour se tailler un chemin – mais vers où ? « *allons ! allons !* » Cette société étouffante, à laquelle s'ajoutent toutes les contradictions insolubles d'une vie, d'un esprit, sont déjà l'enfer d'*Une saison en enfer*. La peur panique de ne pas pouvoir le quitter. Le dernier vers est à ce titre un constat amer et lucide. « *j'y suis ! j'y suis toujours !* ». Dans cette société à laquelle il voulait échapper. La vengeance contre l'alexandrin n'a pas permis la fuite attendue. C'est un échec. Plus grave même, la victoire ne semble pas non plus acquise sur le plan de l'imaginaire – l'alexandrin. Si on admet l'équation « ordre social = alexandrin », si la situation se traduit par une défaite dans l'ordre social, alors elle doit se traduire par une défaite équivalente dans l'alexandrin. Comment interpréter le tout dernier vers du poème ? « *Ce n'est rien ! j'y suis ! j'y suis toujours.* ». Isolé et sans rime, il semble ne compter que neuf syllabes : comme si ces trois pieds de moins étaient l'aboutissement réussi du saccage de l'alexandrin. Mais je dirais que l'ordre social sait s'accommoder de beaucoup de choses. Il y a des astuces, des ficelles. Imaginons que ce vers soit lu avec trois dièreses difformes, absolument illégales en versification classique (mais le poème entier est une anomalie !) : *ri-en, su-is, su-is...* La façade au moins de l'alexandrin, le décompte métrique, serait sauvée. Certes, contre un tel poète, il n'était pas de victoire pleine et totale à espérer pour l'ordre social. Cet « alexandrin » n'en est pas vraiment un, il ne satisfait à aucune des règles classiques. Mais les apparences sont sauvées : au prix d'un triplement dans le grotesque, on parvient aux sacro-saintes douze syllabes. Et ce vers, Quasimodo prosodique, devient alors symbole du résultat de la double lutte que Rimbaud mène contre l'alexandrin/la société. Un vers anormal, difforme, en décomposition. Une prosodie en transition. « *j'y suis toujours* » dans l'alexandrin, *et c'est insupportable*. Le vers hugolien n'est plus possible ; mais l'avenir poétique et politique est à (ré)inventer. Rimbaud, jusqu'au silence, continuera de chercher. Changer le vers, changer la vie.

VICTOR BLANC

Un certain nombre d'analyses contenues dans cet article sont issues de l'excellent livre de Jacques Roubaud, *La Vieillesse d'Alexandre*.



Installation d'un stand, Nuit debout, place de la République, 2016. © Romain Brigue

Besoin de parler

Après New York, Madrid ou le printemps arabe, le mouvement d'occupation des places a commencé en France. Celui-ci semble se concentrer sur les activités politiques les plus simples mais aussi les plus authentiques : parler, transmettre, communiquer...

Comme si, après des décennies de victoire du néo-libéralisme et les attentats de novembre, les individus avaient un besoin irrépressible de rompre avec leur isolement.

ROMAIN BRIGUE

LE BONHEUR

R
E
S
S
O
D

Il est grand temps que les communistes parlent du bonheur. Le capitalisme constitue un obstacle massif à l'épanouissement individuel et collectif sous toutes ses formes. Plus que jamais, le bonheur est donc une question politique.

PRÉSENTATION

Une politique du bonheur ?

PAR **FLORIAN GULLI**
ET **JEAN QUÉTIER***

Le bonheur a quelque chose à voir avec la politique. Du côté des communistes, bien peu en douteront. Mais il existe des objections classiques et sérieuses opposées à cette prétention. Des objections libérales faisant du bonheur une affaire strictement privée, qu'il serait périlleux d'introduire en politique. La politique, assure le libéralisme, a pour finalité la liberté individuelle et non le bonheur. La volonté de rendre heureux, pour louable qu'elle soit, menacerait toujours de réduire la sphère des libertés.

C'est à chaque individu en effet de choisir librement ce qui le rendra heureux. Le philosophe Kant (1724-1804) écrit : « Personne ne peut me contraindre à être heureux d'une certaine manière (celle dont il conçoit le bien-être des autres hommes). » Avant d'ajouter : « Un gouvernement qui serait fondé sur le principe de la bienveillance envers le peuple [...] est le plus grand despotisme que l'on puisse concevoir. » Cet argument, le libéralisme le reprendra. Le philosophe Friedrich Hayek (1899-1992) écrira en 1976 : la préoccupation pour le bien-

être, la justice sociale, a « servi de cheval de Troie à la pénétration du totalitarisme ». Une politique du bonheur infantiliserait les individus en décidant à leur place, en leur imposant une conception de la vie heureuse qui n'est pas la leur. Celle des gouvernants ou celle de la majorité qui bientôt contraindra les minorités à vivre comme elle l'entend. Conclusion : que la politique s'abstienne de prendre en charge la question du bonheur, qu'elle se cantonne à la protection de la liberté individuelle.

LA PRIVATISATION DE LA QUESTION DU BONHEUR

Les libéraux animés du souci légitime de protéger la liberté des individus ? Sans doute, mais aussi intéressés par les conséquences bien commodes de cette privatisation de la question du bonheur. Bien commodes pour l'État qui se voit déchargé de toute responsabilité concernant le bien-être des citoyens. Bien commodes aussi pour les plus riches qui ont là un argument tout trouvé à opposer à la redistribution des richesses (le bien-être des pauvres ne peut justifier qu'on porte atteinte à la liberté des plus riches de jouir de l'intégralité de leur richesse).

On pourrait répondre à l'argument libéral qu'introduire le bonheur en politique, ce n'est pas imposer aux

gens une manière de vivre, mais seulement leur garantir un certain nombre de droits sans lesquels aucune vie heureuse n'est sérieusement pensable et qu'ils désireront donc de toute façon : droit à l'éducation, droit à la santé, droit au logement, etc. Mais le financement de ces droits ne suppose-t-il pas de porter atteinte à la liberté des plus riches en organisant une redistribution des richesses ? Cette objection oublie que l'individu a toujours une dette à l'égard de la société. L'individu n'est jamais seul responsable de son enrichissement, la société y contribue toujours, et pour beaucoup. La redistribution, qui n'est pas l'alpha et l'oméga d'une politique sociale, n'a donc rien de scandaleux. Elle est restitution, règlement d'une dette.

La philosophie politique libérale s'abstient donc de traiter la question du bonheur. Mais le libéralisme économique, quant à lui, ne cesse de promouvoir des modèles de vies réussies. La vie rêvée du libéralisme est déductible de la façon dont il décrit l'existence humaine. L'homme libéral est un individu originellement coupé des autres. Il oriente sa vie en s'efforçant de calculer au mieux son intérêt. Cet intérêt individuel trouve naturellement à se satisfaire sur le marché, dans la consommation. Ce



modèle général peut se décliner de diverses manières. À une extrémité du spectre des conduites, on trouvera une sorte de darwinisme libéral. L'individu conquérant, hanté par l'enrichissement et la gloire, méprisant les autres, devenus des moyens à uti-

peut-être à un degré moindre. Pour une raison simple, la nécessité faisant souvent vertu : moins on gagne, plus on a besoin des autres. Entraide, coups de main, échange d'outils, co-voiturage, garde d'enfants réciproques, etc. autant de formes de soli-

à l'arracher à l'étroitesse individuelle, elle produit des émotions mais partageables, ouvertes aux autres.

Cette conception du bonheur est très générale, très souple, il est possible de l'investir de mille manières. Et il faut qu'il en soit ainsi, car le bonheur se dit toujours au pluriel. Cette conception privilégie le partage, la mise en commun, se méfie de l'affirmation de soi individuelle lorsqu'elle se fait au détriment des autres. Elle a une dimension éthique, c'est-à-dire qu'elle peut orienter la vie d'un individu, mais elle peut inspirer aussi les grands axes d'une politique qui œuvrerait à favoriser partout la formation de liens sociaux, à promouvoir des contextes sociaux qui incitent à la solidarité, à combattre ceux qui la détruisent en poussant les individus à s'opposer les uns aux autres. N'est-ce pas, par exemple, au nom de cette conception très générale du bonheur que l'on peut s'opposer au management d'entreprise qui s'emploie méticuleusement à mettre en concurrence les salariés au nom de la performance ?

Le bonheur a donc quelque chose à voir avec le communisme. Mais cette conclusion n'est-elle pas encore un peu timide ? Le communisme ne serait-il pas la condition même de l'épanouissement ? Le communisme n'est-il pas, pour reprendre le mot de Marx et Engels, « une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous » ? Il ne fait pas de doute qu'il y ait des gens heureux dans le capitalisme. Un bonheur souvent précaire. Et tout autour, le quotidien difficile, empoisonné par de nombreux maux. Voilà pourquoi il est urgent de faire du Parti communiste français le parti du bonheur pour toutes et tous. ■

« Il est urgent de faire du Parti communiste français le parti du bonheur pour toutes et tous »

liser ou des obstacles à détruire. L'existence est conçue comme une course, avec ses gagnants et ses perdants, les uns et les autres portant l'entière responsabilité de leur situation. Le cinéma jette de façon régulière une lumière crue sur ce type d'existence. C'est Tony Montana, dans le film *Scarface* (Brian De Palma, 1983), ou plus récemment Jordan Belfort dans *Le Loup de Wall Street* (Martin Scorsese, 2013), sans oublier Gordon Gekko, le personnage joué par Michael Douglas dans *Wall Street* (Oliver Stone, 1987). Ce qui réunit mafieux et *traders*, c'est le même mépris pour la loi, la même vision de la liberté comme transgression, le même éloge de l'enrichissement obscène, l'absence de scrupules moraux. Le président Sarkozy se situait non loin de ce pôle ; c'est l'une des raisons pour lesquelles il a irrité jusque dans son camp.

À l'autre extrémité du spectre du bonheur libéral, on trouve, loin de la violence et de l'arrogance précédente, l'étroitesse d'une vie limitée à la seule consommation, dépolitisée dans tous les sens du terme, indifférente aux autres par paresse. Il n'est pas question d'entonner le vieux refrain condamnant le « matérialisme sordide des masses » car ces conduites sont diffusées dans toutes les couches de la population. Et si on les retrouve aussi dans les classes populaires, c'est

darité au quotidien qui définissent en pointillés une autre conception du bonheur, mettant en son cœur le lien à autrui, sous toutes ses formes (famille, quartier, travail, association, citoyenneté, militantisme, etc.).

S'agit-il de renoncer à son individualité ? De se sacrifier pour le collectif ? En aucun cas. Le bonheur véritable dépasse la fausse opposition entre l'égoïsme indifférent à autrui et l'altruisme poussé jusqu'à l'oubli de soi. Voilà ce que le libéralisme est bien en peine de penser. Il peut lui aussi promouvoir les liens, mais en les subordonnant toujours à l'intérêt de l'individu. Les liens sont simplement pour lui des moyens, ils ne sont jamais essentiels et ne nous font jamais dépasser l'égoïsme de départ. On ne se lie que par calcul d'intérêt. L'idée qu'un homme n'est vraiment lui-même qu'à travers ces liens, et non avant eux, ne l'effleure pas.

LE BONHEUR SE DIT TOUJOURS AU PLURIEL

Pourtant, l'individu s'accomplit par les autres, et non à l'écart des autres. Se lier aux autres, ce n'est pas simplement satisfaire des intérêts déjà donnés, c'est accéder à un type d'existence plus riche, aux horizons élargis. Raison pour laquelle la *culture* est essentielle à l'épanouissement. Elle contribue à enrichir notre expérience,

*Florian Gulli est responsable de la rubrique Dans le texte. Jean Quétier est rédacteur en chef de *La Revue du projet*. Ils sont les coordonnateurs de ce dossier.

LA « SCIENCE DU BONHEUR SOCIAL » DES PREMIERS SOCIALISTES

Avant Marx, les premiers théoriciens socialistes avaient fait de la question du bonheur un enjeu politique.

PAR **LOÏC RIGNOL***

« L'âge d'or, qu'une aveugle tradition a placé jusqu'ici dans le passé, est devant nous ! » (*Opinions littéraires, philosophiques et industrielles*) Ces paroles célèbres de Saint-Simon rappellent la mission des premiers socialistes : trouver le bonheur *ici-bas*. Leur volonté *eu-topique* les présente souvent comme des *u-topistes*. Cette cité heureuse serait un perpétuel *non-lieu*, un rêve à réprouver, un songe à oublier. Or, loin de cette *utopie* qu'on leur prête, ces penseurs cherchent souvent à fonder une *Science* pour réaliser, dès maintenant, cet épanouissement de tous.

« Le mal est la rupture de l'unité, unité avec Dieu, unité avec nos semblables » (*De l'Humanité*), écrit Pierre Leroux, longtemps considéré comme l'inventeur du mot « socialisme ». Le capitalisme triomphant brise tous les liens. La main invisible, vantée par les libéraux, arme les bourgeois contre les prolétaires qu'ils dominent, exploitent, affament. La société n'est plus qu'un champ de bataille où ces classes se déchirent. Encore profondément chrétiens, ces socialistes rejettent la violence. Ils veulent *réconcilier* ces ennemis du monde moderne, les *re-lie*r sous une foi commune, selon l'étymologie même du mot « religion ». Revenir à Dieu pour être heureux ensemble : *re-lie*r les créatures en les *re-liant* au Créateur. Élever la cité de Dieu, c'est s'unir et ne

seul et même tout » (*Almanach du nouveau monde*, 1850).

UNE HUMANITÉ ENFIN LIBÉRÉE DES FÉODALITÉS

Ce mysticisme ne condamne pas les socialistes à un idéalisme béat. La référence *biblique* n'efface pas son sens *biologique*. Cet organisme *métabolique* obéit, comme tout organisme, à des lois *physiques* à l'aide desquelles la Science peut lui donner vie. Ainsi Saint-Simon crée-t-il une *physiologie sociale* et une *politique positive* donnant corps à une humanité enfin libérée des féodalités par le régime industriel. Fourier élabore un *art social*, c'est-à-dire une *Science sociale* capable d'associer l'humanité, de la « corporer » (*Le Nouveau Monde amoureux*). Il faut, pour cela, s'inscrire dans le réel et non le rêver. Une loi divine commande l'infiniment grand et l'infiniment petit, le ciel et la terre : l'*attraction*. Il s'agit de prendre appui sur cette puissance qui ordonne le monde pour créer un Nouveau Monde. « Oui, cette science du bonheur social [...] n'est autre que la théorie de l'attraction passionnée » (*Théorie des quatre mouvements et des destinées générales*), s'enflamme Fourier. L'humanité suit elle aussi cette loi des astres. Les passions sont des attractions que la Civilisation enchaîne pour le malheur de tous. Le bien-être consiste d'abord à libérer ces forces animant les êtres pour créer un corps naturel qui les mette en séries : le *phalanstère*. Ce dernier n'est pas un *sans-lieu* à jamais inaccessi-

- condition *géographique* : le phalanstère doit être bâti à la campagne, près d'un cours d'eau ;
- condition *architecturale* : l'édifice est à percer d'une *rue-galerie* qui favorise toutes les circulations ;
- condition *démographique* : 1 600 à 1 800 personnes doivent s'y installer, de tous sexes, âges et fortunes ;
- condition *sociale* : chaque sociétaire

« Loin de cette utopie qu'on leur prête, ces penseurs cherchent souvent à fonder une Science pour réaliser, dès maintenant, cet épanouissement de tous. »

y bénéficie d'un minimum vital, sorte de revenu garanti ;

- condition *anthropologique* : chacun exerce successivement la totalité de ses passions en variant les activités, les séances n'excédant pas deux heures pour rendre le *travail attrayant* ;

- condition *épistémologique* enfin : ces techniques doivent être mises en œuvre lors d'une *expérience* – la commune d'essai – qui démontrera la validité scientifique de cet art d'associer. Elle décidera le genre humain à construire de nouveaux phalanstères afin d'entrer en Harmonie.

Ne rien rejeter, ne rien abandonner : l'unité est le levier de cette félicité annoncée. La chair n'est plus sacrifiée à l'esprit, la femme à l'homme, le pauvre au riche, le singulier à l'universel. Le libre développement de *chacun* devient le moyen du bonheur de *tous*. C'est en devenant *entièrement* lui-même que l'individu se relie à tous les autres. Totalité humaine et totalité sociale se créent d'un même élan.

« La chair n'est plus sacrifiée à l'esprit, la femme à l'homme, le pauvre au riche, le singulier à l'universel. »

former qu'un seul *corps*, celui du Christ, selon la parole fameuse de saint Paul. Car, explique Louis Blanc, « suivant l'esprit de l'Évangile, tous les hommes, quoique inégaux en force et en intelligence, ne doivent faire qu'un seul et même tout, comme dans le corps humain, les membres, quoique très divers, ne forment qu'un

ble, il est plutôt un *sur-lieu* où s'accomplit le destin humain. Des règles *objectives* rendent possible cette association nouvelle, règles sans lesquelles ses liens ne pourraient se former et ses mécanismes s'enclencher. En ingénieur, Fourier détaille le *plan de montage* et les *conditions de construction* de cette machine sociale :

Dans la société communiste, écrit le jeune Marx, chacun sera libre « de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de [s]'occuper d'élevage le soir et de [s]'abandonner à la critique après le repas [...] sans jamais devenir chasseur, pêcheur, berger ou critique » (*L'Idéologie allemande*). Sans doute cette idée d'un homme *total* ou *générique* – exerçant l'ensemble de ses facultés en suivant ses seuls

désirs – vient-elle des socialistes français, que Marx a étudiés lors de son exil à Paris. Sans doute aussi les dépasse-t-il pour en accomplir la Science. De la matière, rien que de la matière. Marx porte cette Science au-delà de ses fondateurs en chassant l'*au-delà* précisément. Il tranche ses racines divines et l'installe dans un monde sans arrière-monde. Plus d'aliénation religieuse. Revenir sur

terre est la loi du bonheur. Être réellement soi-même, c'est l'être *exclusivement* en bannissant toute réalité surhumaine. Humain, rien qu'humain. ■

*Loïc Rignol est historien. Il est docteur en histoire contemporaine de l'université Paris-VIII Saint-Denis.

BONHEUR, SAGESSE, RIRE, DANS UNE PERSPECTIVE POLITIQUE

Une vie humaine accomplie est une vie à la fois heureuse et sage. Le rire contribue assurément aux deux aspects de cet accomplissement de soi, notamment dans sa dimension politique.

PAR STÉPHANE HABER*

On est « heureux » quand on voit se réaliser ses désirs les plus chers et ses projets de vie les plus importants. On est « sage » lorsque les désirs et les projets que l'on a (ainsi que les croyances qui les accompagnent) ont une certaine consistance. Si l'on n'insistait que sur le bonheur, on perdrait les moyens de distinguer entre désirs importants et désirs futiles, entre projets de vie raisonnables et déraisonnables. Un collectionneur de porte-clés qui y consacre toute son énergie et rencontre un grand succès dans cette activité peut assurément être qualifié d'heureux, mais sans doute pas de sage : son intelligence et son enthousiasme auraient été mieux employés à des fins plus utiles. Pareillement, un sage capable de mépriser son bonheur et celui des autres, par exemple au nom d'une certaine image rigoureuse de ce que l'on doit faire ou de ce que l'on doit être idéalement, n'a pas, lui non plus, tout compris. Nous ne nous étonnerons guère de voir son austérité virer en ressentiment, voire en fanatisme.

LE RIRE

Notre thèse sera que savoir rire constitue une composante du bonheur et, dans certains cas, contribue aussi à la sagesse. La première partie de l'affirmation ne pose aucun problème particulier. Si le bonheur ne consiste pas seulement dans l'obtention d'une somme de satisfactions particulières,

c'est qu'il s'exprime spontanément dans une joie de vivre plus générale qui colore tout et s'exprime vivement (en même temps qu'il se renforce) dans le sourire et le rire. La deuxième partie de l'affirmation apparaît moins évidente.

Pour la justifier, partons du constat que, sous la plume des penseurs qui ont interprété avec le plus de perspicacité les phénomènes liés au rire (le comique, l'humour), une idée revient souvent. Une des vertus du rire consisterait à « dégonfler » les hiérarchies sociales. Cela se comprend. En

« Notre thèse sera que savoir rire constitue une composante du bonheur et, dans certains cas, contribue aussi à la sagesse. »

effet, les hiérarchies sociales mobilisent pleinement l'esprit de sérieux et la restriction du champ de conscience : il faut que tous ceux qui participent à leur reproduction (mais plus particulièrement ceux qui se situent au plus proche du centre des dispositifs) « y croient », participent sans distance aux divers rituels qui

assurent leur pérennité, se laissent prendre aux divers jeux dans lesquels elles s'illustrent et se confirment en même temps. L'individu investi d'une position de pouvoir ou d'une autorité se doit d'incarner cette éminence. Or cette propriété des hiérarchies sociales les rend vulnérables. Dans *Le Mot d'esprit et sa relation à l'inconscient*, Freud prend l'exemple d'un homme d'Église qui vient bénir la foule et chute sur le trottoir lamentablement au moment d'accomplir le signe de croix. Cela provoque en général l'hilarité. Et cela nous fait comprendre que l'un des ressorts du comique, c'est quand, chez l'individu, le sérieux appliqué, l'autocontrôle tendu, le sens de sa propre dignité et de sa propre importance, qui sont nécessaires au fonctionnement routinier des hiérarchies sociales (même si ce n'est pas le seul lieu de leur manifestation), se liquéfient instantanément sous le coup d'un accident minuscule ou de la révélation accidentelle d'une faille béante. « Ah, ce n'était que cela ! » Le rire sanctionne la manifestation brutale de la fausseté absolue d'un raidissement orgueilleux devenu habituel, pilier du fonctionnement social, qui faisait croire à tort que l'on était à l'abri des aléas du monde et des détails prosaïques de la vie corporelle. Il accompagne le dévoilement d'une dépendance complète chez celui qui, sans le savoir, ne vivait que pour la refouler encore et encore, au plus grand bénéfice des rigidités intéressées de la vie sociale. ►

► RIRE POLITIQUE

Peut-on tirer de tout cela des suggestions politiquement utiles pour notre présent ? Le régime économique dans lequel nous vivons se caractérise, entre autres choses, par la toute-puissance des grandes entreprises transnationales. On leur a plus ou moins laissé les clés de la maison ; on les a laissés plus ou moins devenir les nouveaux « sujets de l'histoire » au moment où s'affaiblissaient les classes et les États, qui prétendaient autrefois occuper cette fonction. C'est autour d'elles que tendent à se réorganiser les hiérarchies sociales, ainsi que le système des croyances et des rituels qui les soutiennent. Le problème, c'est que tout le monde a compris désormais que cette toute-puissance nouvellement acquise était en train de prendre une tournure inattendue : à force de contribuer à faire tourner à plein régime la machine à extraire, à produire, à exploiter, à détruire, à transformer, à faire circuler, à polluer, à faire consommer sans trêve et toujours plus, nous bouleversons les conditions climatiques de notre planète, provoquant des effets incalculables. D'une façon freudienne, on pourrait dire que ce qui est drôle dans cette affaire (elle ne l'est certes pas à tous les points de vue), c'est la disproportion entre une accumulation de puissance inédite dans l'histoire de l'humanité (le capitalisme-roi) et une vulnérabilité désarmante. Car tout ce que nous sommes et ce que nous faisons, y compris lorsque nous nous faisons les agents arrogants ou les complices inconscients d'un capitalisme en surchauffe, bien décidé à sacrifier l'environnement (malgré les beaux discours), repose en réalité sur une condition dérisoire, minuscule : un certain état du climat dont un changement très léger, quelques degrés en plus, par exemple, suffit à transformer la vie de toute l'espèce humaine en cauche-

mar. Et à détruire très probablement le monde dont les entreprises transnationales ont justement besoin pour persister.

Tout cela est bien connu. Certains artistes, écrivains, journalistes, militants savent d'ailleurs depuis longtemps que, grâce à l'arme de l'humour, on peut se déprendre du double langage, du mensonge, de la manipulation des esprits, de l'arrogance, de la bêtise que les groupes sociaux dominants (et les institutions qui servent leurs intérêts, comme les

de préservation de l'environnement. Le riche univers des « alternatives » contemporaines en donne une très bonne idée. La quête de la sagesse implique donc de travailler à dégonfler les puissances du capitalisme, qui s'obstinent à soumettre la société et la nature à leur contrôle inflexible, pour ensuite faire autre chose que ce qu'elles nous incitent à faire. Or, avec la crise climatique, c'est devenu plus facile. Car le roi est nu : il a cessé de faire peur. En plus, il est d'une stupidité affligeante, au point de scier la

« Aujourd'hui, un aspect de la sagesse consiste à tenter de faire émerger et croître des formes de vie raisonnables, c'est-à-dire capables de renforcer les valeurs de solidarité sociale et de préservation de l'environnement. »

entreprises transnationales) pratiquent de manière intensive. Il faut simplement ajouter que, à l'exemple de l'évêque freudien, les maîtres du système, pleins du sentiment de leur propre importance, ne peuvent clairement voir qu'ils sont sur le point de chuter en dévoilant leur nullité absolue, en particulier leur dépendance totale à l'égard d'une situation (le type de climat que nous connaissons depuis quelques siècles sur cette planète) qui était presque passée inaperçue jusqu'à présent alors qu'elle déterminait tout. C'est ce contraste qui est le plus comique.

BILAN

Concluons en quelques phrases. Aujourd'hui, un aspect de la sagesse consiste à tenter de faire émerger et croître des formes de vie raisonnables, c'est-à-dire capables de renforcer les valeurs de solidarité sociale et

branche sur laquelle il est assis. Le rire peut aider à nous faire prendre conscience de ces faits. Il nous encourage ainsi à vouloir changer le monde, illustrant une nouvelle fois la contribution du rire à la sagesse (bien penser, bien juger, bien discerner, préférer ce qui a du poids), et, par là, à la recherche de la vie accomplie.

L'idée que c'est avec le rire que l'on cesse d'avoir peur, qu'il est ainsi capable d'élargir d'un seul coup l'horizon des possibles, se trouve au centre de la controverse philosophique qui oppose Jorge de Burgos à Guillaume de Baskerville à la fin du *Nom de la rose* d'Umberto Eco. ■

*Stéphane Haber est philosophe. Il est professeur à l'université Paris Ouest Nanterre-La Défense.



LE BONHEUR AU TRAVAIL : ANTINOMIE OU SUBVERSION ?

La revendication de la reconnaissance d'une humanité aujourd'hui occultée dans le monde du travail passe par un éloge de la vulnérabilité.

PAR **DOMINIQUE LHUILIER***

Il ne s'agit pas de traiter du bonheur au travail ? Quand l'actualité donne à voir la multiplication des formes de souffrance au travail, des classiques accidents du travail aux maladies professionnelles en passant par la croissance exponentielle de l'usure prématurée jusqu'aux inaptitudes et invalidités, le dévoilement des suicides sur le lieu du travail... comment oser penser et parler d'un tel sujet ? Y a-t-il là une provocation ? Quand le travail est de plus en plus manifestement en souffrance, maltraité par la prévalence des logiques financières, la mondialisation des marchés, la pression à la productivité et à la « réduction des coûts », le développement des normes et procédures gestionnaires... y chercher « le bonheur », comme on cherche le Graal, pourrait faire sourire si la question n'était pas grave. Comment pister cet ovni dans un contexte d'intensification du travail, de multiplication et de précarisation des statuts d'emploi, de développement de la sous-traitance, d'installation du chômage de masse... et de précarisation de la santé des femmes et des hommes au travail ou relégués hors des organisations productives ?

LA DOUBLE FACE DU TRAVAIL

À vrai dire, la question n'est pas nouvelle si on revient aux origines étymologiques du mot travail, *tripalium*, instrument de torture composé de trois pieux et utilisé au Moyen Âge, ou au terme de labeur, du *labor* latin, avec ses notions de peine, d'effort pénible, de malheur. Ce fil-là court toujours : les dispositifs d'exploitation et d'aliénation qui s'attachent au travail, à l'appropriation de son produit par les classes dominantes, ont fait l'objet de nombre d'analyses... et de luttes sociales. Le travail, inscrit dans un rapport social de domination, dans la diversité de ceux-ci, tels que l'esclavage, le servage ou le salariat, apparaît alors comme la figure inversée de la liberté et du bonheur. On est alors bien en peine pour faire du travail un objet désirable et il faut que pèsent dans la balance nombre

de « sans travail » pour se lancer dans une campagne de restauration de la « valeur travail » et oser l'incantation au « travailler plus gagner plus ». Seule la psychologie positive, qui fait du bien-être au travail une stratégie managériale au service de la performance, cherche à vendre une imposture de « bonheur au travail ».

Et pourtant... solder là la réflexion empêche de voir l'autre face du travail, celle qui fait de lui, et essentiellement, un acte producteur : production d'objets, de services, mais aussi de l'humanité de l'homme... à la condition d'humaniser le travail !

Sauf à abandonner tout projet de sub-

de plénitude béate et définitive, mais une quête, une exigence intérieure d'être, et donc d'abord de dire non ! Être un sujet suppose de se dérober aux assignations de place dans le désir de l'autre, au travail comme ailleurs, et tout au long de la vie.

C'est sur cette voie qu'on rencontre l'exigence d'une réinvention du travail. Et pour l'aborder, nous faisons le choix ici de nous appuyer sur les enseignements donnés par ceux qui vivent avec une santé altérée. Quand la maladie est la compagne obligée de la vie, les exigences à l'égard de celle-ci semblent accrues, comme si s'affirmait avec force l'idée qu'on ne

« Le travail, inscrit dans un rapport social de domination, dans la diversité de ceux-ci tels que l'esclavage, le servage ou le salariat, apparaît alors comme la figure inversée de la liberté et du bonheur. »

version du travail, on ne peut le définir seulement négativement, contrepartie d'un salaire contre une contrainte de présence et d'obéissance.

Le travail suppose toujours un investissement du travailleur dans sa propre projection de l'œuvre à accomplir, un procès dans lequel, comme nous dit Marx, « l'homme règle et contrôle son métabolisme avec la nature par la médiation de sa propre action ». Le travail est une activité vitale fondamentale.

Les nouvelles organisations et formes de gestion du travail peuvent – c'est là une expérience partagée par beaucoup – rendre le travail invivable : l'activité perd son sens, sa valeur sociale. Elle se rétracte dans une visée instrumentale de préservation de son emploi. Il ne s'agit plus alors de vivre au travail mais seulement de vivre de son travail. Pourtant, travailler n'est jamais seulement produire des biens ou des services ; c'est aussi toujours produire et affirmer son existence, persévérer dans son être.

Et le bonheur est justement une affaire d'existence : non pas un état

peut plus perdre sa vie à la gagner. Que faire de cette vie marquée par l'incertitude ? Quel compromis construire entre l'agir et le subir ? Quel bricolage tenter entre désirs et possibles, en puisant dans les ressources disponibles ou à conquérir ?

RÉINVENTER LE TRAVAIL

La mise en cause des normes contemporaines du travail est portée par les travailleurs malades qui revendiquent un rôle de *régulateurs d'humanité*.

Dans le monde du travail, le « malade » est perçu comme une anomalie : l'arrêt maladie l'extrait du travail et ne s'y maintiendraient que les bien portants. Pourtant, le nombre de travailleurs à la santé altérée croît sous l'effet conjugué de la dégradation des conditions de travail, du vieillissement de la population active et des progrès de la médecine qui permettent de se maintenir en activité. Et ils montrent, si on veut bien les entendre, les limites individuelles et collectives du travail soutenable. Ils cherchent comment construire des milieux pour vivre et travailler en santé. Dans une relative marginalité ►

et clandestinité, parfois plus manifestement, ils développent une autre manière de travailler, un autre sens au travail, voire des innovations sociales qui pourraient alimenter bien des réflexions partagées sur les normes du travail, sur l'organisation du travail... sur la vie au travail. Réinjecter la question de la maladie dans l'espace public que constitue le monde du travail, c'est y réinscrire la question des limites, de la vulnérabilité dans un monde du travail où domine aujourd'hui cette idéologie de la performance, de la toute-puissance, de l'excellence. Il s'agit là d'une nécessité à la fois sociale et politique. Aujourd'hui, la reconnaissance de la vulnérabilité humaine, ontologique, s'efface au profit de la fabrique de la vulnérabilité sociale. Alors que la vulnérabilité est un trait universellement partagé de la condition humaine, elle est devenue aujourd'hui un critère distinctif – on est « vulnérable » ou on est « résilient » – et un principe explicatif – vulnérable, on est hors jeu, inemployable... La vulnérabilité ne s'entend plus alors comme vulnérabilité intrinsèque à notre condition d'êtres de désirs et de besoins : elle devient l'attribut assigné à quelques-uns ou à des « populations » identifiées par des traits communs qui effacent les singularités : les « seniors », les « handicapés », les « harcelés », les « malades chroniques », les « inaptes », les « salariés avec enfants en bas âge ou parents dépendants », les « précaires », les « immigrés »... La discri-

mination croît avec cette montée du différentialisme et les processus de stigmatisation qui l'accompagnent.

ÉLOGE DE LA VULNÉRABILITÉ

Pourtant, la vulnérabilité est bien une condition négative de la vie : elle indique que la capacité de s'autodéterminer, ou celle d'un rapport réussi à soi-même et au monde ne sont que possibles. La vie humaine est conditionnée par son usage : au double sens du terme, l'usage que les autres font de nous et l'usage que chacun fait de lui-même. Y compris bien sûr au travail.

« Travailler n'est jamais seulement produire des biens ou des services ; c'est aussi toujours produire et affirmer son existence, persévérer dans son être. »

La reconnaissance de l'épaisseur des singularités individuelles, des différents mondes, professionnels et extra-professionnels, dans lesquels nous sommes tous engagés, des histoires de vie non réductibles à l'ici et maintenant de la situation de travail, peut être au service du soin de la vie au travail. *A contrario*, l'omerta sur l'individuel, le singulier renvoie chacun à la solitude dans l'expérience inéluctable de la fragilité humaine. La revendication de la reconnaissance d'une humanité aujourd'hui occultée dans

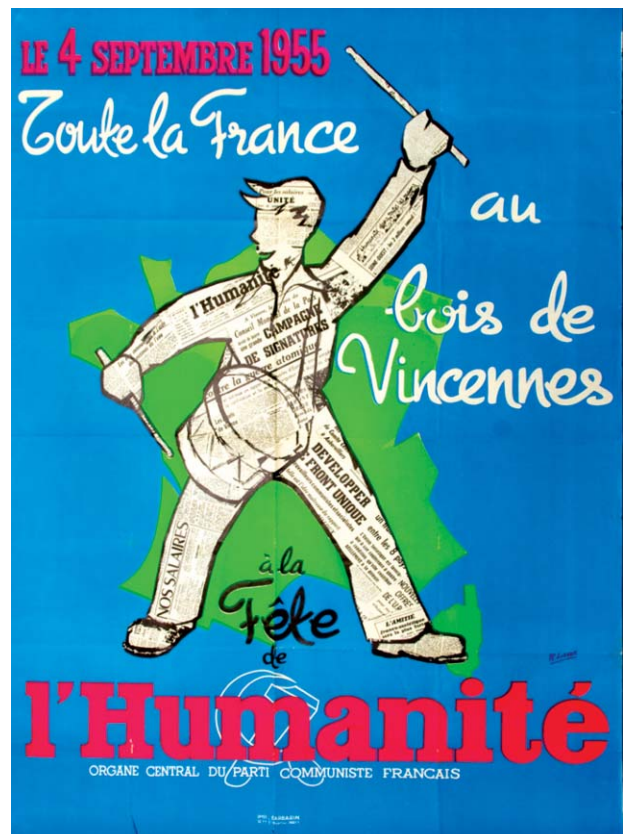
le monde du travail passe par un éloge de la vulnérabilité, celle que nous avons en partage et qui nous préserve d'une réduction à la fonction de « ressources humaines ». Sur ce chemin, des étincelles de bonheur sont au rendez-vous !

Cette travailleuse malade revendique ce rôle de « régulateur d'humanité dans notre société. On n'est pas des robots ! Dans le monde du travail, il faut juste être efficace, rien d'autre. Ils ne voient pas comment on a été enrichi par la maladie. Quand on a été malade, on a une force supérieure à avant. Il y a une richesse des gens

malades, une force de vie. Et on met plus d'humain dans nos relations, y compris dans les relations professionnelles. Les malades, c'est une sorte de thermomètre. Les autres dénie, fuient. Mais c'est faux bien sûr, ils ne sont pas invincibles. Aujourd'hui, les gens sont pressurisés au travail, malheureux. Et il est temps d'humaniser le monde du travail ! » ■

*Dominique Lhuillier est psychologue du travail. Elle est professeure émérite au CNAM.

Fête de l'Humanité 1948



LA CULTURE POUR S'APPROPRIER SA VIE

La culture est au cœur même de la question du bonheur. Une politique culturelle communiste ne peut donc être que le contraire du monde marchand.

ENTRETIEN AVEC **OLIVIER BARBARANT***

En quoi la culture peut-elle contribuer à l'épanouissement individuel ?

Que la question soit posée, quand la culture n'est rien d'autre que l'épanouissement de la personne, m'effraie un peu. Toutes les interrogations sont cependant légitimes, surtout celles qui paraissent relever de l'évidence. Expliquons donc ce qui en fait pour moi un truisme. En premier lieu, c'est que la « culture », avec ses versants ethnologiques, sociologiques, à partir d'une tradition humaniste à laquelle je me rattache, dispose désormais d'un sens un peu flou. Mais elle peut demeurer le rapport à la connaissance et à l'art, au sens de la « culture générale » dont la généralité est celle de la vie. En ce cas, elle n'est rien d'autre qu'une capacité de s'ouvrir, de découvrir, de s'approprier des œuvres, des savoirs et des émotions. Toute lecture (y compris de livres d'histoire ou de sciences) ouvre à l'extérieur et creuse en soi-même, *en même temps*. Art de la rencontre et de l'enrichissement de l'existence au-delà de ce dont on peut avoir l'expérience directe (ainsi des personnages de romans, ouvrant des vies que nous ne menons pas mais avec lesquelles nous proportionnons la nôtre ; ainsi des découvertes que les hommes n'ont pas toujours vécues comme nous le faisons, vivent autrement que nous...) la culture est à la fois une fenêtre ouverte sur le monde et une descente en soi. On ne se construit qu'en se décentrant. La culture est ce qui permet à chacun de s'approprier sa vie.

La poésie a-t-elle de ce point de vue une spécificité ?

Relève de la culture aussi et surtout cette exploration sensible par laquelle le monde nous frappe (par des perceptions, des sensations, des émotions) et que l'art nous remet sous les yeux dans une forme partageable. La poésie est ainsi le moyen de saisir que nos émotions les plus intenses et les plus personnelles sont, par la grâce d'une parole, partageables. La musique, le cinéma, la peinture le font, mais la poésie l'inscrit dans un langage verbal qui est un bien commun. La poésie est au cœur de cette dimension : elle s'efforce de mettre en mots

ce qui dans la vie, par sa puissance ou son énigme, met en crise le langage. Elle s'affronte à ce qui nous submerge, nous étreint, et qui réclame d'être formulé et donné à entendre. Je ne crois pas qu'il y ait d'autre tâche que d'essayer de ressaisir ce qui nous

distribuent des marchandises. D'où l'importance de réunions, des discussions où chacun peut apprendre à formuler ce qu'il ressent, entrer dans ce que j'appellerais la culture du commentaire, par laquelle se sentit autorisé à s'explorer.

« La littérature est un art du partage ; ce qui nous fait humain, ce qui nous permet de vivre autrement qu'en touristes, l'œil vide et le cœur sec devant des paysages interchangeable se succédant à toute vitesse. »

a saisis, d'apercevoir ce qu'on a perçu, de faire connaissance avec soi-même et de s'affûter une sensibilité, une pensée et une parole. La littérature est un art du partage ; ce qui nous fait humain, ce qui nous permet de vivre autrement qu'en touristes, l'œil vide et le cœur sec, devant des paysages interchangeable se succédant à toute vitesse.

Comment pratiquer une politique de la culture ?

On *consomme* l'existence ou on la *cultive*. Ce sont des choix politiques. Tout est fait dans l'ordre de la domination pour que la personne soit un *individu*. Autosuffisant, géré comme une petite entreprise avec sa force de travail, sa pseudo-« créativité »... Un « individu », terme insupportable, puisqu'il contient étymologiquement l'idée de chose qui ne peut être divisée. Or nous sommes multiples, faillés, disséminés par nos émois, nous ne valons que par là où nous sommes béants. C'est même biologique : l'être humain naît inachevé. C'est le rapport à l'autre (homme ou caillou) qui le finit, et qui n'en finit pas de *l'in-finir*.

Pour créer des personnes au lieu de produire des individus, il faut résister à la circulation des « biens culturels » qui contribuent à la disparition de la culture. Le film, le livre y sont des « passe-temps ». Le théâtre une « sortie ». On « s'occupe ». Une politique culturelle doit faire de la rencontre, là où les industries culturelles

Enfant dans les années 1970, j'ai moi-même bénéficié de ce qui relevait du « communisme municipal ». Le cinéma, le théâtre, l'opéra même m'ont été accessibles par là. C'est avec ce lien social autour des émotions et des savoirs qu'il faut travailler encore (il y a des lieux où cela se fait) ou renouer là où nous l'avons perdu. Mais l'expérience me conduit à deux avertissements : le soutien à la création, à ce niveau local, ne me paraît guère pertinent. On risque autrement de développer des comportements parasites, des coureurs de subventions. D'autre part, il faudrait éviter les doublons. Quoi de plus affligeant que les « événements », dans des lieux subventionnés, qui proposent une nouvelle estrade à ce qui a connu déjà la renommée médiatique ? C'est l'invisible, ou la quasi-invisibilité, par exemple de la poésie, qu'il faut mettre en avant. Telle devrait être notre résistance. Clandestine, partageuse, nous donnant non un aliment mais un manque : un désir, un ciel, un feu. ■

*Olivier Barbarant est écrivain. Coordonnateur de l'édition des Œuvres poétiques complètes d'Aragon (Gallimard/Pléiade), il est l'auteur d'*Odes dérisoires* (Gallimard/Poésie).

Entretien réalisé par Florian Gulli.

IL N'EST POINT DE BONHEUR SANS SPORT

Il n'y a pas de sport sans temps libéré. Activité d'épanouissement personnel, le sport est résolument social et émancipateur, à condition qu'on le dégage de la politique du chiffre et du résultat.

PAR EMMANUELLE BONNET-OUALDI*

Dans un engagement sans faille, autant sportif que politique, de jeunes athlètes, hommes et femmes, affichent un bonheur éclatant, presque insolent. « Un parfum de bonheur » ou le nom d'une série de clichés de France Demay, ce jeune ouvrier des années 1930, parisien, sportif et photographe amateur,

en montagne. Le corps n'est plus seulement le prolongement d'une machine, soumis à la domination patronale, il sert le plaisir, l'accomplissement de soi et le partage. On devine également ces jeunes gens s'entraînant avec passion en vue des Olympiades populaires de Barcelone, organisées en opposition aux Jeux Olympiques de Hitler à Berlin. « Le sport ne se résumait plus à la compétition. D'un coup dans le mouvement

Daeninckx, du même titre que ce fonds photographique qui l'a inspiré.

PAS DE SPORT SANS CONDITIONS DE VIE DIGNES

Quatre-vingts années se sont écoulées. Une logique solidaire de l'histoire aurait dû prolonger ce droit aux vacances, aux loisirs, au sport. Une réduction et un partage du travail dans une société du presque tout numérique auraient dû favoriser l'accès du plus grand nombre aux joies du temps libéré. Alors que 2016 célèbre l'anniversaire du Front populaire et la conquête de droits sociaux inestimables tels que la baisse du temps de travail hebdomadaire à 40 heures, les congés payés, l'augmentation des salaires de 7 à 15 %, les politiques gouvernementales optent pour une tout autre logique, libérale, facilitant les licenciements, l'augmentation du temps de travail et la baisse des salaires. Le Premier ministre affirmait il y a peu que la candidature de Paris aux Jeux Olympiques de 2024 « permettra d'encourager la pratique sportive, dont nous tous ici connaissons

« Le corps n'est plus seulement le prolongement d'une machine, soumis à la domination patronale, il sert le plaisir, l'accomplissement de soi et le partage. »

retrace la vie de ses pairs entre 1933 et 1939. Le sport contribue-t-il au bonheur ? La réponse fuse de leurs regards, poses et éclats de rire. On découvre avec eux cette quête du temps libéré, des randonnées à la campagne, de la nage en eau libre ou des premières expériences sportives

qui traversait le pays, c'était devenu un des moyens de l'émancipation humaine. Partout où on allait courir, jouer au ballon, on respirait comme un parfum de fraternité », témoigne Ginette Tiercelin, une basketteuse, cycliste également, le personnage central du roman historique de Didier



l'importance, pour le bien-être de chacun, et pour la cohésion de notre société ». Les décisions successives, du « travailler plus pour gagner plus » à la loi dite « travail » ne font au contraire que renforcer les inégalités et institutionnaliser la précarisation des jeunes et des femmes, déjà les plus éloignés d'une pratique sportive régulière pour des raisons sociales et économiques. Le meilleur moyen d'agir en faveur de la pratique sportive pour toutes et tous est, au contraire, d'œuvrer pour garantir les meilleures conditions de vie pour toute la population.

FAIRE PRIMER LE JEU SPORTIF SUR L'ENJEU DU SCORE

L'idée de bonheur doit être omniprésente. Elle est intimement liée à celle de l'émancipation. Les activités physiques et sportives, comme l'éducation physique, à condition que les contenus soient adaptés, y sont essentielles. Le sport peut être émancipateur, au sens où il permet à chaque être humain, avec son corps, sa raison et sa passion, de se libérer de la coercition imposée chaque jour par la société. À l'occasion des VI^e Assises nationales et internationales du sport populaire, organisées par la FSGT en mai 2015, Pierre Therme, professeur

d'université en sciences du sport, décrit en quoi une activité n'existe que par l'engagement de ses participants. Le sport constitue en effet un espace culturel sous-estimé d'imagi-

née, le mouvement au résultat, le jeu sportif à l'enjeu du score. Le sport, d'autant plus s'il est pratiqué dans un cadre associatif, contribue à ce mouvement.

« Être heureux, ce n'est pas nécessairement croire au grand soir, mais contribuer au quotidien à créer des bulles d'utopies »

nation et de création populaires. Alors que les médias et la professionnalisation poussent à la spécialisation, voire à la spéculation des sportifs, le sport associatif, en particulier les fédérations omnisports, cultivent l'être humain dans sa totalité et dans son rapport à la citoyenneté. Le sportif ne peut progresser seul, comme l'être humain ne peut vivre seul. Sa construction personnelle passe par le vivre ensemble, au sens de la solidarité, et de la libre constitution collective de règles. Être heureux, comme nous y invite le philosophe Jean-Louis Sagot-Duvaurox, ce n'est pas nécessairement croire au « grand soir » mais contribuer au quotidien à créer des bulles d'utopies. C'est faire primer l'émancipation à une société éman-

« Être heureux est un acte de résistance politique », promet encore Patrick Viveret, également philosophe. Loin des critères standardisés de prétendues bonnes pratiques et de la seule visée mercantile, les associations sportives recèlent des pépites de vies anonymes et d'expériences joyeuses. La FSGT poursuivra ce plaidoyer en actes, les 3, 4 et 5 juin prochains à Paris, à l'occasion d'un festival inédit des innovations sportives. ■

*Emmanuelle Bonnet-Oulaldj est coordinatrice générale de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT).

LES IMPASSES POLITIQUES DE L'ÉCONOMIE DU BONHEUR

L'économie du bien-être prétend s'appuyer sur l'addition des ressentis individuels pour construire une politique. Ne s'agit-il pas d'une impasse ?

PAR DOMINIQUE MÉDA
ET FLORENCE JANY-CATRICE*

Le nombre de recherches et d'articles consacrés au bonheur a augmenté de manière exponentielle ces dernières années : le bonheur, concept qui relève prioritairement de la subjectivité et du niveau individuel, semble pouvoir se muer aujourd'hui en objectif des politiques publiques, nationales et internationales. La publication en 2009 du rapport de la commission Stiglitz sur la mesure des performances économiques et du progrès social a d'ailleurs constitué une puissante invita-

tion à aller dans cette direction, en reconnaissant – dans certaines limites – les insuffisances du produit intérieur brut (PIB) comme indicateur central pour le pilotage de nos sociétés et en proposant non seulement d'adopter la « qualité de vie » comme l'un des éléments essentiels à « mesurer » à l'aide d'une nouvelle batterie d'indicateurs, mais aussi de considérer les états subjectifs – perceptions et émotions – ressentis par les individus comme les principaux indices de la quantité et de l'évolution du bien-être social. Un tel choix est tout sauf anodin. Il repose sur des présupposés forts, qui restent le plus souvent non explicites.

LES POSTULATS DE LA NOUVELLE ÉCONOMIE DU BIEN-ÊTRE

Les travaux consacrés dès les années 1970 par Richard Easterlin aux relations entre sentiment de bonheur (approché par l'expression de la satisfaction) et croissance ont trouvé, dans les années 1990, de nombreux prolongements. L'économiste avait mis en évidence un paradoxe qui ne cessera en effet d'attiser l'intérêt : l'augmentation du taux de croissance du PIB ne s'est pas accompagnée, dans les pays occidentaux, d'une satisfaction croissante de leurs ressortissants. L'économiste avait apporté, à l'époque, plusieurs explications à ce ►

► paradoxe, notamment l'idée que les individus s'adaptent à leur nouvel état – ce que l'on appelle en statistique les biais d'adaptabilité. Il insistait également sur l'idée que ce qui compte est moins la quantité de biens ou services obtenus à un moment que des différentiels : différentiel existant entre la quantité actuelle et la quantité précédente de biens détenus, d'une part ; différentiel entre l'évolution de la quantité de biens disponibles pour les autres et pour soi, d'autre part. Dans un cas, cela renvoie à l'idée d'expansion permanente et illimitée des biens ; de l'autre à la désirabilité rela-

exprimée) et déterminants individuels et sociaux. Il affirme que les données sur le bonheur permettent d'estimer la qualité de vie d'une population, de suivre les évolutions de celle-ci et d'évaluer les politiques sociales.

Deux éléments ont permis un prolongement et une multiplication de cet ensemble de travaux : la mise à la disposition des chercheurs ou la constitution par ceux-ci de bases de données de plus en plus vastes, élaborées au terme de protocoles de plus en plus contrôlés, souvent sous forme de panels, et permettant – du fait des

le pilotage et l'évaluation – en lui préférant l'analyse de l'évolution du taux de satisfaction, et de relativiser également la focalisation traditionnelle des économistes sur le revenu, en complétant celui-ci par l'analyse d'autres indicateurs plus significatifs du bien-être ou de la « qualité de vie ».

LE BONHEUR NE PEUT FONDER UNE POLITIQUE PUBLIQUE

Certes, comme ne manquent pas de le rappeler les adeptes de l'économie du bonheur, un certain nombre de philosophes s'accordent avec Aristote sur le fait que « tous les hommes recherchent le bonheur ». Mais l'accord s'arrête là, car la plupart des philosophies visent précisément à expliciter ce que signifie ce terme, et très peu de philosophes seront d'accord avec le fait qu'il est possible de fonder une politique publique sur la réponse d'individus, fussent-ils des dizaines de milliers, à la question de savoir s'ils ne sont actuellement pas du tout, un peu, assez, ou très satisfaits de leur vie. Car dans ce type d'interrogation, tout part de l'individu, de sa sensation, de ses émotions et de ses états et donc tout s'y arrête. Peut-on fonder en raison une politique, c'est-à-dire un projet collectif visant l'intérêt général ou l'intérêt d'une communauté, à partir des seules aspirations individuelles ? Peut-on réduire la fonction des politiques publiques à la seule prise en compte des intérêts individuels, agrégés de manière tout à fait illusoire par une sommation sommaire des préférences individuelles ?

On peut en effet opposer à la représentation de la société comme simple agrégation d'individus celle d'une communauté, d'un collectif composé

« Peut-on fonder en raison une politique, c'est-à-dire un projet collectif visant l'intérêt général ou l'intérêt d'une communauté, à partir des seules aspirations individuelles ? »

tive des biens. Même si les nombreuses critiques émises à l'encontre du PIB durant les années 1970 – mettant en avant que la comptabilité nationale compte pour zéro des activités essentielles pour les individus et la société, compte en positif des destructions de capital, n'est pas patrimoniale, ne dit rien de la qualité de la vie individuelle et sociale, etc. – se sont considérablement ralenties avec la crise pétrolière, on ne peut pas ne pas faire le lien entre celles-ci et la recrudescence des travaux des économistes et des psychologues, menés sur les déterminants de la satisfaction individuelle et le bonheur. Dès 1984, Ruut Veenhoven recherche dans *Conditions of Happiness* des corrélations entre bonheur (satisfaction

progrès des techniques statistiques – la mise en évidence de corrélations entre des degrés de satisfaction individuels et des déterminants sociaux, d'une part, et, d'autre part, l'engagement résolu d'économistes de renom dans cette voie. Richard Layard défendra ainsi l'idée que non seulement il est possible de mesurer le bonheur et ses évolutions mais aussi qu'il est possible, voire nécessaire, de fonder les politiques publiques sur la maximisation du bonheur, dans une vision utilitariste, et sur l'analyse rigoureuse de l'évolution des données le mesurant. Ces travaux sont séduisants. Ils ont en particulier pour caractéristique commune de relativiser l'usage de la croissance comme indicateur de référence des politiques publiques – pour



de membres dont le consentement est supposé acquis mais dont l'appartenance doit sans interruption être reconfirmée. Elle est également justifiée par l'idée que le plus grand péril auquel nos sociétés sont confrontées est la désagrégation qui pourrait advenir soit sous le coup d'inégalités trop fortes ou de guerres civiles (anomie,

qui constitue une donnée objective et qui ne nécessite pas un passage par l'opinion individuelle des individus sur le degré d'inégalités supportable. On peut en déduire aussi que les indicateurs concernant l'état de notre patrimoine naturel seront également essentiels, de même que des indicateurs donnant des informations

ment penser que même si la liste de ces biens est universelle et peut faire l'objet d'un accord, le passage par la délibération publique importe absolument, notamment pour arrêter les pondérations dont ces éléments pourraient faire l'objet dans un éventuel indicateur synthétique. Engager une délibération publique sur ce qui compte pour les individus membres d'une société organisant son inscription dans la durée constitue sinon le contraire, au moins le complément indispensable d'un processus de recueil brut, au cours d'une enquête (téléphonique, par papier ou sur un site Web), du sentiment individuel non retraité, non confronté, non mis en débat avec le sentiment des autres et avec les projets des autres membres de la même société. ■

« Engager une délibération publique sur ce qui compte pour les individus membres d'une société organisant son inscription dans la durée constitue sinon le contraire, au moins le complément indispensable d'un processus de recueil brut »

balkanisation), soit de la destruction de notre « environnement », c'est-à-dire des conditions d'habitabilité de notre planète. De cela on peut déduire que les indicateurs essentiels sont ceux qui nous donneront des informations précises sur la cohésion/décohésion de nos sociétés, par exemple le degré d'inégalités (de revenus, de patrimoines, de conditions de travail, d'accès à l'emploi, de logement),

objectives sur les ressources et les biens que l'on peut considérer comme formant un minimum de base : niveau absolu de santé, d'éducation, accès au logement, à l'eau, à l'alimentation et répartition de ces biens et de ces accès.

Qui déterminera la liste de ces biens et de ces ressources auxquels chaque individu dans nos sociétés devrait avoir accès ? On peut raisonnable-

***Dominique Méda** est sociologue. Elle est professeure de sociologie à l'université de Paris-Dauphine. **Florence Jany-Catrice** est économiste. Elle est professeure à l'université Lille-1.

Ce texte est extrait d'un article initialement paru dans la revue suisse *Sécurité sociale CHSS*. Avec l'aimable autorisation des auteures et de la revue.

PILULE DU BONHEUR CONTRE LUTTE DES CLASSES ?

L'antidépresseur est un pansement individuel renvoyant chaque individu à sa situation propre, que ce soit dans l'absence d'emploi, ou dans un travail où il n'arrive plus à assumer l'augmentation de la productivité exigée, renvoyant chaque individu à ce qui serait sa responsabilité personnelle, l'enfermant dans le cercle vicieux de la culpabilisation, de la solitude... et évitant les luttes communes.

PAR **MICHÈLE LEFLON***

Si la folie, la déprime ont toujours eu bon dos, le premier secrétaire du Parti socialiste en rajoute en rapprochant dans une interview au *Journal du dimanche* du 24 avril 2016 le rejet de Hollande et du PS par le pays d'une « névrose obsessionnelle ». Cette déclaration a un aspect caricatural, mais reconnaissons que la tentation est grande

dans notre pays, comme dans d'autres – j'y reviendrai –, d'en appeler à la psychiatrie, de traiter médicalement la souffrance sociale. Ce qui n'est évidemment pas pour déplaire aux laboratoires pharmaceutiques, et le surnom de pilule du bonheur donné à la fluoxétine, commercialisée par le laboratoire Eli Lilly sous le nom de Prozac, a fait la célébrité de ce dernier... et ses profits dans les années 1990.

TRAITEMENT MÉDICAL DE LA SOUFFRANCE SOCIALE AVEC LES ANTIDÉPRESSEURS

Traitement médical, traitement caritatif aussi de l'exploitation capitaliste avec les évocations de plus en plus fréquentes d'un revenu universel, supprimant le lien entre production de richesses et revenu, laissant intacte la spoliation des 99 % par une bourgeoisie plus agressive que jamais, laissant intacte l'atteinte à notre environ-

► nement par les assoiffés de profit ! Sans parler des réductions de dépenses sociales envisagées derrière cette prétendue universalité.

Tout est bon pour renvoyer vers un individualisme étriqué et éviter la lutte collective, la lutte de classes, la prise de pouvoir des salariés dans les entreprises, nécessaire pour permettre des avancées plus rapides vers le dépassement du capitalisme, vers une

LES COMMUNISTES ET LA CONCEPTION DE LA PSYCHIATRIE

Mais la France a toujours été le lieu d'un débat fort sur la place des médicaments en psychiatrie, plus globalement sur la conception de la psychiatrie, dans lequel les communistes ont tenu toute leur place : historiquement, on peut citer Lucien Bonnafé, et son rôle en particulier pendant la

nable du service public hospitalier voulue par l'actuelle ministre de la Santé, Marisol Touraine, dans un but austéritaire, accompagnée d'un recul démocratique, restreignant encore les droits des élus, des personnels, des usagers. Mais en plus de ces conséquences communes à l'ensemble du secteur public hospitalier, l'intégration des hôpitaux psychiatriques vise à faire croire que la souffrance psychique ne relève que de l'organique, comme les autres maladies somatiques.

Pas question, évidemment, de condamner dans mon propos les antidépresseurs et autres médicaments psychotropes. Ils ont leur utilité. Mais il faut raison garder dans leur utilisation ! Et les dérives d'une industrie pharmaceutique alignant allègrement ses deux chiffres de taux de profit, au mépris d'une information objective, au mépris d'une recherche indépendante, appellent, pour les antidépresseurs comme pour les autres médicaments, à la création urgente d'un pôle public du médicament. Là comme ailleurs, la « technique », au sens large de ce terme, ne fait pas le bonheur ! C'est par son utilisation maîtrisée démocratiquement, hors des intérêts privés, mettant l'humain

« L'augmentation de l'utilisation des antidépresseurs peut aussi être partiellement expliquée par le sentiment d'insécurité provoqué par la crise économique »

société du partage, vers une société où les inégalités sociales ne seraient pas source de malheur, vers une société sans oppression !

Les antidépresseurs, une forme aseptisée des paradis artificiels pour remplacer une religion opium du peuple ? La consommation des antidépresseurs croît dans le monde, comme le note le *Panorama de la santé* publié en 2013 par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui ajoute : « L'augmentation de l'utilisation des antidépresseurs peut aussi être partiellement expliquée par le sentiment d'insécurité provoqué par la crise économique. »

Résistance avec Saint-Alban ; plus près de nous, le rapport Demay, demandé par Jack Ralite en 1981, reste cité comme une référence par les psychiatres. En posant comme principe politique fondamental que la mission première de la psychiatrie est de soigner des personnes et de soulager leurs souffrances et non de se limiter à l'éradication de leurs symptômes ni de normaliser les comportements et

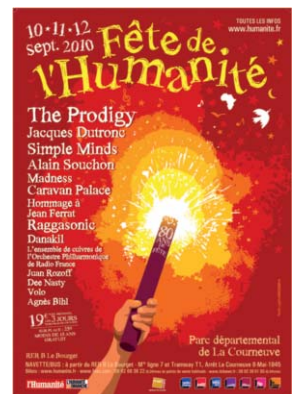
« Si assimiler bonheur et situation sociale est un raccourci restrictif, la recherche individuelle par une éventuelle pilule du bonheur est au moins aussi restrictive ! »

Si l'OCDE le dit ! Ce document permet de remettre les idées en place : la France ne fait pas partie des pays les plus consommateurs d'antidépresseurs, elle est plutôt en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE. Pourtant les neuroleptiques sont nés en France, des chercheurs français ont contribué, avec des Suisses et des Canadiens, aux premiers antidépresseurs. Depuis, d'autres molécules ont moins d'effets secondaires.

les populations, les communistes continuent à être des animateurs d'idées écoutés. Car il s'agit d'un débat idéologique essentiel : la normalisation des comportements ou le soin. La normalisation des populations à la mode ultralibérale prend des formes sournoises, comme l'intégration des hôpitaux psychiatriques dans les groupements hospitaliers de territoires, une réforme de casse abomi-

d'abord, qu'elle peut y contribuer. Et si assimiler bonheur et situation sociale est un raccourci restrictif, la recherche individuelle par une éventuelle pilule du bonheur est au moins aussi restrictive ! ■

*Michèle Leflon est médecin anesthésiste-réanimatrice retraitée. Elle est membre du Conseil national du PCF.



LE BONHEUR DE MILITER

PAR **LUCIEN SÈVE***

C'est ainsi que l'ensemble des efforts en quoi consiste la vie d'un *militant* demeurerait incompréhensible si l'on n'y voyait qu'un ensemble de *sacrifices*, en méconnaissant le fait qu'elle répond par maints côtés à un *besoin personnel*, et souvent des plus profonds ; mais ce serait comprendre bien moins encore que de la réduire pour autant à une sorte de vaste *calcul d'intérêt bien entendu*. En réalité les efforts d'une vie militante réelle reposent précisément sur la prise de conscience du fait que la satisfaction générale de besoins personnels *passé* par l'accomplissement d'un certain nombre de transformations sociales, accomplissement dont la logique objective se *subordonne* plus ou moins complètement la satisfaction immédiate limitée des besoins personnels pris isolément. Le *besoin personnel de militer* n'est donc pas plus l'assouvissement d'un simple besoin interne que le sacrifice de soi à une simple exigence sociale externe, il est jusqu'à un certain point le *dépassement* de l'opposition entre besoin interne et exigence sociale externe, sur la base, non d'un *renoncement* au premier, mais de la prise de conscience de l'*excentration essentielle* de sa base, ce qui modifie en profondeur toute l'activité. Le besoin personnel de militer, dont l'importance théorique est énorme pour la psychologie de la personnalité¹, n'est pas au fond autre chose que l'*essence générale concrète* de tout besoin spécifiquement humain affleurant directement sous la forme d'un besoin particulier à côté des autres besoins particuliers. Et c'est pourquoi la vie militante, dans ses formes saines, apparaît comme accomplissement de soi, préfiguration partielle du dépassement général, dans la société sans classes à son stade supérieur, des contradictions qui sous-tendent la personnalité au sein de la société de classe [...].

On comprend aussi pourquoi la vie militante, en entendant par là la participation active à toute activité collective de transformation émancipatrice des conditions sociales, voire toute activité sociale qui contribue à élever la société sur un plan supérieur, est aussi éloignée du sacrifice ascétique de soi au profit des « générations futures » que du calcul égoïste bien

compris : dans ses formes saines, elle est précisément le dépassement de cette contradiction, la seule anticipation partielle possible pour l'individu de la société de classes de ce que sera la vie désaliénée dans la société sans classes de demain. C'est ce que Marx a souvent suggéré, par exemple dans les *Grundrisse*, où il donne une réfutation écrasante de la mystification bourgeoise sans cesse renaissante

côté », « ils seraient ravalés au niveau animal » ; « tout au contraire, la participation de l'ouvrier à des jouissances plus élevées, voire d'ordre intellectuel, l'agitation pour ses intérêts propres, la presse et les conférences, l'éducation de ses enfants, le développement de ses goûts, etc., bref, la seule participation possible à la civilisation – par quoi il se distingue de l'esclave – tout cela n'est possible économique-

« La vie militante [...] est aussi éloignée du sacrifice ascétique de soi au profit des "générations futures" que du calcul égoïste bien compris. »

jusqu'à nos jours selon laquelle, dans leur propre intérêt, les prolétaires devraient renoncer à leur vie concrète, « épargner en pratiquant l'abstinence ». Or le prolétaire, montre Marx, « quoi qu'il fasse, économisera non pas pour lui, mais *pour* le capital ». Si pendant les périodes relativement favorables, les ouvriers « mettaient de

ment que s'il accroît la sphère de ses jouissances quand les affaires prospèrent, c'est-à-dire quand on lui dit d'économiser. »

Ainsi, vie militante et développement de soi sont des termes non pas antithétiques mais interdépendants. En dépouillant à l'extrême ceux mêmes ►

La vie militante selon Lucien Sève

Lucien Sève essaie de rendre compréhensibles les motivations psychologiques d'une vie militante définie comme « participation active à toute activité de transformation émancipatrice des conditions sociales ». Les mauvaises raisons de militer (appétit de pouvoir, narcissisme, etc.) n'intéressent pas le philosophe ; il se préoccupe uniquement de la vie militante « dans ses formes saines ». Si la vie militante requiert des sacrifices, il ne faut pas oublier qu'elle répond d'abord et avant tout à « un besoin personnel de militer ». En quoi la vie militante n'est pas pur altruisme. Mais ce besoin n'est pas un calcul d'intérêt égoïste ; on ne milite pas d'abord en vue des gains personnels que l'on obtiendrait en retour. Le besoin personnel de militer est « excentré », dit Lucien Sève, parce qu'il vise les besoins des autres, individus ou groupes. Produit d'un besoin excentré, la vie militante est « accomplissement de soi », mais accomplissement de soi qui ne se fait pas contre les autres ou dans l'indifférence aux autres. Dans la vie militante, la contradiction entre altruisme et égoïsme est dépassée. (NDLR)

► qui sont à la base de toute création de richesses, le capitalisme n'engendre pas seulement ses propres fossoyeurs, mais il produit des hommes psychologiquement supérieurs, pleinement capables d'apprécier la vie pour eux-mêmes comme pour tous les autres, aptes à prendre en main les destinées de la société tout entière pour l'élever plus haut [...]. Veut-on entrevoir concrètement ce que sera l'homme du communisme ? Qu'on observe et qu'on médite en les extrapolant les transformations qui, sous nos yeux, s'opèrent déjà chez l'actif des militants du mouvement ouvrier moderne. Pourtant, les aspects anticipateurs de la vie militante ne peuvent faire oublier qu'elle n'a pas le pouvoir d'abolir par elle-même les contradictions sociales objectives auxquelles elle s'oppose mais dont elle demeure en même temps tributaire. Secteur non dichotomisé par excellence de la

voilà menacée de déchoir au niveau d'une simple compensation à ces contradictions irrésolues, voire d'être elle-même subordonnée à une dichotomie générale non surmontée, se décomposant alors en exécution de tâches quasi abstraites ou en variante des relations interpersonnelles, voire du simple repli sur la vie privée. À cet égard, une *pathologie théorique de la vie militante* sera à coup sûr des plus instructives pour la psychologie de la personnalité. Cependant, même à travers ses retombées partielles, la vie militante apparaît comme porteuse de l'avenir de la personnalité humaine. Des trois grandes possibilités logiques sur la base desquelles il nous semble que chaque personnalité trace sa trajectoire singulière dans la société capitaliste – équilibration relative et vie satisfaite², dichotomisation et repli sur la vie privée, excentration et vie militante –, la dernière est la seule qui [...] ouvre [la personnalité], aussi lar-

cipatrice. Certes, toute société a connu, sous des formes variables, des personnalités militantes, à côté même des figures, classiques dans la galerie de portraits de l'humanisme, du sage, du héros et du saint. Mais dans les sociétés précapitalistes, où les contradictions entre travail concret et travail abstrait étaient loin d'être aussi universelles et radicales que dans le capitalisme [...] il ne pouvait encore être question d'une préfiguration de l'individu *intégral*, et surtout comme phénomène de *masse*. ■

*Lucien Sève est philosophe.

Extraits reproduits avec l'aimable autorisation de l'éditeur. Extraits de Lucien Sève, *Marxisme et personnalité*, Éditions sociales, 1974, pages 391-392 et 458-460.

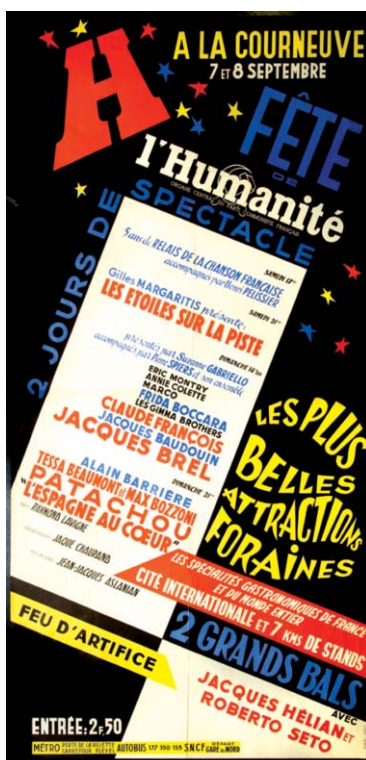
1. La vie militante est « un secteur non dichotomisé de la personnalité », c'est-à-dire un secteur où la personnalité n'est pas divisée, tiraillée, ici entre intérêt pour soi au détriment des autres et intérêt pour les autres au détriment de soi.

2. Existence épanouie à l'intérieur du système capitaliste. « Certains individus, principalement dans la classe dominante, ont la possibilité d'échapper à ces contradictions, leur position privilégiée dans la division du travail et les rapports sociaux permettant pour l'essentiel à leur activité sociale de coïncider avec leur vie concrète, aux nécessités externes de s'accorder avec la logique interne de leur emploi du temps. » Cet équilibre a pour « corollaire inévitable la déséquilibration parfois effroyable de la vie du plus grand nombre ».

« Vie militante et développement de soi sont des termes non pas antithétiques mais interdépendants. »

personnalité, elle est nécessairement aussi une composante parmi d'autres de l'emploi du temps, et à ce titre risque toujours d'en aggraver certaines autres contradictions. Qu'elle vienne à se détacher de l'activité sociale à la fois concrète et abstraite où normalement elle s'enracine, et la

gement qu'il est possible à un stade historique donné, sur le patrimoine social humain, faisant de ses contradictions mêmes un facteur de résistance à la baisse tendancielle du taux de progrès, et pouvant donner à sa vie un sens non aliéné si l'activité militante est bien objectivement éman-





LE BONHEUR COMMUNISTE

Le bonheur communiste existe. Je l'ai rencontré. Dans un DVD. Où l'on voit comment les communistes ont fait la fête, tout au long du XX^e siècle. Et comment leur conception du bonheur a bougé.

PAR GÉRARD STREIFF*

Le bonheur communiste : l'association de mots semblera scabreuse aux sceptiques ; d'autres penseront à de belles (et rares) soirées électorales... Le propos de cet article est en vérité précis et limité : évoquer ces moments de bonheur que représente pour les communistes la fête populaire, singulièrement la Fête de *L'Humanité*, sur près d'un demi-siècle. La chose est rendue possible grâce à la sortie, en 2015, d'un DVD intitulé *La terre fleurira* (Les Mutins de Pangée/-CinéArchives, 22€) comprenant une dizaine de films, réalisés entre 1928 et 1981, sur diverses fêtes, DVD accompagné d'un livret de précieux commentaires.

Bien sûr, les images de la fête sont ici choisies, mises en scène, on parlera d'images de « propagande », mais justement cette façon de filmer et de montrer nous dit quelque chose de l'imaginaire communiste, de la conception communiste du bonheur.

1928 : un petit film muet, en noir et blanc, traite de la fête dans le parc de Garches, en banlieue parisienne. *L'Humanité* y tient un stand, à côté de syndicats et d'associations. Le

cadre est très « vert », très champêtre. Rien d'urbain. Des hommes en canotier, des femmes en robe d'été. De folles farandoles. Des jeux, du sport, des courses en sac, de la drague, des buvettes, du rire. Une fête sous tension aussi, la police n'est pas loin.

1938 : Manifestation pour le 14 Juillet, poings serrés, sourires tranquilles, l'Espagne au cœur. Ce film réalisé par le PCF est une esquisse de « Journal d'actualité » alternatif aux infos dominantes de l'époque (Gaumont, Pathé) ; la fête, toujours, l'accordéon,

la guitare, le violon, la java, la valse, et le foulard rouge ; un clin d'œil au Tour de France (et à la camionnette de *L'Humanité*), au travail paysan.

1945 : La Fête de *L'Humanité* à Vincennes met en scène la foule, énorme, vue d'en haut, d'en bas, de droite et de gauche, la mer humaine. Maurice Thorez y remet la carte du millionième adhérent à un mineur du Nord. 1945 encore : le Cross de *L'Humanité*. Le sport occupe toujours une place de choix dans tous ces rassemblements filmés. ►



► 1953 : L'image privilégie les militants le temps de la construction de la Fête, sous un soleil glorieux (le film est en couleur) ; ça cloue, ça peint, ça visse, ça épiluche, ça boit, ça fume, c'est la grande fraternité des « constructeurs » de cette ville éphémère.

1954 : Le réalisateur Henri Aisner passe par la fiction, par l'intime pour évoquer les enjeux politiques de l'époque, l'engagement d'un militant parisien, l'entrée en résistance d'un « homme ordinaire » (en Normandie) et le combat d'une pétulante fermière berrichonne menacée d'expulsion par l'armée (d'occupation) américaine. Ce film, *La terre fleurira* (où apparaît notamment Paul Préboist), donne son titre au DVD. Musique de Jean Wiener.

1955 : Cette séquence, qui insiste sur le rôle du journal, offre « la valse de *L'Humanité* », musique de Jean Wiener et texte de Pierre Gamarra, sur laquelle danse la foule de la fête de 1954.

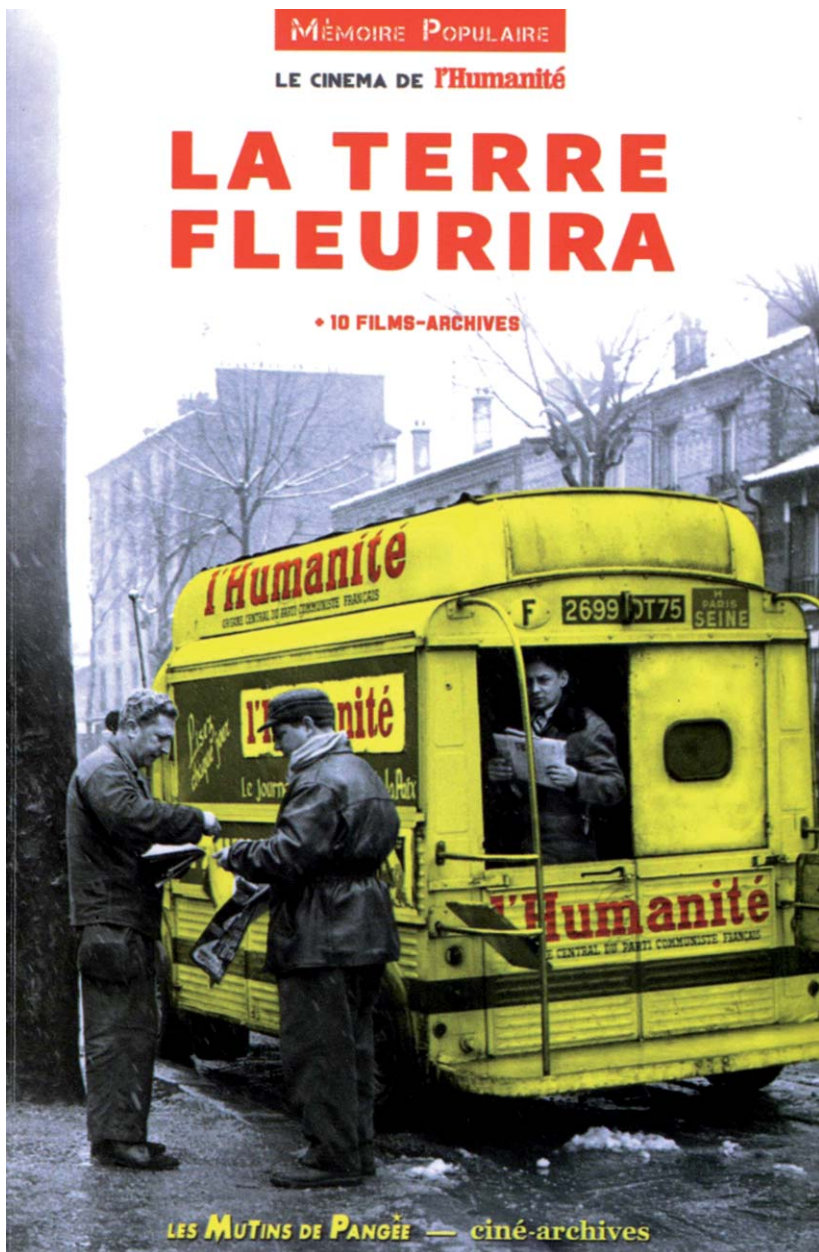
1960 : Spot publicitaire consacré à *Pif le chien*, titre fameux de la presse communiste.

1969 : Mai 1968 est passé par là, le changement d'optique ici est net. La parole est donnée aux participants de la Fête. L'image personnalise, portraits, gros plans. L'individu communiste s'invite sur l'écran. Et les gens prennent volontiers la parole. Il y a du bonheur dans ce dialogue à mille voix, dans cette écoute, cette marque de confiance, ce respect de la parole de l'autre. Superbes scènes de micro-trottoir, place à l'investissement personnel des militants, des citoyens et insistance sur la convivialité.

1978 : Documentaire (filmé par Claude Thiébaud) dans la rédaction de *L'Humanité* et à l'imprimerie, le soir des législatives de 1978.



1981 : Micro-trottoir donnant la parole aux festivaliers, lesquels font part de leurs espoirs et de leurs



craintes, peu après l'élection de François Mitterrand.

Derrière ces images, sur un demi-siècle donc, le sens de la fête communiste, du bonheur communiste (lequel a bien d'autres facettes, certainement), bouge au fil des décennies.

Il y a toujours dans les ingrédients la fête et le peuple mais aussi, de plus en plus, à côté du collectif, le goût de l'individu, de sa parole. C'est à la fois le tous ensemble et le chacun compte, la foule et la citoyenneté. Celui qui a le mieux résumé cet état d'esprit est sans doute Jean-Jacques Rousseau (cité dans le DVD), qui écrivait en 1758 dans *Lettre à d'Alembert sur les spectacles* : « C'est en plein air, c'est sous le ciel qu'il faut vous rassembler et vous livrer au doux sentiment du bonheur. [...] Plantez au milieu d'une place un piquet couronné de fleurs,

rassemblez-y le peuple, et vous aurez une fête. Faites mieux encore : donnez les spectateurs en spectacle, rendez-les acteurs eux-mêmes. Faites que chacun se voie et s'aime dans les autres, afin que tous en soient mieux unis. » ■

*Gérard Streiff est journaliste et historien. Il est docteur en histoire contemporaine de l'Institut d'études politiques de Paris.

.....
**Réagissez aux articles,
 exposez votre point de vue.**

Écrivez à revue@pcf.fr

Football professionnel et amateur

La *Revue du projet* parle peu de sport, pourtant il y aurait beaucoup à dire. Alors que nos sociétés occidentales connaissent un chômage et une précarisation sans cesse croissants, il est un domaine qui semble curieusement épargné : le football professionnel. Inflation salariale, transferts aux sommes délirantes, contrats de parrainage toujours plus impressionnants, les sommes sont dépassées chaque jour. Pour beaucoup de personnes issues des quartiers populaires, le foot est devenu un des rares moyens d'échapper à la morosité du quotidien, mais aussi, et surtout, l'une des rares possibilités d'ascension sociale. Les capitalistes l'ont bien compris. Faisant miroiter gloire, célébrité, et argent à profusion, ils ont élevé au rang d'idole le sportif professionnel pour les plus modestes, fidèles au vieil adage « du pain et des jeux ». Exit la figure de l'ouvrier qualifié, cultivé et encarté, jadis édictée comme l'exemple à suivre. Aujourd'hui, le modèle est ailleurs. Il est à rechercher dans le sportif starisé, footballeur de Ligue 1, tennisman, voire telle vedette d'autres sports, devenus les nouvelles idoles contemporaines. Ne généralisons pas, il y a des sportifs de haut niveau au SMIC. Ce basculement dans l'imaginaire collectif constitue un réel bouleversement et traduit une forme d'*american dream* à l'européenne. Pas question d'épanouissement, juste de réussite financière. Le mot d'ordre « footballeur ou chômeur » pour des enfants de travailleurs désœuvrés par la désindustrialisation, beaucoup ne voyant plus de possibilité de réussite économique par l'emploi, est devenu une réalité objective.

Dans cette quête d'organisation d'un système professionnel formant de futurs produits rentables et/ou jetables, les capitalistes ont su bâtir des machines bien rodées : réglementation de l'encadrement, détection systématique des nouveaux talents, sélection minutieuse des meilleurs d'entre eux avec obligation de résultats pour rester dans « la course au rêve ». Cette organisation parfaitement huilée, ayant pour but ultime l'enrichissement personnel de ceux qui tirent les ficelles, bénéficie, comble du paradoxe, de l'appui des politiques publiques. Alors qu'aujourd'hui, des milliers de structures amateurs peinent à poursuivre leur objectif d'éducation populaire, souvent par faute de financement, les clubs professionnels sont considérés comme des vitrines à mettre en avant et qu'il faut appuyer. Ainsi, régulièrement, surtout en football, ils se voient attribuer d'importantes subven-

tions publiques, alors même qu'ils dégagent des excédents records et rétribuent grassement leurs sportifs, souvent à hauteur de plusieurs centaines de milliers d'euros par mois. Le petit club de quartier, qui n'a pas la chance de pouvoir compter sur du matériel de qualité, se verra griller la politesse par le grand club vedette dans le classement des attributions de subventions annuelles. Alors les politiques publiques, coupables ? Ce qui est sûr, c'est qu'au travail social éminemment politique s'est substituée dans l'hémisphère politique une obligation de rendement, de résultats, avec à la clé une répartition financière en fonction des performances. S'en suit une

inévitabile fragilisation des structures et pratiques sportives en direction des classes populaires qui n'en ont pourtant jamais eu autant besoin.

Autrefois largement investi par les militants politico-associatifs, véhiculant des notions de solidarité, d'effort, de travail d'équipe et de solidarité, le sport amateur est à son tour emporté par la recherche absolue de la performance. Afin de participer à la course à l'échalote, les « amateurs » en oublient parfois le rôle social et populaire de leur pratique. Élément constituant d'une société, elle possède une

forte dimension politique qui ne peut être niée. Les forces progressistes et communistes, longtemps à l'avant-garde d'un sport populaire, devraient en être persuadées, or trop souvent elles le boudent, en le croyant condamné à l'affairisme et au *bling/bling*. La reconquête d'un sport au service de l'émancipation humaine et débarrassé de sa marchandisation passera nécessairement par un investissement massif des forces progressistes. Sinon, le règne des vautours aura encore de beaux jours devant lui.

Il existe déjà d'autres visions de la pratique sportive, avec des initiatives aujourd'hui non coordonnées qui se mettent peu à peu en place pour permettre au sport de retrouver son rôle initial. Du « Spartak lillois » à « l'Internationale de Lyon », il naît des volontés militantes de retrouver l'esprit sportif réel, celui de la progression, de l'épanouissement physique et moral d'avant l'ère de la financiarisation. Il n'appartient qu'aux forces progressistes et communistes de s'y investir massivement. ■

Julien Girardo (Lyon) et **Nans Noyer** (Vaulx-en-Velin)

ENTRETIEN RÉALISÉ
PAR **LÉO PURQUETTE**



« Avec la grande consultation nous voulons reconnecter les citoyens à la politique et inversement »

Pierre Dharréville*, membre de la direction nationale du PCF est en charge du suivi de la grande consultation citoyenne lancée à l'échelle nationale jusqu'à la Fête de L'Humanité. Le congrès est l'occasion de faire un point d'étape de cette initiative structurante de l'activité communiste pour les prochains mois qui vise les 500 000 questionnaires remplis.

Le PCF a lancé une grande consultation citoyenne. Quel est son but ?

Nous voulons provoquer un grand débat politique dans le pays, un débat sur les solutions face à la crise et à la régression sociale, un débat sur les préoccupations des gens et sur leurs aspirations, un débat sur les idées reçues dans la société, un débat sur nos propositions. Notre attitude est double. D'abord une attitude d'écoute attentive pour donner vraiment la parole aux hommes et aux femmes qui le souhaitent. Nous voulons recueillir leur parole et la restituer à la société pour que la base du débat soit bien ce que vit et ce que veut notre peuple. Ensuite, une attitude de débat pour ouvrir des possibles et faire grandir la discus-

que dans la vie, avec toutes les manipulations qui se font jour.

500 000 c'est un chiffre considérable

C'est vrai, c'est un objectif élevé. Parce que notre ambition politique est élevée. Mais aussi parce que nous avons la force de cet objectif. Le Parti communiste est sans doute la seule force capable dans le pays de mener une discussion de cette ampleur, de rencontrer et d'échanger avec autant de monde. C'est notre force. C'est une façon pour nous de donner une efficacité renouvelée à notre force militante, d'être ce parti populaire, enraciné sur le terrain. Un peu partout, le mouvement est en train de prendre. Il faut s'en occuper. Nous ne sommes pas dans

beaucoup plus grand nombre. Ce n'est pas 500 000 tracts distribués que nous visons, mais 500 000 rencontres et discussions. À partir de là, nous pourrions renouveler notre relation avec des tas d'hommes et de femmes dans nos quartiers, nos entreprises, nos villes, nos villages, nos campagnes. Renouer le fil, c'est travailler à l'émergence d'une force capable de faire bouger les choses et d'influencer de façon beaucoup plus importante le climat politique et les décisions.

Comment s'organise cette consultation sur le terrain ?

Les formes de remplissage de l'enquête et de discussion sont multiples. Nous en avons listé un certain nombre et les communistes font preuve de créativité en intégrant la grande consultation citoyenne dans leur activité. Il y a tout d'abord ce que chacune et chacun pourra faire autour de lui, parmi ses collègues, amis, voisins, famille... C'est important que les militantes et militants puissent s'en saisir dans leur entourage proche là où ils sont le mieux connus et reconnus. Et à l'occasion des remises de cartes, on peut proposer à tout le monde, même à celles et ceux qui sont plus éloignés de l'activité du Parti de s'en emparer. Il y a ensuite la nécessité de provoquer un porte-à-porte géant dans

« Nous ne pouvons pas laisser le débat politique se dérouler ailleurs que dans la vie, avec toutes les manipulations qui se font jour. »

sion. Nous voulons reconnecter les citoyennes et citoyens à la politique et inversement. Nous ne pouvons pas laisser le débat politique se dérouler ailleurs

une logique de coup politique. Nous voulons frapper fort, c'est vrai, mais nous voulons aussi engager une relation durable avec des hommes et des femmes en

tout le pays, en commençant par les endroits où nous avons des habitudes. Nous devons aussi rendre la grande consultation visible dans les lieux publics, les marchés, les endroits où nous allons régulièrement et où les gens passent. Un certain nombre de fédérations ont fait remplir l'enquête au départ des manifestations contre la Loi El Khomri... Nous pouvons aussi aller voir les responsables associatifs et syndicaux que nous connaissons, c'est une occasion d'élargir le débat avec eux et de l'approfondir. Il y a de nombreuses dispositions d'organisations à prendre et des objectifs à se fixer. Nous avons également mis en place un site internet dédié (www.lagrandeconsultationcitoyenne.fr) un dispositif sur les réseaux sociaux pour donner encore plus d'ampleur à notre démarche. Nous devons réussir ce défi, parce qu'il changera la donne pour la suite des événements.

Quelles sont les premières remontées ?

Tous ceux et celles qui ont essayé sont conquis. Et ils y retournent. Nous sommes très bien accueillis. Les gens sont contents qu'on leur demande leur avis et qu'on le prenne en considération. Ils ont tellement le sentiment que la politique se fait sans eux ! Pour peu qu'on le leur propose, beaucoup acceptent de nous laisser leurs coordonnées pour connaître la suite et rester en contact. Nous pensons que parmi celles et ceux que nous rencontrerons, un certain nombre vont avoir envie de s'en emparer eux-mêmes. Donc, la démarche plaît, elle réveille, elle interroge. Sur le fond, il est trop tôt pour donner des résultats. Ce que nous pouvons dire c'est que cela provoque l'échange. Certains discutent les formules, les idées et c'est cela qui nous intéresse. Il y a parfois plus de difficulté à énoncer ses propres propositions, mais nous voulons justement ouvrir l'espace à cela. Certains préfèrent le remplir tranquillement et revenir vers nous d'autres préfèrent que nous les accompagnions. Rien n'est figé, mais une chose est sûre, notre proposition rencontre une attente.

Votre enquête brasse beaucoup de sujets. Comment avez-vous déterminé les questions ?

Remplir ce questionnaire peut prendre un quart d'heure à vingt minutes selon les conditions et la personne. C'est un vrai moment politique parce que nous n'avons pas voulu être superficiels. Nous voulons permettre d'abord l'expression des aspirations de chacun depuis sa vie. Nous voulons ensuite interroger des idées reçues qui structurent les comportements et les représentations, pour mettre le doigt sur des choses parfois



Initiative publique de consultation à Clermont-Ferrand.

inconscientes et sur des contradictions. Cela oblige à se positionner, à discuter. Ce n'est pas la partie la plus facile mais il nous a semblé important de ne pas faire l'impasse. Ensuite, nous évoquons les propositions des citoyennes et des citoyens pour faire avancer les choses, avant de leur demander leur avis sur les nôtres. Parfois, il faut les expliquer, on ne peut pas tout dire en une phrase, mais nous donnons à voir d'un certain nombre de pistes. Enfin, il y a toute une partie de renseignements pour que nous puissions savoir au final qui aura été touché par notre démarche et pour pouvoir analyser les résultats. Si les personnes nous laissent leurs coordonnées, c'est mieux, pour garder le contact. Notre enquête s'adresse à toute la population sans distinctions d'opinions ou de catégories. Elle fonctionne très bien dans les quartiers populaires, comme dans différents milieux professionnels. Les militants savent s'adapter à celui ou celle qui est en face d'eux pour l'aider à exprimer au mieux son propre avis.

La Fête de l'humanité sera l'occasion d'une grande restitution. Quelle forme prendra-t-elle ? Quelle traduction aura-t-elle pour la suite ?

Notre congrès permettra de faire un point d'étape et de dynamiser notre campagne. Car il s'agit bien d'une campagne politique. Et d'une campagne de longue haleine. Cette enquête a un émetteur qui n'est pas neutre, le Parti communiste français. Et la Fête de l'Humanité sera effectivement l'occasion pour nous de restituer les résultats. Nous sommes accompagnés par l'institut Viavoice, qui attestera s'il le fallait du sérieux de notre démarche. Les résultats seront rendus publics et le Parti communiste aura à en tirer des enseignements pour lancer ses offensives à venir. Il ne s'agit pas simplement de parler, mais aussi d'agir. D'ailleurs, sur le terrain, sans attendre la Fête de l'Humanité, des premières initiatives de dépouillement pourront se tenir avec la population pour discuter les résultats, s'interroger ensemble, collectivement et peut-être engager des actions communes sur les sujets qui auront le plus mobilisé les débats.

Vous parlez d'un mandat populaire. Mais qui pourra le porter ?

La grande consultation citoyenne met en discussion un certain nombre de propositions portées par le Parti communiste français. Ces propositions, nous voulons qu'elles fassent débat dans la société. Il y a par exemple un débat qui monte aussi parce que nous nous y sommes attelés depuis plusieurs années sur les écarts de rémunération. Nos parlementaires portent une proposition de loi, avec Gaby Charroux. Notre enquête comporte une proposition sur la question. Nous ne devons pas laisser les forces dominantes établir le calendrier et les thèmes du débat public et du débat populaire. À travers nos initiatives, nous voulons définir la base d'un mandat pour une alternative de gauche. Ce mandat doit être établi avec les gens eux-mêmes. Nous y versons notre contribution, mais nous voulons vraiment solliciter leur participation active. Il y en a assez de voir la politique s'affranchir de la volonté générale et des aspirations populaires. Donc, il faut faire monter le débat pour qu'émergent des aspirations majoritaires et qu'elles soient les plus progressistes possible. Nous ne sommes pas dans une logique de délégation de pouvoir où l'on dépossède les gens de leurs droits et pouvoirs de citoyens. C'est tout un peuple qui devra porter ce mandat et le faire vivre. Nous voyons bien avec ce qui est en train de se passer qu'il faut un mouvement populaire fort, et le Front populaire nous a enseigné ce que cela peut produire en actes politiques. Il y aura des élections présidentielles et législatives, auxquelles participeront des hommes et des femmes, parmi lesquels des candidats et des élus qui pourront s'appuyer sur la force collective, sur des aspirations réellement exprimées, discutées et portées. Alors ce ne seront pas des figures du même panier. ■

*Pierre Dharréville est secrétaire de la fédération des Bouches-du-Rhône du PCF.

L'industrie française a encore un avenir !

Après avoir dressé un rapide tableau de l'industrie française, **Alain Obadia**, responsable aux questions industrielles pour le PCF, dégage les propositions communistes face aux défis que ce secteur rencontre : les considérations écologiques, les nouvelles formes de production (autoproduction), l'économie numérique et l'économie de service.

Où en est l'industrie française ?

Contrairement aux incantations de François Hollande sur le thème « ça va mieux », notre appareil productif continue de s'affaiblir. Nous avons atteint des niveaux extrêmement préoccupants. Si la production manufacturière a augmenté de 1,7 % en 2015 puis de 0,8 % en janvier 2016 sous l'influence de la baisse du prix du pétrole et de celle du taux de change de l'euro, les chiffres de février (- 0,9 %) puis de mars (- 0,9 % à nouveau) sont venus tempérer les appréciations enthousiastes qui avaient accompagné ces statistiques. Plus fondamentalement, la courbe de la production industrielle reste toujours à un niveau bas et inquiétant. Elle se situait, selon l'INSEE, à un indice 120 en 2001, à 117 en 2008, elle n'est plus qu'à 104 en ce début 2016. C'est le reflet d'une perte de substance grave et structurelle de notre appareil productif.

En lien étroit avec ce constat, l'année 2015 et le premier trimestre 2016 ont été marqués par une aggravation très forte des attaques contre des groupes

industriels exerçant une influence majeure sur la capacité productive de notre pays et sur l'emploi. ALSTOM, ALCATEL, SANOFI, STMicroelectronics, AREVA, TECHNIP et bien d'autres sont venus défrayer la chronique des suppressions d'emplois, des fermetures de sites ou des disparitions pures et simples. C'est peu de dire que nous avons rarement connu un contexte aussi grave avec en même temps un gouvernement particulièrement indifférent à ces enjeux

tant plus grande qu'en parlant des grands groupes, nous parlons aussi des sous-traitants et de l'économie locale sacquée par la diminution d'activité qui résulte de ces opérations.

Face à cette situation, l'émergence des start-up de l'industrie numérique ne fait pas, à elle seule, le poids pour contrebalancer cet affaiblissement. Il est bien évidemment indispensable de soutenir les activités liées à la révolution numérique. Cela implique un renforcement

« L'année 2015 et le premier trimestre 2016 ont été marqués par une aggravation très forte des attaques contre des groupes industriels »

et un patronat dont le logiciel reste plus que jamais structuré par les critères de rentabilité du capital, la baisse des charges et la diminution du coût du travail. La gravité de la situation est d'au-

conséquent de l'action publique en matière de formation et de recherche. Cela implique également de tourner le système financier vers l'investissement créateur d'activités et d'emplois alors

qu'aujourd'hui il est plus facile de faire financer des opérations spéculatives à haut rendement. Cela nous renvoie aux propositions sur lesquelles nous nous battons pour la constitution d'un pôle public financier et de fonds régionaux, national et européen pour le développement social et écologique. Notons aussi que la révolution numérique concerne en réalité toutes les activités productives et de service et que son développement doit aller de pair avec des droits nouveaux pour les salariés afin que ses potentialités de progrès humain ne soient pas dévoyées au service des seuls actionnaires.

Notre objectif, en tant que PCF, est-il de réindustrialiser la France ? Pour quel type d'industrie, pour produire quel type de bien ?

Notre objectif est avant tout de répondre aux besoins de la population et du pays pour le présent comme pour l'avenir. Cet objectif est partie constitutive d'une conception du développement social, écologique et solidaire fondée sur le progrès humain. La production de biens et de services est donc un moyen et non une fin en soi. Mais ce moyen est essentiel car si nous ne sommes plus en capacité d'assurer les productions nécessaires, il nous faut soit les importer ou renoncer à ce que des besoins qui se manifestent soient satisfaits. Un taux trop élevé d'importations contribue à appauvrir le pays et n'est pas soutenable sur le long terme. Bien évidemment,

les échanges extérieurs sont une nécessité. Ils contribuent à la réponse à des besoins plus diversifiés, ils accroissent les possibilités de choix, ils sont également un élément d'ouverture mutuelle entre les différents peuples. Mais ils ne peuvent être structurellement déséquilibrés trop longtemps et dans de trop grandes proportions car l'appauvrissement des pays importateurs en est la conséquence. Nous devons donc nous placer en situation de subvenir à une part suffisante de nos besoins et de compenser nos importations par un volume d'exportations comparable. Tel n'est pas le cas actuellement.

un rôle particulier à jouer. Ils déterminent tout d'abord la demande en matière d'équipements collectifs du pays et des territoires. Ils la déterminent également pour le fonctionnement des services publics : éducation, santé, transports, recherche, culture, ou encore logement social et urbanisme. Nous nous battons pour que cette définition associe les citoyens à tous les niveaux grâce à des pouvoirs nouveaux d'intervention et à une conception de la démocratie profondément revisitée. Nous savons tous qu'aujourd'hui la tendance est à la confiscation de la décision démocratique par une infime minorité au service des stra-

« Nous devons nous placer en situation de subvenir à une part suffisante de nos besoins et de compenser nos importations par un volume d'exportations comparable. »

La définition des produits et des services nécessaires est fondée, là encore, sur l'expression des besoins au travers de la demande des populations, des entreprises, des services publics et des administrations. Notre conception est fondée sur le dépassement du marché pas sur sa négation bureaucratique. Mais l'État et les collectivités territoriales ont

tégies du capital. Pourtant, ce terrain de lutte doit être considéré comme prioritaire. Les pouvoirs publics devraient contribuer également à la définition des besoins concernant les activités les plus structurantes, celles qui conditionnent l'avenir notamment. Ce n'est plus le cas puisque les thèses libérales sont aujourd'hui le dogme des gouvernements ►



► depuis plusieurs décennies. Mais cela reste indispensable ; d'où l'importance de notre bataille pour une planification profondément rénovée et démocratisée. De surcroît, il est bien clair que les équipements collectifs et les services publics sont étroitement liés à la détermination des budgets publics aux différents niveaux et donc à la nécessité absolue de rompre avec les politiques d'austérité en cours en France et en Europe. Les autorités publiques ont une autre responsabilité qui consiste à intervenir sur les modes de consommation. Nous savons à quel point le couple consumérisme/productivisme pervertit notre vie quotidienne au service de la seule rentabilité financière. Bien évidemment, cette question ne peut trouver sa solution par une intervention administrative de l'État. Ce serait ouvrir la porte à une police des modes de vie, voire des mœurs dont nous ne voulons pas. Dépasser le consumérisme implique une bataille de conviction qui comporte de multiples dimensions. En revanche, les pouvoirs publics peuvent et doivent entraver le développement de consommation qui risqueraient d'engendrer des conséquences sociales, sanitaires ou écologiques négatives. Ils doivent imposer des normes de sécurité indispensables pour la commercialisation, interdire certains produits ou composants ou encore dissuader certaines consommations



smartphone ou un ordinateur, c'est en réalité acheter un package bien/services complètement inséparable. C'est de plus en plus le cas dans d'autres secteurs tels que l'électroménager, l'automobile, et bien évidemment toutes les activités dédiées à un public professionnel. Plus profondément, la révolution numérique se traduit par une pénétration progressive de l'informatique et des logiciels dans toutes les activités. Autour de la notion de plateforme, la distinction industrie/ services est en train de se dissoudre. Nous sommes entrés dans une configuration productive qui est de plus en plus celle d'un *continuum* recherche/production/services. Bien évidem-

Les fab-labs, les imprimantes 3D et plus généralement le développement de l'autoproduction et de la fabrication collaborative ne remettent-ils pas en cause l'idée même d'industrie ? Comment intégrons-nous ces nouvelles formes de production dans notre projet ?

Les imprimantes 3D ne sont que des outils technologiques. Elles sont en voie d'intégration assez rapide dans les sites industriels où elles sont pertinentes (notamment dans le secteur aéronautique). Bien sûr, elles peuvent être de dimensions modestes et favoriser l'autoproduction. Ces nouvelles formes de production rendues possibles par l'évolution technologique sont partie intégrante de notre projet. Nous sommes très actifs pour favoriser le développement des *fab-labs*, comme l'a illustré récemment la tenue des états généraux de la révolution numérique organisés par notre parti. Ce qui nous semble particulièrement intéressant est leur capacité de travailler dans une logique de coopération fondée sur l'intérêt mutuel, sur l'échange, sur la promotion du bien commun. Cela ne remet nullement en cause « l'idée même d'industrie ». Celle-ci peut prendre de multiples formes. Elle ne s'identifie pas seulement aux grands groupes. Dans le secteur industriel il existe aussi de nombreuses PME, des entreprises coopératives dont nous soutenons les conditions d'existence ainsi que les principes démocratiques qui sont à l'origine de leur création. Elles sont partie intégrante du développement de l'économie sociale et solidaire que nous appuyons. Le développement industriel peut revêtir des formes d'organisation multiples. Dans cet ensemble, nous n'oublions pas non plus l'indispensable transformation de la gestion des grandes entreprises. Certaines d'entre elles devraient faire l'objet de nationalisations démocratiques, d'autres devraient intégrer des pôles publics, toutes devraient bénéficier de nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés.

« Le couple consumérisme/productivisme pervertit notre vie quotidienne au service de la seule rentabilité financière. »

tions par des taxations appropriées. Plus globalement, la structuration des grandes priorités en matière de production de biens et de services devrait s'appuyer sur la démarche de planification démocratique novatrice que nous proposons. Cette dernière repose sur des pouvoirs nouveaux des salariés dans les entreprises et une intervention inédite des élus et des populations dans la définition de stratégies de développement territorial. C'est de cette manière que nous concevons la mise en place de la politique industrielle qui manque si cruellement au pays.

L'industrie peut-elle encore offrir des perspectives d'emplois ? Ne pouvons-nous pas nous en passer en développant, par exemple, les services mais également de nouveaux secteurs économiques ?

Il est important de comprendre que l'industrie d'aujourd'hui est totalement imbriquée dans les services. Acheter un

ment les stratégies de rentabilité des grands groupes peuvent conduire à des phénomènes de séparation organisationnelle ou juridique des activités (externalisation, filialisation, etc.) Il n'empêche que dans la réalité du processus de travail, elles restent profondément liées. Ainsi, l'industrie peut générer de l'emploi en France et en Europe à condition d'effectuer les efforts d'investissement nécessaires pour proposer des ensembles de biens et de services efficaces situés aux articulations stratégiques correspondant aux besoins contemporains. Contrairement à la mythologie développée depuis près de trente ans, la stratégie d'emploi du pays ne doit pas se concentrer sur les seuls emplois non qualifiés et non délocalisables mais aussi sur les emplois de haute qualification correspondant notamment à la révolution numérique. Celle-ci doit être considérée dans toute sa dimension, liée par conséquent à l'activité productive.

Une « industrie verte » est-elle possible ?

Une industrie intégrant pleinement la préoccupation écologique est indispensable et elle est possible. Il serait irréaliste dans le cadre de cet entretien de détailler les multiples technologies qui permettent de lutter contre les pollutions engendrées par l'activité industrielle, de limiter la consommation d'énergie grâce aux efforts d'efficacité

tance des directions d'entreprises à consentir les efforts financiers nécessaires. Nous retrouvons toujours la loi de la rentabilité financière. Il en va de même s'agissant de l'interdiction des procédés qui provoquent la fameuse obsolescence programmée limitant la durée de vie des produits. Ce sont des combats concrets que nous devons impérativement mener. Ils s'inscrivent dans une conception plus globale du

« Une industrie intégrant pleinement la préoccupation écologique est indispensable et elle est possible. »

énergétique, d'éviter les gâchis de matières et de matières premières ou encore de trouver des substituts à des ressources rares et non renouvelables. Elles existent dans de nombreux domaines. Le principal obstacle à leur développement réside dans la résis-

développement industriel d'aujourd'hui : celle de l'économie circulaire qui doit prendre en compte de la conception à tous les stades de la production l'impératif de la responsabilité sociale et écologique. ■



Disponible sur projet.pcf.fr/71356
Le n° spécial compte rendu de la Convention nationale du PCF sur l'industrie.

PUBLICATION DES SECTEURS

LA « ROUTE DES BALKANS » EST COMME L'ENFER

La crise des migrants est mondiale : tous les continents sont touchés, d'autant que, pour l'essentiel, ces mouvements migratoires qui atteignent des records historiques restent cantonnés pour 80 % d'entre eux du Sud vers le Sud. Il y a donc aussi des solutions mondiales à mettre en œuvre. Alors comment répondre à cette vaste entreprise de falsification qui vise à brouiller les cartes et conduit dans l'impasse alors qu'il est urgent d'agir. Le PCF avance des propositions. Il s'agit de changer de logique mais il y a des politiques possibles aujourd'hui. J'en soulignerai trois à engager d'un même mouvement :

- D'abord, les migrants ont des droits fixés par des institutions internationales et ratifiés par les États qui ont la responsabilité de les mettre en œuvre. Il faut souligner le courage, le dévouement des associations, des militants, des élus qui agissent pour le respect des droits et de la dignité des migrants. C'est eux que le gouvernement doit écouter et appuyer.
- La politique d'austérité en dégradant les conditions de vie et de travail s'en prend à tout ce qui concourt à faire vivre les valeurs d'égalité et de fraternité, moteurs du vivre ensemble : le travail, les services publics, le droit au logement et à l'éducation, à la santé, les droits collectifs et individuels. L'asphyxie budgétaire du pays

et de nos collectivités territoriales ne mène qu'à plus d'inégalités et d'injustices.

- Enfin, c'est toute la politique extérieure française qu'il faut changer. Les migrations qui augmentent au plan mondial ont une triple origine : fuir les conflits et les violences ; échapper à la misère pour assurer à sa famille une vie meilleure et aux dérèglements climatiques que nos modes de développement et de production, mais aussi les règles du « libre-échange », engendrent. S'attaquer aux causes c'est donc promouvoir un nouvel ordre mondial, basé sur la paix et le développement et le recul des inégalités que provoque une mondialisation capitaliste prédatrice, c'est aussi commencer à s'attaquer au terreau du fondamentalisme religieux et du terrorisme. Ainsi, que la guerre cesse en Syrie, et des milliers de Syriens pourraient retrouver leur pays. Français et immigrés partagent un intérêt commun, celui de construire une société de justice, de partage, de mise en commun, qui réponde aux aspirations de tous les citoyens à égalité de droits et de libertés. C'est de ce côté que se trouve l'avenir, un avenir pour chacun d'entre nous. ■

Lydia Samarbakhsh, *Lettre des relations internationales*, spécial migrants, mars 2016

Être de droite

C'est quoi « être de droite » ? L'institut Harris Interactive a interrogé un large panel pour savoir ce que les Français pensent de la droite et surtout pour mesurer l'état d'esprit des personnes qui s'autodéfinissent comme « de droite » : valeurs, propositions, modèles...

PAR **GÉRARD STREIFF**

L'enquête réalisée début mars auprès de 2 000 personnes par Harris avait été commandée par *Valeurs actuelles*, un journal très à droite. L'enquête est par moments complaisante (commanditaire oblige) mais le résultat mérite notre attention.

Harris s'est intéressé aux sondés se définissant eux-mêmes comme « de droite », soit des personnes qui, sur un axe politique, se positionnent « au centre-droit », « à droite » ou « très à droite ». Les auto-définitions sont variées. Certains se disent « contre la gauche », ce qui est davantage le cas des sondés Front national. D'autres mettent en avant des valeurs de « respect », chez des gens de l'Union des démocrates et indépendants notamment, ou de « travail », ce qui est beaucoup le cas des sympathisants Les Républicains (LR).

La note détaillée de Harris souligne ensuite qu'une des caractéristiques qui reviennent le plus, au Modem par exemple, c'est : « être de droite, c'est être libéral ».

77 % des personnes se déclarant proches de la droite se définissent comme libérales (dont 22 % tout à fait). Ils sont encore 70 % à se définir comme « gaullistes » (28 % tout à fait) et 63 % « nationalistes » (20 % tout à fait). Moins d'un tiers se disent « souverainistes ». Les sondés Front national, ici, se distinguent : ils sont « nationalistes » à 84 %, « souverainistes » à 45 %, « libéraux » à 60 % et « gaullistes » à 61 %.

Dans la hiérarchie des valeurs de droite, on trouve « la liberté » (64 %), le « travail » (62 %), la « famille » (60 %). L'égalité n'est pointée qu'à 44 % et la fraternité à 38 %.

Curieusement, si les gens de droite se disent « libéraux », le « libéralisme » n'a la cote que chez 24 % des sondés (15 % au FN). Comme si ces gens, libéraux dans l'âme, avaient honte du libéralisme.

La note Harris montre ensuite que les gens de droite privilégient plus les valeurs « liées à une exigence individuelle » (travail 62 %, responsabilité 59 %, mérite 57 %) que les valeurs évoquant « un ordre collectif » (sécurité 58 %, éducation 57 %, justice 51 %).

L'État n'est connoté très positivement

« On veut à la fois que l'État s'affirme pour réprimer et que l'État s'efface en économie. »

que par 26 % d'entre eux, chiffre faible qui s'explique en partie par l'image de l'État-Hollande chez ces personnes mais surtout par une détestation croissante de l'État. Une posture très idéologique alors que la droite prétend tenir à distance les « idéologies » dont la cote d'amour est faible : conservatisme 10 %, capitalisme 10 %, féminisme 17 %, libéralisme 24 %, humanisme 35 %.

« La religion est perçue avec ambivalence », dit Harris : 13 % des sondés de droite en ont une image très positive

mais 37 % saluent la « laïcité » (compris sans doute dans un sens étroit).

Les valeurs financières (marché, argent) n'ont une connotation « très positive » que chez un sondé sur cinq, les « frontistes » se montrant un peu plus séduits que les autres électors de droite.

LES TROIS DROITES

Quand on les interroge sur 2017, ces sondés de droite sont, à l'égard de leur candidat, dans une double attente : au plan politique, la répression ; au plan économique, le recul de l'État.

Ils disent souhaiter « une intransigeance envers des figures incarnant à leurs yeux une certaine dérive » : comme mesures prioritaires, ils optent, pêle-mêle, pour frapper d'inéligibilité tout élu condamné pour détournement de fonds publics, corruption ou fraude fiscale (77 %), supprimer les aides sociales aux personnes reconnues coupables de fraudes (76 %), expulser les délinquants étrangers (72 %), supprimer l'aide médicale aux étrangers en situation irrégulière (61 %).

La volonté de réduire le poids de l'État dans l'économie est forte : il faut alléger les cotisations sociales des entreprises (72 %), diminuer la dette de la France (71 %), réduire les impôts (61 %).

Là est le socle de base du citoyen de droite modèle 2016 : libéral et autoritaire. Avec un rapport ambivalent à l'État. On veut à la fois que l'État s'affirme pour réprimer et que l'État s'efface en économie.

Mais là encore, nuance : la femme, l'homme de droite est libéral avec des nuances. Une personne de droite sur deux souhaite abroger en priorité les 35 heures (51 %), certes ; et elle attend « des réformes en profondeur du sys-



tème social français » comme la fin du statut de fonctionnaire (47%), la réduction des contrôles pour les entreprises (36%), mais elle ne juge « pas prioritaire » de remettre en cause les fondements du modèle social français, pour reprendre la formulation des sondés.

La suppression de l'ISF n'est prioritaire que pour 28 % des sondés ; donner aux Français le choix entre la Sécurité sociale et une assurance privée n'est prioritaire que pour 22 %.

De la même manière, cet électorat ne juge pas « particulièrement prioritaire » de revenir sur les lois de l'ère Hollande,

ce qui peut se comprendre concernant les axes sociaux libéraux du pouvoir, mais seuls 20 % par exemple se prononcent pour l'abrogation de la loi sur le mariage et l'adoption pour les couples homosexuels.

Quelles sont les figures historiques qui hantent cette population de droite ? Jeanne d'Arc (67 %), associée à l'idée de « libération » de la France, Henri IV (34 %), Napoléon (20 %) et Louis XIV (18 %). Bref, un imaginaire entre le Moyen Âge et l'époque moderne, les contemporains venant loin derrière : Clemenceau (12 %), de Gaulle (9 %), comme Clovis...

Les lieux de mémoire privilégiés à droite

sont les plages de Normandie (40 %), Versailles (33 %) ou l'Arc de Triomphe (31 %), les espaces religieux venant ensuite : Notre-Dame de Paris (28 %), le Mont-Saint-Michel (20 %) ou le Sacré-Cœur (8 %). Douaumont est cité par 16 %, comme la place de la République. Suivent Colombey-les-Deux-Églises (13), le Mont-Valérien (8) comme le Puy du Fou. Quant aux personnalités de droite les plus saluées, on trouve dans l'ordre Alain Juppé, Le Maire, Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen.

L'enquête permet aussi, selon les sondés, de distinguer plusieurs familles de droite. On se souvient que René Rémond, dans un ouvrage qui reste, depuis 1954, la bible des étudiants en sciences politiques, *Les Droites en France* (voir encadré) évoquait trois familles de droite, issues de 1789 : les légitimistes, les orléanistes et les bonapartistes.

Au-delà de valeurs qui leur sont largement communes (libéralisme, individualisme), Harris croit utile de repérer également trois droites. La première, disons centriste, plutôt Modem et UDI, se dit libérale mais pas nationaliste ; il faut moins d'État, pas forcément plus de répression. La deuxième, majoritairement LR, se présente comme libérale et gaulliste. La troisième, qui penche vers le FN mais mord sur LR, se dit nationaliste, ou souverainiste, répressive et anti-européenne. ■

LES TROIS DROITES DE RENÉ RÉMOND

Dans *Les Droites en France*, René Rémond développe sa démonstration autour de trois axes. D'une part, il affirme que la dualité droite/gauche structure la vie politique en France, ce qui était contesté à l'époque de la première publication en 1954 (droite et gauche étaient alors divisées et les gouvernements au pouvoir reposaient sur des majorités parlementaires larges à cheval sur la droite et la gauche). D'autre part, il avance une thèse novatrice selon laquelle il n'y aurait pas en France une seule droite, mais trois, issues des conflits de la Révolution française : légitimiste (droite contre-révolutionnaire), orléaniste (droite libérale) et bonapartiste (droite césarienne). Tout au long de son ouvrage, il s'efforce de retrouver dans chaque courant de la droite l'essence de ces trois idéologies, et analyse successivement les divers avatars de la droite pour y déceler l'héritage du légitimisme, de l'orléanisme et du bonapartisme. Ainsi, troisième axe, son étude met en évidence une continuité, une filiation entre les diverses expressions de chacune de ces tendances au sein de la droite depuis le début du XIX^e siècle. Ainsi, le régime de Vichy se rattache essentiellement à la droite contre-révolutionnaire ; Antoine Pinay ou Valéry Giscard d'Estaing relèvent de la filiation orléaniste et le gaullisme est issu du bonapartisme.

Sources Wikipédia

Chaque mois, *La Revue du projet* donne carte blanche à l'association ACRIMED (Action-CRItique-MÉDias) qui, par sa veille attentive et sa critique indépendante, est l'incontournable observatoire des média.

Selon que vous serez routier ou policier...

Le mercredi 18 mai 2016 étaient organisés, dans plusieurs villes de France, des rassemblements contre la « haine anti-flics », à l'initiative de plusieurs syndicats de policiers. Une telle mobilisation ne pouvait manquer d'attirer l'attention des grands média. L'occasion pour ACRIMED de comparer le traitement, dans le 13 h de TF1, de la mobilisation policière avec celui d'autres mobilisations organisées le même jour : celle des routiers et celle des cheminots.

PAR JULIEN SALINGUE*

Ce mercredi 18 mai, donc, le 13 h de Jean-Pierre Pernaut s'ouvre par deux sujets consacrés aux routiers et aux cheminots mobilisés.

AMUSE-BOUCHE

À propos des routiers, TF1 a choisi un angle... original : s'intéresser, non aux motifs de la grève, mais à ses conséquences. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : dans un reportage d'1 min. 25, 1 min. 15 (soit près de 90 % du temps) est consacrée aux répercussions de la grève des routiers au Havre, avec entre autres les embouteillages et le début de pénurie de carburant. L'inévitable micro-trottoir donne la parole à plusieurs automobilistes, forcément en colère, durant 25 sec. Et même si 10 sec. sont généreusement accordées au cosecrétaire de l'union locale CGT, on ne saura à peu près rien des motifs de la grève et des revendications des grévistes.

« Aucun cheminot ou représentant des cheminots n'est interrogé. On ne saura donc rien, là encore, des motivations des grévistes. »

Puis vient le tour des cheminots. Ou plutôt des « usagers ». Dans le lancement d'un sujet lui aussi exclusivement

occupé par les conséquences de la grève, Jean-Pierre Pernaut précise : « motif de ce conflit : les négociations sur les règles de travail des cheminots ». C'est tout ? C'est tout. Et l'on n'en apprendra pas davantage dans le « reportage » tourné en gare de Toulouse, dont plus de la moitié du temps (40 sec.) consiste en... un micro-trottoir réalisé auprès des « usagers ». Aucun cheminot ou représentant des cheminots n'est interrogé. On ne saura donc rien, là encore, des motivations des grévistes. On apprendra toutefois qu'ils sont 15 % « selon la direction ». Et selon les syndicats ? Mystère.

« UNE MOBILISATION EXCEPTIONNELLE »

Après ces amuse-bouches vient l'heure de la mobilisation « exceptionnelle », selon les termes de Jean-Pierre Pernaut, des policiers. Une fois n'est pas coutume, le présentateur du JT de TF1 prend le temps de détailler les motifs de la mobilisation dans un lancement explicatif de 35 sec., durant lequel on apprend, entre autres, que les rassemblements sont « à l'appel de tous

policiers veulent dire leur désarroi » et que « c'est toute une profession qui se sent dénigrée et insultée, y compris par les affiches de la CGT il y a quelques jours ».

Le reportage qui suit est tout à la gloire des policiers, et la parole est donnée à deux représentants syndicaux (Alliance et le Syndicat des commissaires de police), qui peuvent s'exprimer durant plus de 30 sec. sur les raisons de leur mobilisation. Retour plateau, et Jean-Pierre Pernaut questionne, en duplex, Pierre Baretta, en direct de la place de la République. La réponse de ce dernier mérite d'être reproduite *in extenso* :

« C'est vraiment une première du genre puisque là ce n'est pas une manifestation catégorielle. Un mois avant les attentats, le 14 octobre, place Vendôme, les policiers avaient manifesté pour des moyens. Cette fois-ci, c'est vraiment plus qu'un coup de gueule, c'est un signal d'alarme au gouvernement en disant « nous on nous dénigre systématiquement, nous sommes visés, nous sommes des cibles d'une minorité violente, nous n'accepterons pas ça plus longtemps ». C'est bien ce qu'ils sont venus dire. Et les chiffres que vous avez rappelés, 350 blessés chez les CRS, les gendarmes mobiles et les policiers en civil, sont là pour tout dire, il y a eu des manifestations extrêmement violentes, les policiers qui ont pris des pavés, des fusées de détresse, bref, toutes les munitions à la disposition d'une



frange extrêmement violente. Les policiers surtout nous disent autour de nous aussi qu'ils aimeraient être mieux commandés, plus vite, pour pouvoir réagir non pas pour réprimer, mais pour éviter ces grands débordements. Il y a eu d'ailleurs une grande vidéo, derrière nous, qui a été diffusée, pour dire non à la haine du flic, non à ce que tous les policiers de France ressentent, cette peur, cette haine du flic, c'est cela qu'ils veulent dénoncer aujourd'hui.

A-t-on vraiment besoin d'insister sur l'exceptionnelle empathie du journaliste de TF1, visiblement de tout cœur avec les policiers mobilisés ? Et surtout, est-il nécessaire de souligner à quel point le JT de Jean-Pierre Pernaut illustre, jusqu'à l'excès, le « deux poids deux mesures » dans le traitement des mobilisations, selon qu'il s'agisse de cheminots (et de routiers) ou de policiers ?

REMONTER LE MORAL DE LA POLICE

Après Paris (et 25 sec. de Bernard Cazeneuve déclarant son soutien aux policiers), TF1 nous propose quelques images de la mobilisation des policiers à Nantes (« où il y a eu tant de violences lors des manifestations de ces dernières semaines »). Puis Jean-Pierre Pernaut évoque le sondage publié par *Le Parisien* le 18 mai au matin, selon lequel 82 % des personnes interrogées auraient « une bonne opinion des policiers ». Selon le présentateur du JT, « [les policiers mobilisés] dénoncent la haine anti-flics et une immense majorité de Français les soutient. Dans un sondage publié ce matin par *Le Parisien*, 82 % des Français ont une bonne opinion de la police et 91 % comprennent leur ras-le-bol d'aujourd'hui ». Une question aurait-elle été posée concernant la mobilisation du 18 mai ? Vérification faite, non. Les 91 % correspondent en réalité au taux de réponse favorable à la question suivante : « Avec l'état d'urgence qui dure depuis des

mois, le mouvement Nuit debout et les manifestations contre la loi El Khomri, de plus en plus de policiers disent ressentir du ras-le-bol et de la fatigue physique et morale. Vous, personnellement, les comprenez-vous ? » La question, dont la formulation est déjà fort discutable, ne porte donc absolument pas sur la mobilisation du 18 mai qui

On l'aura compris : sur TF1, une mobilisation n'est pas égale à une autre. Et en l'occurrence, la chaîne privée n'est qu'un exemple représentatif de pratiques médiatiques malheureusement bien partagées : dans l'article dont ce texte est extrait, intitulé « TF1 et France 2 au secours des mal-aimés de la police », disponible sur le site

« Le JT de Jean-Pierre Pernaut illustre, jusqu'à l'excès, le “deux poids deux mesures” dans le traitement des mobilisations, selon qu'il s'agisse de cheminots ou de policiers. »

dénonce, rappelons-le, la « haine anti-flics ». Mais ce n'est pas un problème pour Jean-Pierre Pernaut, qui réussit à transformer les réponses à cette question en soutien à la mobilisation...

Suit alors un court reportage réalisé à Lille, destiné à illustrer les résultats du sondage, avec un inévitable... micro-trottoir. Durant 35 sec., des passants s'expriment et témoignent de leur confiance, de leur soutien, de leur empathie pour les policiers. Et, pour terminer en fanfare, la journaliste nous apprend que « même chez les plus jeunes, l'image du policier qui secourt et protège existe encore ». Preuve à l'appui (?) avec le témoignage d'un jeune, sans aucun doute choisi au hasard, qui affirme, dans un court extrait de 7 sec., qu'il n'a « pas de raison particulière de ne pas aimer la police ». CQFD.

La conclusion de ces 6 min. 30 consacrées à la mobilisation policière peut alors être énoncée : « De quoi peut-être remonter un peu le moral des forces de l'ordre, en plein état d'urgence depuis plusieurs mois. » « Remonter le moral des forces de l'ordre » : tel était sans doute l'objectif du JT de Jean-Pierre Pernaut. Mission accomplie ?

d'ACRIMED, on pourra en effet constater que le service public ne fait guère mieux. Mais paradoxalement, la couverture des rassemblements policiers démontre, jusqu'à l'excès, que le mal traitement médiatique des mobilisations sociales n'est pas une fatalité. Sans aller jusqu'à demander aux journalistes de faire preuve d'autant d'empathie à l'égard des cheminots, des routiers, voire des étudiants ou des enseignants, qu'ils en ont montré à l'égard des policiers, car tel n'est pas le rôle d'un média d'information, on se prend à rêver qu'à l'avenir, les mobilisations sociales bénéficient d'un traitement aussi « fourni » et précis quant aux motivations des grévistes et/ou des manifestants, chiffres et interviews à l'appui, et que les téléspectateurs soient aussi bien renseignés qu'ils l'ont été le 18 mai à propos des policiers mal-aimés. Peut-être lors de la prochaine manifestation contre les violences policières ? ■

*Julien Salingue est co-animateur d'ACRIMED.

Le FN et les femmes, un tournant féministe ?

Les femmes occupent une place à part entière dans la stratégie de dédiablement du Front national, parti néanmoins fidèle à la stigmatisation et au rejet de l'autre.

PAR **AMANDINE PHILIPPE**

Le Front national, parti politique français officiellement fondé en 1972, a longtemps tenu un discours explicitement sexiste, raciste et homophobe. Son programme est caractérisé par la promotion de valeurs traditionnelles où les femmes étaient essentiellement caractérisées par un rôle reproducteur, au service d'une nation viriliste, et cantonné à la sphère du foyer familial. Les propos suivants de Jean-Marie Le Pen en 2014 résument cette idée : « Il faut convaincre les femmes de notre peuple de l'absolue nécessité d'assumer leur fonction de reproduction. » Ces prises de position ont été inhibitrices du vote des femmes pour le FN. Comme le montre Mariette Sineau, directrice de recherche au CEVI-POF (Centre de recherches politiques de Sciences Po) les électrices ont longtemps fait rempart au vote frontiste. On estime, par exemple, qu'en 2002, si seules les femmes avaient voté, le Front national n'aurait pas accédé au second tour de l'élection présidentielle.

LA CENTRALITÉ DES FEMMES DANS LA « DÉDIABOLISATION » DU FN

Pourtant, depuis l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti en 2011, le Front national a cessé d'être le parti le moins attrayant pour les femmes. En effet, en 2012, les femmes ont voté autant que les hommes (environ 18 %) pour la présidente du parti. Cette nouvelle évolution est à mettre en corrélation avec la stratégie de « dédiablement » et de normalisation du parti. Bien sûr, cette

stratégie n'est pas nouvelle mais pour Alexandre Dézé, chercheur en science politique à l'université de Montpellier, l'originalité réside dans le fait qu'une femme soit à la tête du FN.

Les femmes occupent une place à part entière dans la stratégie de dédiablement du Front national. Leur mise en avant modère l'image sulfureuse du parti et lui permet de montrer une façade plus

aujourd'hui. Les responsables frontistes n'hésitent d'ailleurs pas à citer de grandes figures féministes comme Simone de Beauvoir ou Olympe de Gouges. Cette appropriation nouvelle s'accompagne d'un discours promouvant l'égalité entre les femmes et les hommes. Un exemple typique est la valorisation de l'égalité salariale par une militante dont les propos ont été recueillis en 2014 à l'occa-

« Le parti parvient, en partie,
à retourner son stigmate en mettant
en avant des qualités attribuées
aux femmes. »

humaine. La présence de femmes est une ressource qui permet de légitimer le FN. Il s'agit d'ailleurs d'une stratégie assumée par Marine Le Pen, qui selon elle « adoucit beaucoup l'image du parti ». Cette « vitrine » joue sur les stéréotypes de genre selon lesquels les femmes seraient naturellement plus douces, moins dangereuses, plus innocentes que les hommes. Le parti parvient donc, en partie, à retourner son stigmate en mettant en avant des qualités attribuées aux femmes.

DES REVENDICATIONS FÉMINISTES ? LE REFUS DE L'ÉGALITÉ RÉELLE

La stratégie de dédiablement passe également par une évolution sensible des prises de position du FN sur la question des femmes. D'une certaine manière, le Front national ne s'est jamais autant revendiqué « féministe » qu'au-

jourd'hui. « Je ne suis pas du tout dans la mouvance féministe classique et en même temps je suis, enfin je ne suis pas non plus opposée au féminisme en soi, c'est-à-dire qu'évidemment l'égalité de salaire me paraît une évidence, même travail, même salaire. Ça devrait être tout à fait dans les normes. Dans l'accès aux études aussi. »

Sylvain Crépon, chercheur en science politique, montre également que, depuis l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti, le FN a modifié ses positions sur la question des prestations familiales ; Jean-Marie Le Pen mettant en avant « le choix pour la mère de famille de se consacrer à plein temps à l'éducation de ses enfants », alors que Marine Le Pen préfère parler d'instauration d'un revenu parental, pour le père ou la mère qui choisirait de se consacrer à l'éducation de ses enfants.

Les conquêtes féministes historiques sont considérées comme acquises, voire « normales », par le parti. Sur certains points, il semble que l'idée d'une différence formelle entre les femmes et les hommes ne soit plus acceptable. C'est sur les nouvelles revendications d'égalité réelle – quotas de femmes, remise en cause des stéréotypes et des rôles genrés – que les positions du Front national sont rétrogrades. On observe notamment une dénonciation des lois sur la parité et de leur caractère supposé sexiste. Celles-ci amèneraient à regarder principalement le sexe des candidats en faveur des femmes et à défaut des hommes.

Une argumentation similaire est également perceptible lorsqu'il s'agit d'aborder les différences genrées dans les corps de métier. Les femmes seraient favorisées et incitées à s'orienter dans des métiers supposés masculins, mais les hommes ne seraient pas éduqués à intégrer des emplois typiquement féminins. D'une manière globale, les politiques d'éducation à l'égalité des dernières années auraient eu un effet de minorisation des hommes et d'inversement du rapport de domination patriarcale. On peut alors dire que, selon le Front national, on serait passé d'une société inégalitaire en défaveur des femmes à une société inégalitaire en défaveur des hommes.

Pour le Front national, l'égalité en droit est suffisante pour favoriser l'égalité réelle. Ce seraient les choix individuels de chacun et chacune qui expliqueraient les différences entre les femmes et les hommes. Comme une militante du parti le dit : « Si les femmes ne veulent pas être ingénieures, bah on n'y peut rien, c'est leur choix individuel. » Ces positions nient totalement les contraintes sociales qui influent dans les choix des individus. En d'autres termes, elles traduisent un aveuglement à la construction et à la socialisation genrée des citoyennes et des citoyens.

Ainsi l'évolution du discours frontiste n'est pas significative d'un virage féministe du parti mais bien d'un renouvellement de son conservatisme. Cela démontre tout de même sa capacité de répondre aux attentes sociétales, même si c'est pour les dévoyer. Les positions rétrogrades ne sont plus celles d'hier mais elles restent profondément traditionnelles et archaïques par rapport aux évolutions sociales et sociétales.

DIVISIONS ET CONCURRENCE DES LUTTES : LE JEU DU FN

La dédramatisation du Front national par la centralité des femmes et un discours renouvelé s'insère également dans sa perpétuelle logique de diabolisation de l'autre.

Ainsi, le féminisme et la question des droits des femmes sont instrumentalisés à des fins racistes. En effet, la défense

D'autre part, au sein même des frontières nationales, Marine Le Pen explique que « Dans certains quartiers, il ne fait pas bon d'être femme, homosexuel, juif, ni même français ou blanc. » Dans une logique analogue, ces propos concourent à la stigmatisation des populations immigrées, et celles vivant dans les quartiers, par leur supposée intolérance culturelle et religieuse envers les femmes

« Ces positions traduisent un aveuglement à la construction et à la socialisation genrée des citoyennes et citoyens »

des droits des femmes est souvent liée à des propos concernant l'immigration. Un exemple parmi d'autres, la réaction de Marine Le Pen sur son compte Facebook, à la suite des agressions sexuelles à Cologne en janvier dernier : « L'effroi suite aux agressions sexuelles par des migrants à Cologne : la dignité et la liberté de la femme, un acquis précieux que nous avons le devoir de protéger. » Ou encore le discours de Sophie Montel, députée européenne et conseillère régionale Bourgogne-Franche-Comté, à l'occasion du 1^{er} Mai, qui parle des « acquis féministes remis en cause par les flux migratoires ».

D'une part, il s'agit d'une vision essentialisante de l'autre, de l'étranger dont la culture serait incompatible avec les valeurs dites occidentales. Selon les chercheurs Alexander Jaunait, Amélie Le Renard, Élisabeth Marteu, ces propos créent une frontière infranchissable entre deux blocs supposés antagonistes : des États occidentaux fondamentalement démocratiques et progressistes, et les autres États qui seraient non démocratiques et profondément archaïques, patriarcaux et homophobes (à lire dans « Nationalismes sexuels ? Reconfigurations contemporaines des sexualités et des nationalismes », *Raisons politiques*, 2013). En réalité, un tour d'horizon de la situation des femmes et de leurs droits nous révèle assez clairement que le patriarcat n'a pas de frontières et que l'égalité entre les femmes et les hommes est loin d'être acquise (et est parfois remise en cause) dans les pays occidentaux.

et les personnes LGBTQI [Lesbiennes, gays, bisexuels et trans, Queer Intersexués]. En redéfinissant la nation comme étendard d'une modernité féministe et *gay friendly* [amicale envers les homosexuels], le Front national véhicule l'idée qu'il y aurait des bons Français et des mauvais Français qu'il faudrait exclure de la communauté nationale en raison d'une incompatibilité culturelle à ces valeurs.

Malgré des évolutions importantes dans son discours, le Front national reste un parti appelant à la stigmatisation et au rejet de l'autre. Alors que les femmes et les personnes LGBTQI faisaient l'objet d'une exclusion pour Jean-Marie Le Pen, Marine Le Pen les intègre dans la communauté nationale, au nom du féminisme, contre un ennemi à la fois interne et externe. Face à cette stratégie du « diviser pour mieux régner », la réponse doit être d'un côté l'union de toutes les personnes dominées dans une logique de reconnaissance mutuelle et d'inclusion. Et dans le même temps, la réponse passe par une appropriation collective du féminisme et suppose de faire de l'enjeu de l'égalité femmes/hommes, une question centrale des luttes sociales. ■

Réagissez aux articles,
exposez votre point de vue.

Écrivez à revue@pcf.fr

« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. » Karl Marx, Friedrich Engels - *L'Idéologie allemande*.

Les missions de l'école et la crise du capitalisme

Les débats sur l'enseignement tendent trop souvent à laisser dans l'ombre la question essentielle : à quoi sert l'école ? Un peu comme s'il existait, sur ce sujet, un consensus général. Or rien n'est moins vrai. Nous vivons dans une société divisée en classes sociales et autres groupes qui ont leurs intérêts propres et formulent des attentes diverses, changeantes et parfois contradictoires envers l'institution scolaire.

PAR **NICO HIRT***

RETOUR EN ARRIÈRE

Jusqu'à l'aube du XIX^e siècle, l'éducation des enfants du peuple se faisait dans leur famille ou dans celle du maître où l'enfant était apprenti. Socialisation et formation allaient de concert, en lien étroit avec les activités productives. Cette ancienne et somme toute naturelle unité entre éducation et travail se trouva brutalement remise en cause par les conséquences de la révolution industrielle. Le machinisme remplaça le travail ouvrier complexe — qui nécessitait une formation — par un travail simple qui n'exigeait plus de l'ouvrier que de la discipline. L'aliénation intellectuelle, la perte brutale des repères culturels pour une population arrachée de la vie rurale et plongée dans la misère urbaine, la désagrégation des lieux traditionnels d'éducation et de socialisation : tout cela finit par plonger une partie du prolétariat dans la déchéance physique et morale, dans l'alcoolisme, la criminalité, la prostitution. À défaut de vouloir s'attaquer aux causes réelles de cette déchéance, à savoir l'exploitation et les conditions de vie sordides, la bourgeoisie du XIX^e siècle envisagea de résoudre le problème par l'éducation : « Ouvrir une école, c'est fermer une prison » (Victor Hugo). Cette conception déterminait aussi le contenu cognitif de l'enseignement scolaire :

« Lire, écrire, compter, voilà ce qu'il faut apprendre », déclarait Adolphe Thiers, « quant au reste, cela est superflu. Il faut bien se garder surtout d'aborder à l'école les doctrines sociales, qui doivent être imposées aux masses ».

À la fin du XIX^e siècle, la concentration industrielle croissante finit par donner une dangereuse consistance au « spectre » qui, depuis plusieurs décennies, hantait la vieille Europe : une classe ouvrière nombreuse, disciplinée par l'industrie, de mieux en mieux organisée et qui se dotait d'une idéologie socialiste dangereuse. À quoi venait s'ajouter une

des institutions en place. L'histoire et la géographie font leur entrée dans les programmes. « L'enseignement donné aux frais de l'État aura pour mission, à tous les degrés, d'inspirer aux jeunes générations l'amour et le respect des principes sur lesquels reposent nos libres institutions » (Léopold II).

Après la Première Guerre mondiale, les progrès des technologies industrielles, la croissance des administrations publiques et le développement des emplois commerciaux créèrent une demande de main-d'œuvre qualifiée. Certes, pour la majorité des travailleurs

« L'école doit permettre aux citoyens de comprendre les rapports de production et d'échange qui gouvernent nos sociétés afin qu'ils soient capables de les transformer. »

menace extérieure : à l'ère des grandes puissances impérialistes, « l'idéal de paix a perdu de son lustre et nous voyons l'émergence d'une glorification de la grandeur et du pouvoir de l'État » (Rudolf Hilferding). Il ne suffisait plus, dans ces conditions, que l'école apprenne à lire, à écrire et à respecter les préceptes moraux ou religieux. Désormais, elle devait enseigner l'amour de la patrie et

occupés dans les rapports de production « fordistes », une socialisation de base suffisait toujours ; mais un nombre croissant devait désormais acquérir un savoir-faire spécialisé : mécaniciens, électriciens, dactylos, opérateurs de TSF... La demande était telle qu'un retour aux vieilles formes de l'apprentissage traditionnel n'aurait pu suffire. D'ailleurs, les exigences théoriques de

ces nouvelles qualifications ne pouvaient se satisfaire d'une formation exclusivement pratique. Le système éducatif s'ouvrit alors à des sections « modernes », techniques ou professionnelles. On y recruta la « crème » des fils et des filles de la classe ouvrière, afin d'en faire les ouvriers spécialisés, les techniciens, les employés et les fonctionnaires que récla-

tives — nécessaires à la survie et au bon fonctionnement de la société capitaliste. Bien sûr, elle ne faisait pas que cela. En lui apprenant à lire, à calculer et à écrire, en lui enseignant l'histoire et la géographie, l'école formait l'ouvrier discipliné, mais elle l'armait aussi de savoirs potentiellement dangereux. En formant des travailleurs qualifiés, elle brisait

ans plus tard, leur capital augmenté d'une solide plus-value.

Dans ce système-là, effectivement, l'invention des TIC conduit à déréguler le travail et l'emploi, à ne plus penser qu'à court terme, à diffuser massivement de la sous-culture commerciale, à mépriser le savoir parce qu'on croit avoir une réponse à tout en un clic de souris... Mais dans d'autres conditions économiques, ces mêmes technologies de l'information et de la communication pourraient être mises en œuvre de façon radicalement différente. Elles pourraient par exemple permettre de connaître à l'unité ou au gramme près la disponibilité de toutes les ressources et de tous les biens de consommation essentiels, dans n'importe quel coin de la planète. Il serait donc parfaitement possible, d'un point de vue technique, d'anticiper les besoins de l'humanité et d'organiser la production et la distribution en fonction de ces besoins, de façon planifiée et rationnelle, tout en minimisant les gaspillages et les émissions de CO₂.

L'humanité se débat dans une contradiction majeure : d'un côté, le progrès (scientifique, technique, éducatif...) permet en principe d'assouvir les grands besoins humains (eau, nourriture, logement, environnement, éducation, culture, loisirs) ; mais d'un autre côté, la mise en œuvre de ces mêmes progrès dans le contexte du capitalisme ne permet pas d'obtenir le résultat escompté et conduit même à son contraire.

Dès lors, la réponse à la question « à quoi devrait servir l'école ? » coule de source : elle devrait forger des citoyens capables de changer le monde. Elle doit leur permettre de comprendre les rapports de production et d'échange qui gouvernent nos sociétés afin qu'ils soient capables de les transformer. Ceci suppose, non pas le repli sur des compétences opérationnelles que nous proposons les pédagogues du capital, mais au contraire l'accès aux vastes champs de savoirs qui donnent force pour appréhender le monde dans toutes ses dimensions : scientifique, technologique, industrielle, historique, sociologique, culturelle, artistique... ■

*Nico Hirtt est professeur de sciences physiques en Belgique.

.....
**Réagissez aux articles,
 exposez votre point de vue.**

Écrivez à revue@pcf.fr

« L'école était devenue, au même titre que l'héritage et le mariage, une instance de la reproduction, d'une génération à l'autre, des inégalités sociales. »

mait la société. Ce fut l'ère de la « promotion sociale » par l'école.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le capitalisme connut une période de croissance économique extraordinaire, résultat des reconstructions d'après-guerre, du progrès social arraché par la classe ouvrière après cinq années de conflit, et de nouvelles innovations technologiques lourdes et de long terme — électrification des chemins de fer, infrastructures portuaires et aéroportuaires, autoroutes, nucléaire, téléphonie, pétrochimie. L'évolution de la structure du marché du travail exigeait d'élever rapidement le niveau de formation des travailleurs. Dans l'urgence, l'enseignement secondaire général, qui avait été, jadis, l'école de l'élite, ouvrit ses portes aux enfants du peuple. Un généreux discours sur la démocratisation de l'enseignement vit le jour. Mais ces rêves ne résistèrent pas à la réalité. La sélection qui disparaissait à l'entrée du secondaire, il fallut bien l'effectuer plus tard. Cela signifia la mise en place d'une sélection négative, basée sur l'échec scolaire. On n'orienta plus vers l'enseignement qualifiant les « meilleurs éléments » des classes populaires, mais « les moins bons élèves » de l'enseignement général. Or, par un miracle pédagogique remarquable, cette sélection continua d'être basée sur l'origine sociale. La sociologie — Bourdieu, Passeron — découvrait soudain que l'école était devenue, au même titre que l'héritage et le mariage, une instance de la reproduction, d'une génération à l'autre, des inégalités sociales.

REPRODUIRE LE MONDE OU LE CHANGER ?

Ainsi, depuis deux cents ans, l'école a-t-elle servi, d'une façon ou d'une autre, à reproduire les conditions — idéologiques, sociales, économiques, cogni-

quelques chaînes de l'aliénation machiniste. En sélectionnant, elle ouvrirait quelques voies de promotion sociale. Ce sont là les contradictions inéluctables de l'école capitaliste, sur lesquelles les forces syndicales et politiques de gauche ont parfois su jouer pour arracher de tangibles progrès.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Il faut, entend-on de toutes parts, adapter l'école aux mutations de la société moderne. Dans les milieux de l'OCDE ou de la Commission européenne, on regrette l'inadéquation des formations scolaires — trop rigides, trop académiques, trop théoriques — par rapport à un marché de l'emploi qui réclame surtout de la flexibilité et de la diversité. Sous la pression du développement des technologies de l'information et de la communication (TIC), le monde rétrécit et s'accélère. L'école traditionnelle, ancrée dans une culture locale, porteuse de savoirs structurés et visant l'utilité à long terme, est jugée obsolète. Désormais, elle devrait se contenter d'amener les jeunes à s'intéresser librement à divers champs de savoirs. Il faut, disent encore les défenseurs de ces thèses, privilégier les compétences sur le savoir, diversifier et individualiser les trajectoires scolaires.

Cette vision a certes raison de souligner l'influence puissante des évolutions technologiques, mais elle omet la médiation déterminante des rapports de production et d'échange dominants. Nous vivons dans un système économique organisé selon une loi fort simple : les détenteurs de capitaux investissent dans la production de logements, de viande, d'eau potable, de drogues, de musique, de voitures, de livres, d'armes à feu, de services postaux, de pornographie, de jouets, de panneaux solaires, de pesticides, etc., à la condition unique et impérative d'espérer retrouver, un an ou dix

Les lois somptuaires dans l'Italie médiévale

À la fin du Moyen Âge, en Italie, sont promulguées des lois contre le luxe. Elles tendent à effacer les privilèges des anciens détenteurs du pouvoir qui se distinguent par leurs mœurs violentes, leur arrogance, l'ostentation de leur puissance et de leur richesse.

PAR **ILARIA TADDEI***

Au cours des derniers siècles du Moyen Âge, en Italie, comme dans le reste de l'Europe, les ordonnances somptuaires deviennent une constante de la production législative. Chose tout à fait étonnante à nos yeux, les frivolités de la mode et le luxe sont soumis à de nombreuses restrictions, voire à un véritable système de taxation. Ces limitations somptuaires répondent à des finalités de diverses natures (économique, sociale, morale et aussi esthétique), souvent inextricablement mêlées entre elles. Comme en témoigne le foisonnement des études consacrées à l'Italie de la fin du Moyen Âge et du début de l'époque moderne, cette documentation offre une pluralité de perspectives d'analyse, susceptibles d'aiguiser le regard de l'historien sur maints aspects des sociétés urbaines. Aussi riche que complexe, cette source n'est cependant pas sans présenter des écueils méthodologiques importants. Tout d'abord, on se confronte ici à l'éternel problème de l'écart entre normes et pratiques sociales, entre discours législatif et efficacité des lois. En outre, du point de vue de l'interprétation historique, la difficulté majeure consiste à saisir les stratégies sous-jacentes et les éléments moteurs qui inspirent la réglementation du luxe. L'historien est ainsi invité à une approche croisée des sources et à un

effort constant de contextualisation, en prêtant attention aux personnes ciblées, aux catégories de l'exception, ainsi qu'aux produits visés par les lois somptuaires.

DES LOIS CONTRE LE LUXE

Les villes italiennes et tout particulièrement les cités du Nord et du Centre de la péninsule constituent un observatoire privilégié pour analyser ces phénomènes. Entre le XIII^e et le XVI^e siècle, elles connaissent en effet un essor exceptionnel d'ordonnances somptuaires qui règlent à la fois les cérémonies privées, les banquets, les mariages, les funérailles et surtout les vêtements et les ornements fémi-

l'offre et de la demande d'une grande variété de produits commercialisés et des biens de luxe. Par ailleurs, dans cette terre de droit écrit, le développement de l'institution communale entraîne une production extraordinaire de lois et de statuts urbains destinés à légiférer sur différents aspects de la vie citadine, à la fois publics et privés, dont les manifestations du luxe sont partie intégrante. C'est à l'âge d'or de la Commune populaire que, dans un contexte de discipline et de moralisation de la société, la législation somptuaire s'affermirait. Sous-tendue par l'idéal du bien commun, cette politique, épaulée aussi par la prédication des ordres mendiants, s'attaque

« La loi de 1497 interdit aux garçons âgés de moins de quatorze ans de porter de l'or, de l'argent, de la soie, des rubans, du velours, du satin, des fourrures prestigieuses, comme l'hermine, la martre, la zibeline, des chausses et des vestes rosées, violet foncé ou multicolores. »

nins. On a estimé que, au long de cette période, plus de trois cents lois contre le luxe furent promulguées par une quarantaine de villes.

Incontestablement, le dynamisme urbain de l'Italie centre-septentrionale, où les cités s'imposent comme pôles à la fois d'échanges intenses, de productions artisanales et manufacturières et de consommation, stimule l'expansion de

d'abord à ceux que les gouvernements populaires désignent dès lors comme « magnats », « grands », « nobles ». La visée de ces lois est alors éminemment politique, tendant à effacer les privilèges des anciens détenteurs du pouvoir qui se distinguent par leurs mœurs violentes, leur arrogance, l'ostentation de leur puissance et de leur richesse. Mais, dès les premières décennies du XIV^e siècle, cette

vocation de la politique populaire s'infléchit et, dans un processus de recomposition des élites urbaines propre aux régimes oligarchiques et aux gouvernements seigneuriaux, ces mêmes catégories de *potentes* qui, dans leurs rangs, comptaient un très grand nombre de chevaliers et de docteurs en droit et en médecine, vont bénéficier avec leurs femmes et leurs enfants d'importantes exemptions.

LES CIBLES PRIVILÉGIÉES

Soulignons que les cibles privilégiées, comme les aires de l'exception, varient en effet en relation avec les finalités des ordonnances somptuaires et avec les pouvoirs qui légifèrent. Au cours des XIV^e et XV^e siècles, les lois somptuaires se multiplient et leur matière s'étoffe au fur à mesure que les objets de luxe, alimentés aussi par les changements de la mode, s'enrichissent et qu'ils s'ouvrent à de nouvelles catégories de la population. Changent également les codes de l'ordre social et des apparences qui s'ordonnent selon différents critères. Si les femmes demeurent la cible privilégiée de la tempérance législative du luxe, les hommes ne sont pourtant pas épargnés de restrictions vestimentaires. Cela se manifeste surtout à partir du début du XIV^e siècle, lorsque se répand la nouvelle mode masculine : celle des vestes courtes, rembourrées à la poitrine, très étroites au buste et surtout à la taille, du pourpoint très court et des chausses mi-parties et très colorées. Il s'agissait du costume préféré des jeunes, celui qui mettait en valeur leur corps sexué : la puissance thoracique, la finesse de la taille... Législateurs, prédicateurs et chroniqueurs condamnent en chœur ce vêtement masculin chargé d'une forte valeur de séduction, comme en témoignent de manière significative les sources florentines.

Dans la cité des rives de l'Arno, un corpus exceptionnel de lois somptuaires montre que, à partir du milieu du XIV^e siècle, se définit une taxinomie sociale plus diversifiée, qui ne se structure plus seulement en fonction des hiérarchies traditionnelles, mais aussi selon le critère de l'âge. L'ordonnance somptuaire de 1373, par exemple, impose une taxe annuelle assez élevée de dix florins aux garçons de plus de dix ans qui souhaitent se conformer à la mode des vêtements courts ou arborer une ceinture considérée comme trop coûteuse, comme excessive. En revanche, les vête-

ments courts sont autorisés aux enfants plus petits pour des raisons probablement pratiques, mais aussi pour des motivations morales, la vue de leur nudité ne devant scandaliser personne. Ce qui *a contrario* ne convenait pas à leur âge, c'était la nouvelle mode du bicolore, jugée probablement comme trop insolente, comme inappropriée à l'innocence de leur âme. Les lois somptuaires florentines interdisent en effet aux garçons âgés de moins de sept ans les habits multicolores, ainsi que les tissus précieux brodés d'or et d'argent, les soieries, le nombre trop élevé de boutons, les accessoires sophistiqués, les ornements précieux, l'or et l'argent, symboles par excellence du luxe réprouvé par l'Église.

Au cours du XV^e siècle, le regard aigu que

« Le luxe vestimentaire est minutieusement limité en fonction des distinctions d'âge qui, dans la République florentine, fixent l'acquisition graduelle des droits civils et politiques. »

le législateur porte aux enfants et aux jeunes devient le signe éloquent d'une attention progressive que, dans la cité de l'humanisme, les élites religieuses, politiques et culturelles adressent aux nouvelles générations dans le but de les éduquer, de les protéger et de les discipliner. S'impose alors un idéal vestimentaire fondé sur un ensemble de normes éthiques de modération, d'humilité et de modestie, dont les confréries laïques *ad hoc* pour les enfants et pour les jeunes (une spécificité toute florentine) sont le centre d'irradiation privilégié. Ce dessein inédit d'éducation et de moralisation de la jeunesse converge à la fin du siècle dans le mouvement de réforme promu par Jérôme Savonarole. C'est là que la réglementation somptuaire florentine cible particulièrement les *pueri*,

les principaux acteurs de la campagne moralisatrice du frère dominicain. La loi de 1497 interdit aux garçons âgés de moins de quatorze ans de porter de l'or, de l'argent, de la soie, des rubans, du velours, du satin, des fourrures prestigieuses, comme l'hermine, la martre, la zibeline, des chausses et des vestes rosées, violet foncé ou multicolores. Pour porter ces tissus coûteux et ces couleurs vives, brillantes, les garçons doivent donc attendre le seuil de la puberté, c'est-à-dire l'âge de quatorze ans qui sanctionne traditionnellement la fin de l'enfance. Comme le montrent les ordonnances des premières décennies du XVI^e siècle, encore plus précises et pointilleuses, le luxe vestimentaire est minutieusement limité en fonction des distinctions d'âge qui, dans la République florentine, fixent l'acquisition graduelle des droits civils et politiques.

Il est difficile de savoir à quel point ces normes ont été réellement appliquées. Si toutefois, on croise la législation somptuaire avec d'autres types de documents, les sources iconographiques notamment, on s'aperçoit que la longueur des robes, les étoffes, les couleurs, les broderies et même les couvre-chefs ne varient pas seulement avec les circonstances et avec le rang social, mais aussi en fonction de l'âge. Au-delà de l'efficacité de cette réglementation, soulignons la portée fondamentale de la législation somptuaire : la définition d'un cadre délimité, à l'intérieur duquel les fastes de la mode sont tolérés. La taxation du luxe, comme le système des amendes constituent un choix très pragmatique, un moyen de contribuer aux caisses de la commune et, en même temps, d'accepter et faire mieux accepter moralement les pompes vestimentaires. Au cours du XV^e siècle, ce cadre devient de plus en plus normé et, s'ingérant dans l'intimité des individus, la législation florentine ne se structure plus seulement en fonction des paramètres sociaux et politiques traditionnels, mais aussi selon le critère de l'âge. Ce qui ressort enfin de ce cadre législatif, c'est la préoccupation croissante des autorités citadines pour les enfants et les jeunes, dont le vêtement tend à définir les contours identitaires. ■

***Iaria Taddei** est historienne. Elle est maître de conférences en histoire médiévale à l'université Pierre-Mendès-France de Grenoble.

Les territoires sont des produits sociaux et le processus de production se poursuit. Du global au local les rapports de l'Homme à son milieu sont déterminants pour l'organisation de l'espace, murs, frontières, coopération, habiter, rapports de domination, urbanité... La compréhension des dynamiques socio-spatiales participe de la constitution d'un savoir populaire émancipateur.

Géographie d'hier et d'aujourd'hui

La géographie est une discipline souvent méconnue et négligée. Elle constitue pourtant une discipline de synthèse, à la croisée de la physique et du social, résolument pluridisciplinaire.

PAR JEAN DRESCH*

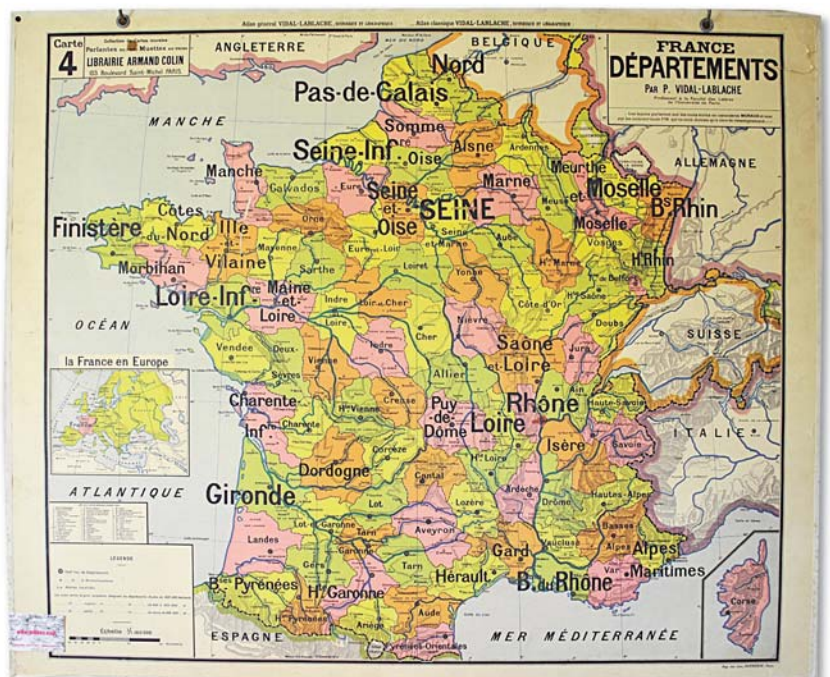
La géographie française est en crise, disent les géographes eux-mêmes. Elle est ignorée des *mass media*. Nul n'en parle ni par les ondes ni dans la presse. Quand l'opinion et le ministère se sont aperçus que le Français moyen a oublié, ou n'a jamais appris la chronologie et par suite ignore l'histoire de son pays comme celle du reste du monde, la géographie, liée traditionnellement à l'histoire dans les divers ordres d'enseignement, a failli être oubliée. Et pourtant les régions françaises sont appelées à une vie administrative et économique nouvelle ; des points chauds, singulièrement dangereux à l'ère atomique, se multiplient de l'Amérique centrale à l'Afrique et au Moyen-Orient. On déplore des famines, l'extension de l'érosion et de la désertification, les pollutions de l'air et des eaux ; on redoute l'épuisement des ressources dans un monde trop petit, que l'on dit surpeuplé. Les géographes pensent que la géographie devrait contribuer à comprendre notre monde contemporain. [...]

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE ET GÉOGRAPHIE HUMAINE

Deux géographies ? La crise de la géographie n'est-elle qu'une querelle d'épithètes ? Ou bien a-t-elle abouti à une

scission entre une géographie physique devenue naturelle et une géographie humaine devenue sociale ? [...] Les géographes humains ont pu, dans les années 1950, refuser à la fois la domination de la géographie physique et le déterminisme naturel en affirmant que la géographie est essentiellement science de l'aménagement de la nature par les sociétés humaines, science volontariste et optimiste, qu'en conséquence l'étude des déserts chauds et plus

encore glacés ou des forêts « vierges », froides ou chaudes, ne sont pas du domaine de la géographie. La géographie nouvelle est plus ou moins d'accord avec la définition mais n'écarte pas les facteurs naturels dans le choix des paramètres qui interviennent dans les systèmes ou sous-systèmes. Les géographes naturalistes sont à la fois plus audacieux et plus raisonnables encore : ils admettent fort bien que l'homme est un facteur de plus en plus dominant de



la transformation de la nature, ils s'intéressent aux actions qui ont été qualifiées d'anthropiques et qui interviennent dans les écosystèmes des botanistes et, plus encore, dans les géosystèmes, plus globaux, concernant des espaces géogra-

pace. Les sociétés humaines sont parvenues à un développement global tel que les techniques permettent une exploitation de plus en plus efficace, aussi bien, à l'ère atomique, qu'un suicide collectif. La géographie peut jouer

plus en France, plus tardivement qu'ailleurs, que les travaux de recherche efficaces ne peuvent se concevoir et se poursuivre qu'en équipes, entre géographes diversement orientés ou mieux entre équipes pluridisciplinaires où, en principe, il éveille l'attention sur telle ou telle relation qui dans un système ou dans un modèle peut passer inaperçue. [...] La synthèse régionale est sans conteste dépassée qui combinait trop souvent les données physiques et humaines en descriptions catalogues. Elle avait établi la réputation de l'École française mais avait été considérée comme principale responsable de la crise au point qu'on l'avait à peu près éliminée de l'enseignement secondaire. En dehors des ouvrages destinés au grand public, elle n'est, elle aussi, concevable qu'en équipes ; mais elle prend à nouveau de l'importance dans la mesure où, en France, plutôt plus tardivement qu'ailleurs, la géographie apparaît science de l'aménagement, donc applicable, science de l'organisation spatiale à diverses échelles, de la région à l'État et au groupe d'États ; elle prend partout une importance dont témoignent des

« Les sociétés humaines sont parvenues à un développement global tel que les techniques permettent une exploitation de plus en plus efficace, aussi bien, à l'ère atomique, qu'un suicide collectif. »

phiques, naturels, humains, anthropisés ou non, dont les éléments naturels sont dominants ou secondaires. [...] Nos campagnes nous fournissent vivres et autres matières premières, oxygène, lieux de vacances, etc. Mais, chaque année, des catastrophes naturelles, inondations, sécheresses, ouragans, avalanches, glissements de terrain, tremblements de terre, incendies de forêt, pollutions des eaux maritimes ou fluviales témoignent que nos progrès technologiques accélérés sont incapables d'empêcher nos paysages, pour humanisés qu'ils soient, de rester « naturels ». Bien au contraire, ces progrès peuvent être eux-mêmes causes de catastrophes. [...]

un rôle majeur dans l'évaluation de ce bilan, la géographie physique et humaine, naturelle et sociale. [...]

UNE DISCIPLINE DE SYNTHÈSE, UNE PHILOSOPHIE DE L'ESPACE

Il n'y a donc qu'une géographie et elle doit assumer ses deux épithètes, au risque d'être mal comprise. Elle peut paraître ambitieuse, lorsqu'on la pro-

« La géographie, dans ses diverses acceptions, tend ainsi à sortir de l'université, qui la coupait de la réalité vivante »

Les exemples d'interrelations entre géosystèmes et systèmes sociaux pourraient être multipliés à l'infini. Ils sont du reste de moins en moins contestés dans une fin de siècle où s'aggravent des inquiétudes de plus en plus angoissées sur les ressources mondiales et la croissance de la population. Les terres dites vierges, chaudes ou froides, forestières ou désertiques n'échappent pas au domaine géographique, puisque leurs espaces et leurs ressources sont de plus en plus l'espoir de l'humanité. L'aventure humaine depuis la révolution néolithique est essentiellement l'occupation de l'espace exploitable, continents et, aujourd'hui océans, leur exploitation, dans le cadre de systèmes de production et de structures sociopolitiques, conflictuelles dans le temps et dans les-

clame discipline de synthèse, une philosophie de l'espace en somme. Expressions qui aujourd'hui provoquent inévitablement scepticisme et sourires. Elles expliquent la méconnaissance et l'indifférence des média qui croient devoir avoir recours à des techniciens et à des spécialistes pour informer sérieusement le public. Or de quoi le géographe est-il spécialiste ? Certes, il s'oriente vers des domaines particuliers des sciences de la nature ou des sciences sociales et à l'intérieur de ces sciences, mais il se spécialise le moins possible. Cette attitude explique aussi la méfiance fréquente des disciplines voisines. Le géographe admet du moins, de plus en

tensions multipliées. La géographie, dans ses diverses acceptions, tend ainsi à sortir de l'université qui la coupait de la réalité vivante. ■

***Jean Dresch (1905-1994), géographe et résistant français, membre du PCF, directeur de l'Institut de géographie de Paris (1960-1970), vice-président de l'Union géographique internationale (UGI) de 1968 à 1990.**

Extraits de « Géographie d'hier et d'aujourd'hui » publié par *La Pensée* n°239 mai-juin 1984, à l'occasion du 25^e Congrès international de géographie qui s'est tenu à Paris.

La culture scientifique est un enjeu de société. L'appropriation citoyenne de celle-ci participe de la construction du projet communiste. Chaque mois un article éclaire une question scientifique et technique. Et nous pensons avec Rabelais que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme » et conscience sans science n'est souvent qu'une impasse.

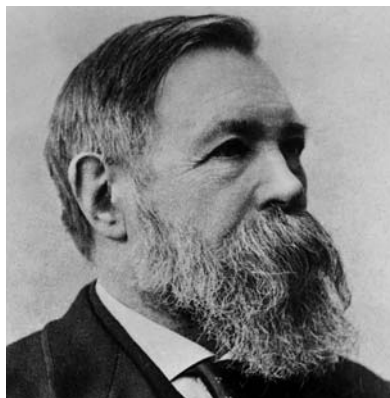
Une discussion vive entre Marx et Engels

En sciences, Marx et Engels étaient « en recherche » et pas toujours d'accord. Et ce n'est pas toujours Engels qui avait tort ! Voici un petit extrait, tiré des *Lettres sur les sciences de la nature*, publiées par Jean-Pierre Lefebvre en 1973 aux Éditions sociales.

Marx à Engels, Londres, 7 août 1866

[...] Il y a un ouvrage très important, que je t'envoierai (mais à la condition que tu me le retournes, car il ne m'appartient pas) dès que j'aurai pris les notes nécessaires : *Origine et transformation de l'homme et des autres êtres* de Pierre Trémaux, Paris, 1865. Malgré tous ses défauts, qui ne m'échappent pas, il représente un progrès très important par rapport à Darwin. Les deux principales propositions sont : que ce ne sont pas les croisements qui, comme on le croit, produisent les différences, mais à l'inverse l'unité de type des espèces. En revanche, la formation de la Terre est, elle, une cause de différenciation (non pas la seule, mais la base principale). Le progrès, qui chez Darwin est purement accidentel, est présenté ici comme nécessaire sur la base des périodes de l'évolution du corps terrestre ; la dégénérescence, que Darwin ne sait expliquer, est ici toute simple. Même chose pour l'extinction si rapide des simples formes de transition, comparativement à la lenteur de l'évolution du type de l'espèce, de sorte que les lacunes de la paléontologie, qui embêtent tant Darwin, sont présentées ici comme nécessaires. De même est développée comme une loi nécessaire la fixité (abstraction faite de variations individuelles, etc.) de l'espèce une fois constituée. Ce que Darwin présente comme les difficultés de l'hybridation, ce sont ici à l'inverse autant de piliers du système, puisqu'il est démontré qu'une espèce n'est en fait constituée que lorsque le croisement avec d'autres cesse d'être fécond ou possible, etc.

Dans les applications historiques et politiques, c'est bien plus important et plus riche que Darwin. Pour certaines questions, telle celle de la nationalité, etc., on trouve ici une base uniquement naturelle. C'est ainsi, par exemple, qu'il corrige le Polonais Duchinski, tout en confirmant par ailleurs ce qu'il dit sur les différences entre la Russie et les Slaves occidentaux, en ceci que, contrairement à ce dernier qui pense que ce ne sont pas les Russes qui seraient des Slaves, mais que ce seraient plutôt les Tartares, etc., il soutient que, sur la base de la formation géologique prédominante en Russie, c'est le Slave qui se tartarise et se mongolise, de même qu'il démontre (il a vécu longtemps en Afrique) que le type nègre commun n'est que la dégénérescence d'un type bien supérieur.



Engels à Marx, Manchester, 10 août 1866

[...] Combien coûte à peu près le livre de Trémaux ? À moins qu'il soit cher, en raison par exemple des illustrations

ou d'autre chose, je vais me le procurer et tu n'auras pas besoin de me l'envoyer. [...]

Marx à Engels, Londres, 13 août 1866

[...] Le titre du livre est : Pierre Trémaux : *Origine et transformation de l'homme et des autres êtres*. Première partie, Paris (Librairie de L. Hachette), 1865. La deuxième partie n'est pas encore parue. Pas de planches. Les *maps* [cartes] géologiques du bonhomme se trouvent dans ses autres ouvrages.

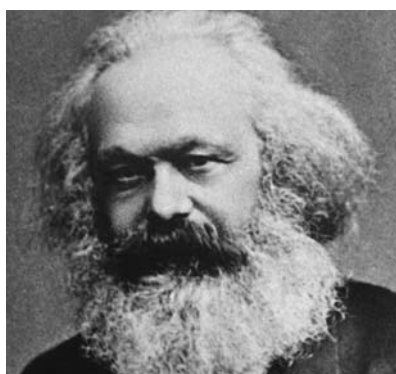
Engels à Marx, Manchester, 2 octobre 1866

[...] Je t'écrirai ces jours-ci plus en détail sur [...] Trémaux ; je n'ai pas encore fini de [le] lire [...], mais je suis néanmoins parvenu à la conviction que sa théorie ne vaut rien, ne serait-ce, pour commencer, que parce qu'il ne comprend rien à la géologie et qu'il est incapable de la critique la plus ordinaire à l'égard de toute la littérature parue sur la question. Ses histoires du *Nigger* [Noir] Santa Maria et de la transformation des Blancs en Noirs sont à mourir de rire. Notamment quand il écrit que les traditions des *Niggers* du Sénégal méritent absolument qu'on leur accorde foi, précisé-ment parce que ces types ne savent pas écrire ! En outre, il est bien joli d'attribuer les différences entre un Basque, un Français, un Breton et un Alsacien à la formation géologique, laquelle est aussi responsable naturellement de ce que ces gens parlent quatre langues différentes.

Comment le bonhomme explique-t-il

que nous autres Rhénans sur notre massif dévonien (que la mer n'a jamais plus recouvert depuis une époque très antérieure au Carbonifère) nous ne soyons pas devenus depuis longtemps des crétins complets ou des *Niggers* ? Il nous l'expliquera peut-être dans le 2^e volume, à moins qu'il ne prétende que nous sommes effectivement de vrais *Niggers*.

Ce livre ne vaut rien du tout ; c'est un montage pur et simple, en contradiction flagrante avec tous les faits ; chaque preuve qu'il avance requerrait à son tour une autre preuve préalable.



Marx à Engels, Londres, 3 octobre 1866

[...] *Ad vocem* [Au sujet de] Trémaux : Le jugement que tu portes, à savoir « que sa théorie ne vaut rien parce qu'il ne comprend rien à la géologie et qu'il est incapable de la critique la plus ordinaire à l'égard de toute littérature parue sur la question », tu peux le retrouver presque textuellement chez Cuvier, dans son *Discours sur les révolutions du globe*, dirigé contre la doctrine de la variabilité des espèces, dans lequel il se gausse, entre autres, des fantasmagories allemandes sur la nature, dont les auteurs annonçaient intégralement l'idée fondamentale de Darwin, sans pouvoir le moins du monde la prouver. Cela n'a pas empêché pourtant que Cuvier, qui était un grand géologue et même, pour un naturaliste, un critique exceptionnel vis-à-vis de la littérature parue sur la question, ait tort, et que les gens qui énonçaient cette idée nouvelle aient raison. L'idée fondamentale de Trémaux sur l'influence du sol (même si, naturellement, il ne fait pas entrer en ligne de compte d'éventuelles modifications historiques de cette influence, parmi lesquelles je compte pour ma part les changements chimiques provoqués dans les couches superficielles du sol par l'agriculture, etc., et plus largement les différentes influences qu'exercent sous des modes de production différents des choses

comme les gisements de houille, etc.) est à mon avis une idée qui n'a besoin que d'être énoncée pour gagner définitivement droit de cité dans la science, et cela tout à fait indépendamment de l'exposé de Trémaux.

Engels à Marx, Manchester, 5 octobre 1866

[...] *Ad vocem* Trémaux. À vrai dire, quand je t'ai écrit, je n'avais encore lu qu'un tiers du livre, à savoir le plus mauvais (au début). Le second tiers, la critique des écoles, est bien meilleur, le troisième, les conséquences, est de nouveau très mauvais. Cet homme a le mérite d'avoir fait ressortir plus qu'on ne l'avait fait jusqu'à présent l'influence du « sol » sur la formation des races et aussi, par voie de conséquence, des espèces, et, deuxièmement, d'avoir développé sur l'effet du croisement des idées plus justes (encore qu'à mon avis, elles aussi très unilatérales) que ses prédécesseurs. Darwin a lui aussi, d'un côté, raison dans ce qu'il dit de l'influence modificatrice du croisement ; ce que Tr[émaux] du reste reconnaît tacitement lorsqu'il traite, là où cela l'arrange, le croisement aussi comme un moyen de transformation, même si c'est dans le sens finalement de l'uniformisation. De la même façon, Darwin et d'autres n'ont jamais méconnu l'influence du sol, et s'ils ne l'ont pas fait spécialement ressortir, c'est parce qu'ils ne savaient pas comment ce sol agit – si ce n'est qu'il agit favorablement quand il est fertile et défavorablement quand il ne l'est pas. Tr[émaux] non plus n'en sait guère davantage. L'hypothèse suivant laquelle le sol en général devient d'autant plus favorable au développement d'espèces supérieures qu'il appartient à des formations plus récentes a quelque chose d'extraordinairement plausible et peut être ou ne pas être juste, mais quand je vois les preuves ridicules qu'il apporte pour essayer d'appuyer cette hypothèse, preuves dont les 9/10^e reposent sur des faits inexacts ou dénaturés, et dont le dernier 1/10^e ne prouve rien, je ne peux m'empêcher de trouver fortement suspect l'auteur de cette hypothèse, et, partant de là, l'hypothèse elle-même. Mais quand, allant plus loin, il déclare que l'influence du sol, selon qu'il est plus récent ou plus ancien, corrigée par le croisement, est la cause unique des modifications dans les espèces organiques ou les races, je ne vois absolument aucune raison de le suivre aussi loin, et même au contraire de très nombreuses objections m'en dissuadent.

Tu dis que Cuvier a également reproché leur ignorance de la géologie aux philosophes de la nature [*Naturphilosophen*] en Allemagne lorsqu'ils affirmaient la variabilité des espèces, et que ceux-ci avaient pourtant raison. Mais la question n'avait à cette époque rien à voir avec la géologie ; et lorsque quelqu'un établit une théorie de la transformation des espèces basée exclusivement sur la géologie et commet de pareilles bourdes géologiques, falsifie la géologie de pays entiers (de l'Italie p. ex. et même de la France) et tire ses exemples précisément de pays dont nous ne connaissons pratiquement pas la géologie (Afrique, Asie centrale, etc.), c'est quand même tout à fait différent. En ce qui concerne tout spécialement les exemples ethnologiques, les seuls qui se rapportent à des pays et à des peuples connus sont quasiment tous faux, soit dans les prémisses géologiques, soit dans les conclusions qu'il en tire – quant aux exemples qui vont dans le sens contraire, il les laisse complètement tomber, par exemple les plaines alluviales de Sibérie intérieure, l'énorme bassin alluvial de l'Amazone, toute la zone alluviale qui part du sud de La Plata et va jusqu'à la pointe Sud de l'Amérique (à l'est des Cordillères).

Qu'il y ait beaucoup de rapports entre la structure géologique du sol et le « sol » où il pousse quelque chose, cela n'est pas bien nouveau, idem que ce sol apte à la végétation exerce une influence sur les races végétales et animales qui y vivent. Il est également exact que cette influence n'a jusqu'à présent pratiquement pas été étudiée. Mais pour passer de ceci à la théorie de Trémaux, il faut faire un bond colossal. Il a en tout cas le mérite d'avoir mis l'accent sur cet aspect jusqu'alors négligé. Et, je le répète, l'hypothèse de l'influence du sol comme facteur plus ou moins favorable à l'évolution selon son âge géologique est peut-être juste (ou fausse) à l'intérieur de certaines limites, mais toutes ses autres conclusions sont à mon avis soit totalement inexactes, soit terriblement exagérées dans un seul sens.

Marx à Ludwig Kugelmann, Londres, 9 octobre 1866

[...] Je vous recommande aussi Trémaux, *De l'origine de tous les êtres*, etc. Bien qu'écrit dans un style complètement négligé, plein de bourdes géologiques et très déficient dans sa critique de la littérature parue sur le sujet – *with all that and all that* [malgré tout] – son contenu représente un progrès par rapport à Darwin. ■

Santé et politique

le parent pauvre du débat public

L'enquête intitulée *La santé dans le débat politique*, réalisée par l'institut Odoxa pour Orange et la Mutuelle nationale des hospitaliers (MNH) au printemps 2016, présente des résultats intéressants.

Ce sujet est incontestablement une des priorités des Français. La santé est aussi un domaine de fierté. Les sondés considèrent que la France a le meilleur système de santé au monde. Mais l'opinion estime que la santé est le parent pauvre du débat public : 75 % trouvent que cette question n'est que rarement voire jamais évoquée dans le débat politique ou électoral.

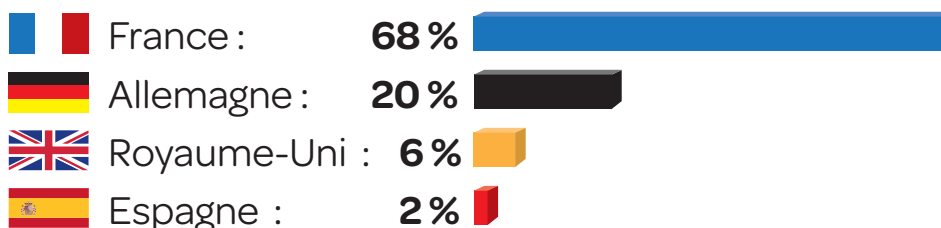
Pour la moitié des personnes interrogées, la gestion de la Sécurité sociale devrait revenir au ministère de la Santé, 18 % estimant que ce rôle devrait revenir aux associations de patients et 13 % aux mutuelles.

Ils estiment en moyenne à 55 % la part du remboursement de

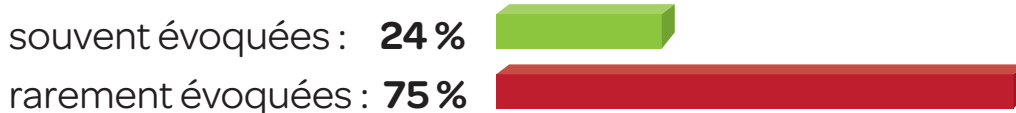
leurs dépenses de santé prises en charge par la « Sécu » et à près de 70 % le remboursement global en y ajoutant celle prise en charge par les assurances complémentaires et les mutuelles. 42 % des sondés pensent que le remboursement et le coût des soins constituent la préoccupation prioritaire, devant les difficultés d'accès aux soins (40 %).

Plusieurs questions portent sur la dépendance. Les trois quarts des Français (74 %) et des patients (79 %) se déclarent « concernés » à titre personnel par la question de la prise en charge du vieillissement et de la dépendance ; ils n'hésiteraient pas entre maintien à domicile (87 %) et intégration dans un établissement. Ils attendent beaucoup des nouvelles technologies, de la « santé connectée », thèmes « qui pourraient constituer un levier important des actions publiques susceptibles d'entraîner l'adhésion des Français » dit Odoxa. ■

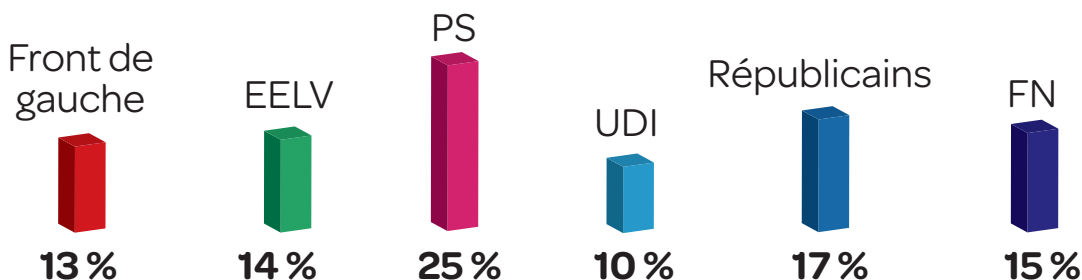
Lequel des grands pays européens vous semble avoir aujourd'hui le meilleur système de santé ?



Dans les débats politiques et électoraux, diriez-vous que les questions de santé et d'assurance maladie sont...



Quelle est la force politique qui vous semble le mieux prendre en compte les questions de santé et d'assurance maladie ?



Un quart des Français ne part pas en voyage

En 2014, trois Français sur quatre sont partis en voyage, que ce soit pour leurs vacances, leurs loisirs, ou pour rendre visite à de la famille ou à des amis. Par rapport à 2013, cela représente une légère baisse des départs : la part de Français n'étant pas partis en voyage a ainsi augmenté de près d'un point, passant de 24,9 % en 2013 à 25,7 % en 2014.

La catégorie socioprofessionnelle qui part le plus souvent en voyage est celle des cadres et professions intellectuelles supérieures : 90,5 % d'entre eux sont partis en 2014. À l'inverse, les ouvriers sont ceux qui voyagent le moins souvent : près d'un tiers d'entre eux ne sont pas partis en voyage en 2014. Par rapport à 2013, ce sont également les ouvriers qui ont connu la baisse du taux de départ la plus importante (- 2,2 points contre - 0,8 point pour l'ensemble des Français).

Au total, l'ensemble des voyages des Français représente 1,2 milliard de nuitées, principalement réparties sur les mois d'été, en particulier le mois d'août. La durée moyenne d'un voyage est de 5,8 jours. Entre 2013 et 2014, cette durée a légèrement baissé, mais le nombre total de nuitées a pour sa part augmenté : cela signifie que le nombre moyen de voyages effectués par les Français qui partent a augmenté, passant de 4,8 à 4,9 voyages par partant. On constate par ailleurs une concentration du nombre de voyages sur une part restreinte des Français : un quart seu-

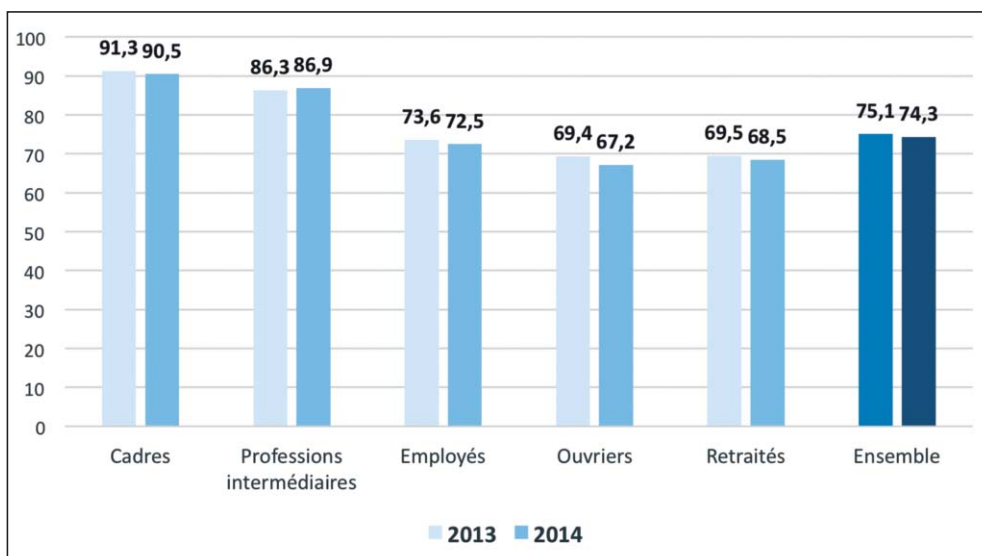
lement des partants a réalisé la moitié du nombre total de voyages, et un partant sur six a effectué au moins sept voyages en 2014.

Les voyages hors France métropolitaine représentent 12 % du total des voyages effectués par les Français en 2014, pour un total de 233 millions de nuitées. Cela représente une croissance très importante, de près de 8 %, par rapport à 2013. L'Europe reste très largement la destination préférée des Français (75 % des voyages effectués hors France métropolitaine), en particulier l'Espagne et l'Italie, qui représentent respectivement 16 et 12 % des voyages effectués hors France métropolitaine.

« Les ouvriers sont ceux qui voyagent le moins souvent : près d'un tiers d'entre eux ne sont pas partis en voyage en 2014 »

Le type d'hébergement dépend fortement de la destination. Pour les voyages en France métropolitaine, l'hébergement non marchand (résidences secondaires, familles, amis...) est largement majoritaire, avec deux tiers des nuitées. Pour les voyages hors France métropolitaine, c'est au contraire l'hébergement marchand (hôtels, campings, locations...) qui représente 70 % des voyages. Même si leur part reste relativement minoritaire, on constate entre 2013 et 2014 une forte croissance (près de 50 %) des modes alternatifs d'hébergement, sans doute liée au développement de services de particulier à particulier, du type Airbnb, Homeaway ou Couchsurfing. ■

TAUX DE DÉPART EN 2013 ET 2014
SELON LA CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE (en %)



Source : Direction générale des entreprises, enquête *Suivi de la demande touristique*

Domenico Losurdo, *Nietzsche. Le rebelle aristocratique.* *Biographie intellectuelle et bilan critique*

PAR CLAUDE MORILHAT*

Devant ce « pavé » d'un millier de pages, même le lecteur intéressé par Nietzsche peut être tenté de renoncer. Pour situer, faire entrevoir l'intérêt de cet ouvrage fondamental, éclairons tout d'abord brièvement la perspective théorique globale dont il relève, en consacrant dans un premier temps quelques lignes à l'auteur et à son œuvre.

Né en 1941, Domenico Losurdo est professeur émérite de l'université d'Urbino (Italie). Une quinzaine d'ouvrages de cet important penseur marxiste, philosophe et historien, sont parus en français (dont six aux Éditions Delga).

INSCRIRE LA PENSÉE DE GRANDS AUTEURS DANS L'HISTOIRE

Dans l'ensemble de ses travaux, on peut schématiquement distinguer deux grands domaines :

– d'une part des ouvrages consacrés à de grands philosophes, de Kant et Hegel jusqu'à Gramsci en passant par Heidegger. Mais, à l'encontre des conceptions largement dominantes, conceptions critiquées il y a déjà un certain temps par Marx, qui envisagent de fait la philosophie comme le domaine de la pensée pure, Losurdo démontre par ses études mêmes que l'on ne peut véritablement s'approprier la pensée de ces grands auteurs qu'en les inscrivant dans l'histoire, que leurs œuvres ne sauraient être véritablement comprises indépendamment de l'univers idéologique et politique propre à leur époque. De là un déplacement crucial par rapport à l'histoire traditionnelle de la philosophie. Donnons un exemple en quelques mots. Jusqu'il y a peu, l'adhésion de Heidegger au parti nazi et le célèbre discours du rectorat étaient, soit on ne peut plus discrètement évoqués, soit considérés comme des erreurs passagères qui n'avaient rien à voir avec le contenu et la grandeur de sa pensée. Avec *Heidegger et l'idéologie de la guerre* (trad. 1998, PUF), Losurdo change radicalement les termes du problème en montrant que Heidegger s'inscrit au sein d'un mouvement idéologique qui, autour de la Première Guerre mondiale, voyait des intellectuels, des politiques, célébrer les grandeurs de la guerre (Stefan Zweig, Benedetto Croce, Werner Sombart, etc.), les notions, les

thèmes propres à ce courant imprègnent l'œuvre du « plus grand philosophe du XX^e siècle ». Ainsi, l'adhésion au parti nazi ne peut plus simplement être considérée comme une méprise ponctuelle, le discours heideggérien ne relève pas de la pensée pure, l'on ne saurait faire abstraction de ses rapports plus ou moins euphémisés à l'idéologique, au politique, bref à une histoire qui n'est pas seulement celle des catégories philosophiques.

– d'autre part des études qui s'attachent à l'analyse d'un domaine déterminé au sein de l'univers idéologique contemporain, là aussi bien sûr en recourant à l'étude du mouvement historique et en étayant toujours son discours sur des données précises. Signalons seulement deux ouvrages : *Contre-histoire du libéralisme* (trad. 2013, La Découverte) où l'auteur embrassant les quatre siècles précédents, à travers l'analyse des principaux penseurs libéraux, montre l'envers et les contradictions (possession d'esclaves, extermination des Indiens, enfermement des pauvres, apologie de la colonisation et justification de ses violences) qui traversent des discours à prétention universelle ; *La Non-violence. Une histoire démythifiée* (trad. 2014, Delga) où l'idéal non violent, sa mise en œuvre, ses limites ou ses impasses dans des conjonctures déterminées, se voient étudiés à travers les pensées et les activités de ses principaux acteurs : Tolstoï, Gandhi, Martin Luther King, le Dalaï Lama...

Bref, lire un ouvrage de Losurdo ce n'est pas seulement enrichir ses connaissances ayant trait à un sujet étroitement limité mais découvrir (grâce au vaste savoir de l'auteur) tout un réseau de notions, de thèmes (trouvant parfois loin en arrière leurs racines) qui trament notre univers culturel, idéologique et politique.

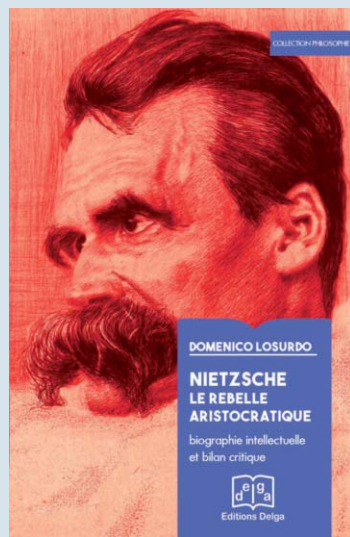
Venons-en à *Nietzsche. Le rebelle aristocratique*. Le lecteur comme les commentateurs de l'œuvre sont confrontés à de nombreux passages contradictoires (exaltation de « l'esprit allemand »/dénonciation de la teutomanie ; antisémitisme/anti-antisémitisme, etc.), à l'existence de phases bien différentes dans la pensée nietzschéenne. L'ouvrage démontre de manière on ne peut plus convaincante que l'unité et la logique de développement de cette pensée ne sont compréhensibles qu'en s'attachant à sa dimension fondamentalement politique.

Dès son premier ouvrage, *La Naissance de la tragédie* (1872), qui semble relever purement de l'esthétique, de la critique musicale, une lecture attentive (associée à

celle de la correspondance) montre à l'arrière-plan la hantise de la Commune de Paris et la menace d'une « horrible destruction » de la culture. L'exaltation de l'hellénisme authentique (avant sa dénaturation avec Socrate et Euripide) vient souligner ce qu'il y a de mou, d'efféminé dans le monde moderne. Tout au long de son existence, il s'agira pour Nietzsche : de dénoncer la révolution et la démocratie, le mythe de l'égalité, de vilipender Rousseau l'intellectuel de la canaille, de lutter contre le mouvement socialiste et la menace qu'il fait peser sur la culture ; d'insister sans relâche sur l'opposition entre la grande masse des faibles et le petit nombre des forts, entre la plèbe nécessairement condamnée à un travail harassant afin d'assurer le loisir d'une petite aristocratie, « les esprits libres », attachée à l'essor de la culture. Mais par-delà ce fil conducteur Losurdo montre que si les transformations, les étapes dans la pensée de Nietzsche peuvent s'expliquer parfois en partie par de nouvelles lectures, plus fondamentalement c'est par leurs rapports au contexte historique qu'elles prennent sens. Ainsi, par exemple, après avoir glorifié le peuple allemand appelé à devenir l'héritier de la culture grecque, insisté sur le « génie allemand », par opposition à la civilisation plébéienne issue de la Révolution française, Nietzsche en vient à déclarer que « les Allemands sont trop stupides et trop vulgaires pour la hauteur de mon esprit », à dénoncer le nationalisme. Ce renversement est dû à ses désillusions, à l'effondrement de ses espérances démesurées liées à la fondation du II^e Reich suite à la victoire de 1870, il constate maintenant que l'Allemagne se trouve submergée par tous les maux de la modernité, suffrage universel, diffusion de l'instruction, puissance du parti ouvrier.

Tout au long de l'œuvre de Nietzsche, le lecteur se trouve confronté à un grand nombre de déclarations parfaitement intolérables : « [...] nous méditons sur la nécessité d'un nouvel ordre, et même d'un nouvel esclavage » ; « Une humanité hautement cultivée et donc nécessairement amollie, comme l'est celle des Européens actuels, a besoin non seulement de la guerre, mais des guerres les plus grandes et les plus terribles » ; « Faire périr les plaintifs, les déformés, les dégénérés, voilà quelle doit être la tendance », etc. Là encore, Losurdo ruine les interprétations convenues, (*philosophiquement correctes*), qui ne veulent voir dans ces textes que métaphores, le langage de Nietzsche n'étant pas

considé rélever des interprétations communes, le philosophe se posant en penseur inactuel. Si la singularité du grand penseur est incontestable, il n'en est pas de même de la prétendue inactualité de ses thèses les plus scandaleuses. Qu'il s'agisse de la question de l'esclavage liée à la guerre de Sécession et des débats sur l'esclavage ou l'asservissement dans les colonies qui traversent le XIX^e siècle, de la nécessité de maintenir le peuple enchaîné au travail sous la domination d'une élite, de l'eugénisme, tous ces thèmes se retrouvent parmi les penseurs réactionnaires ou conservateurs (Boulainvilliers, Burke, Tocqueville, Taine, Carlyle, Galton, etc.) que connaissait l'adepte du « radicalisme aristocratique ». En réinscrivant le barde de Zarathoustra au sein d'un



Trad. de l'italien par J.-M. Buée, éd. Delga, 2016, 1 083 p.

« Lire un ouvrage de Losurdo ce n'est pas seulement enrichir ses connaissances ayant trait à un sujet étroitement limité mais découvrir tout un réseau de notions, de thèmes qui trament notre univers culturel, idéologique et politique. »

réseau notionnel, d'un champ idéologique complexe, Losurdo montre de façon irrécusable l'inconsistance de « l'herméneutique de l'innocence », la légèreté des tenants de la lecture métaphorique.

Nietzsche philosophe réactionnaire, évidemment. Mais si son œuvre se réduisait à la simple reprise de notions, de thèmes que l'on retrouve plus ou moins dispersés dans les textes d'autres penseurs et hommes politiques contemporains ou plus anciens (défenseurs acharnés des formes les plus grossières de la domination sociale du grand nombre par une minorité), elle ne mériterait guère la place éminente qu'elle occupe dans l'histoire de la philosophie. Celle-là n'est justifiée que parce que la philosophie nietzschéenne excède largement le champ idéologico-politique où elle s'ancre, qu'elle outrepassa la pensée politique même de son auteur. Nietzsche apparaît comme le maître du soupçon, celui qui dénonce les mythologies de l'Occident, celui qui met au jour les res-

sorts passionnels soigneusement offusqués des grands principes moraux, celui qui ne craint pas de démasquer les politiques bassement intéressées derrière la proclamation des idéaux universalistes, celui de plus qui vient mettre en question quelques-unes des notions fondamentales de la pensée et de la philosophie (le progrès, l'histoire, la vérité, le cogito). Indiquons enfin que Losurdo consacre d'importants développements à la confrontation de la critique de l'idéologie chez Nietzsche et chez Marx, à leur proximité parfois, mais bien sûr au pro-

fit de valeurs radicalement opposées.

Ce compte rendu n'évoque que quelques points parmi ceux qui font de ce livre un grand livre (citons encore l'étude des rapports entre la philosophie nietzschéenne et le nazisme), mais surtout il ne restitue aucunement la finesse de ses analyses.

Rendons hommage pour finir aux éditions Delga, petit éditeur qui a pris le risque de publier cette somme (parue en Italie en 2002), quand les confrères aux moyens largement plus importants se sont soigneusement abstenus. ■

*Claude Morilhat est philosophe.

**99 %**

Le Cherche Midi, 2016

PIERRE LAURENTPAR **MAXIME COCHARD**

Avec *99 %*, Pierre Laurent intervient avec force dans le champ politique. Écrit au mois de février pour que la plus large majorité des citoyens se réapproprie la mobilisation politique, le livre du secrétaire national du PCF sort en plein mouvement social contre la loi travail. Syndicats à l'offensive, cortèges fournis, citoyens massivement concernés, nouvelles générations en voie de politisation, nouvelles formes d'intervention avec les pétitions en ligne, les Nuits debout ou la mobilisation des Youtubeurs : c'est peu dire que *99 %* tombe à pic.

Innovant, cet écrit n'est pas un livre centré autour d'une personne mais bien un essai de désenfumage à l'attention du plus grand nombre. Il propose un style simple et des arguments tranchants au service de la bataille idéologique. Car il y a fort à faire pour convaincre les Français. Les politiques seraient tous pourris, les partis dépassés, et les principaux problèmes de nos économies seraient le coût du travail ou l'immigration et non l'échec du capitalisme... Pierre Laurent entend éventer ces contre-vérités qui paralysent la société française. Il s'appuie sur un fait aussi choquant que désormais incontestable : 1 % de la population possède plus que tous les autres. Ils sont peu mais ils ont tout.

C'est un tableau de cette puissante oligarchie que propose le premier chapitre : les inégalités planétaires qui battent tous les records, la finance folle, le hold-up de la crise de 2008, le patronat à l'offensive, l'Europe sous contrôle de la Troïka, la mainmise des grandes fortunes sur les médias et les instituts de sondage, le pourrissement organisé de la démocratie, la corruption et la mise en valeur systématique du FN... Le 1 %, c'est la classe bourgeoise décrite par Marx et Engels en 1848 telle qu'elle a évolué : aujourd'hui, entre autres nouveaux outils de domination, les propriétaires des moyens de production et d'échange peuvent exfiltrer leurs milliards dans les paradis fiscaux... En décrivant les méfaits de cette oligarchie internationale et de ses représentants français, l'auteur invite le plus grand nombre à reprendre conscience de la permanence de la lutte des classes et de sa violence.

Face au rouleau compresseur du 1 %, Pierre Laurent met en avant le pouvoir citoyen. S'il est si important de clamer que « nous sommes les 99 % », c'est parce que la masse des citoyens dispose en réalité d'un pouvoir immense, celui du nombre. Rien ne fait plus trembler les puissants que la mobilisation populaire. Et cette vague, qui commence à déferler contre la loi El Khomri, peut faire tomber toutes les bastilles : le capital, les divisions au sein du peuple, l'omerta médiatique autour de nos idées, les institutions asphyxiantes de la V^e République... Classes populaires et classes moyennes ont un intérêt commun au changement, c'est devenu irréfutable en Grèce où la nécessité d'en finir avec l'austérité et de restaurer les protections sociales a conquis la majorité de la population. Cela nécessite de conscientiser la population, d'activer la participation de tous, de remettre en selle l'engagement militant. L'enjeu, en France, est de donner une nouvelle force aux propositions des com-

munistes : il nous faudra devenir « notre propre média ». *99 %* est aussi et enfin l'occasion d'esquisser la vision de Pierre Laurent pour le PCF avant les échéances politiques importantes : « Pas moi, nous ». Il s'agit de travailler à un processus collectif et rassembleur qui casse les logiques de personnalisation si prégnantes dans le champ politique. La grande consultation nationale « Que demande le peuple ? » constitue d'ores et déjà une mise en pratique du livre. Mobiliser les *99 %* n'est pas un projet utopique de long terme, c'est ce à quoi les communistes s'attellent dès maintenant. « Si nous nous organisons, nous pouvons « réveiller la force » et rebattre les cartes. Notre temps est venu, le temps de la révolution politique. » ■



Science de la logique. **Livre premier : L'être**

Textes de 1812 et 1832 traduits par Bernard Bourgeois, Éditions Vrin, 2015

GEORG WILHELM FRIEDRICH HEGEL

PAR **JEAN-MICHEL GALANO**

Se confronter à ce que Hegel a réellement écrit, s'expliquer en matérialiste avec ce grand penseur idéaliste, c'est pour quiconque se réclame de Marx une tâche certes difficile, mais exaltante et de toute façon incontournable. Marx lui-même en avait averti ses lecteurs dans la préface de la deuxième édition du *Capital* : s'il y souligne que « dans son fondement, ma méthode dialectique n'est pas seulement différente de celle de Hegel, elle est son contraire direct » (mais qu'est-ce qu'un contraire !), c'est pour ajouter quelques lignes plus loin qu'à une époque où il était devenu de bon ton en Allemagne de traiter Hegel « en chien crevé », il s'était déclaré « ouvertement disciple de ce grand penseur ». En effet, « la mystification que la dialectique subit entre les mains de Hegel n'empêche aucunement qu'il ait été le premier à en exposer les formes générales de mouvement de façon globale et convaincante. » Ces « formes générales », il faut aller les étudier, et c'est dans la *Science de la logique* qu'elles se trouvent. Négliger la dialectique, en faire un simple mode d'exposition alors qu'elle constitue l'essence même du réel naturel, économique, social, historique, c'est s'exposer à toutes les régressions, avec à la clé les pires désillusions politiques. Lordon cherche à nous faire régresser de Marx à Spinoza, tel autre ne jure que par « le jeune Marx » et voudrait ressusciter Feuerbach : tous les révisionnistes cherchent à enfermer Marx dans l'économie au sens étroit du terme, et à liquider, avec la dialectique, son apport dans l'anthropologie, dans ce que Paul Boccara appelle justement l'anthroponomie, dans les sciences humaines et au fond dans la politique.

C'est dans ce contexte qu'il faut saluer la nouvelle traduction des éditions 1812 et 1832 des textes constituant la première partie de la *Science de la logique* (Théorie de l'être) par Bernard Bourgeois. Dans la continuité d'un travail de traduction entamé il y a près d'un demi-siècle, Bernard Bourgeois met à la disposition non seulement des spécialistes, mais des simples lecteurs attentifs, une version rigoureuse mais dépouillée de toute technicité superflue. Confrontant les deux textes, il cherche à montrer « comment Hegel explique ou expli-

cite Hegel ». Ce faisant, il rend à ce penseur si souvent statufié un peu de présence humaine, ce qui facilite d'autant l'approche et la lecture.

Lecture dont il ne faut pas cependant dissimuler la difficulté et le caractère rébarbatif, dans la mesure où le point de départ de Hegel reste l'être pensé et la pensée de l'être. À tout le moins ce cadre initial va-t-il se trouver tourmenté et travaillé par la contradiction et par la vie. ■



Le Travail et la liberté

Éditions sociales, 2016

BRUNO TRENTIN

PAR IGOR MARTINACHE

Libérer le travail implique-t-il de s'en libérer ? C'est ce que semblent suggérer les luttes sociales des dernières décennies, en mettant

notamment l'accent sur la réduction du temps de travail, tant à l'échelle hebdomadaire que sur celle de l'existence entière, avec l'abaissement de l'âge de la retraite. Rien n'oblige pour autant à se résigner à faire de l'activité laborieuse un temps de servitude, car certaines pistes s'offrent à nous pour en faire au contraire un vecteur d'émancipation à la fois individuel et collectif, particulièrement en ces temps de révolution numérique qui met à bas les fondements du système tayloro-fordiste. Tel est en substance le message que n'a cessé de porter Bruno Trentin, ancien secrétaire général de la CGIL, la principale confédération syndicale italienne, et député européen communiste, dans les dernières années de sa vie. Disparu en 2007, son précédent ouvrage posthume, *La Cité du travail* avait déjà fait l'objet d'une grande attention de ce côté-ci des Alpes lors de sa parution en 2012. C'est aujourd'hui un recueil d'une dizaine de textes – articles ou discours –, aussi vivants qu'accessibles, que proposent les Éditions sociales, agrémentés d'une préface substantielle de l'ancien ministre communiste Jack Ralite. On est frappé de lire combien les réflexions et propositions de Bruno Trentin rédigées il y a plus de dix ans résonnent avec l'actualité, tout en conservant une originalité impressionnante. En plein détricotage des droits des travailleurs, on y lit ainsi une réjouissante critique de la fable libérale selon laquelle faciliter les licenciements serait supposé favoriser les embauches. Mais l'auteur est loin de s'arrêter là. Tout en soulignant la responsabilisation des salariés amenée par l'avènement des nouvelles technologies et des formes d'organisation du travail plus souples qui ont rompu avec un taylorisme réduisant les travailleurs au simple rang d'exécutants sans initiative, Bruno Trentin appelle en réaction à revendiquer de nouveaux droits pour les travailleurs, à commencer par celui à une véritable formation tout au long de la vie. S'interrogeant également sur la manière de promouvoir la participation des salariés à la conduite de leur firme, tout en restituant clairement les débats traversant le mouvement syndical en la matière, l'auteur vient bousculer un certain nombre d'inerties mentales et de « corporatismes » comme il les désigne. On lira également avec intérêt les développements sur la nécessité de mettre en cohérence entre elles les politiques économiques au-delà des effets d'annonce électoralistes, ou encore sa présentation de la politique d'austérité alternative défendue en son temps par Enrico Berlinguer, autre grande figure du Parti communiste italien, dans un bel hommage critique conclusif. Ce faisant, cet

ouvrage vient également confirmer qu'il vaut mieux parfois s'abreuver à la fontaine des réflexions passées plutôt que de s'éblouir aux mirages des prétendus « modernistes ». ■

Europe, état d'urgence. La régression nationaliste, consécration de l'ordolibéralisme

Le Temps des Cerises, 2016

BRUNO ODENT



PAR DENIS DURAND

Référendum sur le « Brexit », succès de l'extrême droite autrichienne à l'élection présidentielle, montée des nationalismes et des courants autoritaires, attitude indigne des États face à la tragédie des réfugiés, poursuite du bras de fer entre le gouvernement grec et ses créanciers... *Europe, état*

d'urgence éclaire tout ce qu'il faut savoir sur les ressorts de la crise européenne.

Bruno Odent dispose de deux atouts décisifs : le talent de journaliste avec lequel il détaille avec une parfaite clarté une actualité foisonnante et complexe ; et sa connaissance approfondie de l'Allemagne.

Sur ce terrain, on pourra discuter le choix de la doctrine de l'« ordolibéralisme » comme clé d'interprétation du tour pris par la construction européenne ; on pourra être tenté de nuancer le diagnostic d'un abandon du modèle « banque-industrie » qui a fait la force de l'industrie allemande ; mais il est bien vrai que les choix décisifs pour l'ensemble de l'UE sont suspendus aux rapports de forces en Allemagne.

Bruno Odent revient ainsi sur les épisodes successifs de la crise grecque. Il rappelle de façon très documentée pourquoi le « Grexit », voulu par Wolfgang Schäuble, aurait été un désastre pour le peuple grec et pour la solidarité entre les peuples européens, mais il n'oublie pas que le gouvernement Tsipras, si inconfortable que soit sa position, fait partie d'un combat européen dans lequel il se trouve un peu moins seul depuis la montée de la gauche alternative en Espagne, la constitution d'une majorité parlementaire anti-austérité au Portugal et l'apparition de Jeremy Corbyn en Grande-Bretagne.

Bruno Odent s'attache donc à montrer par quelles voies les luttes sociales et politiques pourraient imposer une refondation de l'Union européenne, en agissant sur sa clé de voûte : le pouvoir monétaire de la BCE. Les euros qu'elle crée par centaines de milliards devraient être sélectivement orientés vers les investissements favorables à l'emploi, et ils devraient alimenter un Fonds de développement économique, social et environnemental pour les services publics. Bruno Odent signale combien les propositions du PCF dans ce domaine, celles qui figurent dans le programme du Front de gauche et du PGE, font écho aux prises de position du mouvement syndical allemand et à la campagne européenne « *Quantitative Easing* pour le peuple » qui est en train de prendre pied en France.

L'ouvrage devrait grandement intéresser les communistes au moment où les choix européens sont l'un des points en débat à leur congrès. ■

Le projet communiste de demain ne saurait se passer des élaborations théoriques que Marx et d'autres avec lui nous ont transmises. Sans dogme mais de manière constructive, *La Revue du projet* propose des éclairages contemporains sur ces textes en en présentant l'histoire et l'actualité.

Les potentialités émancipatrices de la révolution industrielle

Quel jugement porter sur l'avènement dans l'histoire de la société capitaliste ? S'agit-il d'un progrès accomplissant les capacités de l'humanité ? Ou s'agit-il d'une catastrophe, d'une régression historique sans précédent ? Une partie de l'aristocratie féodale, récemment dépossédée de ses privilèges, rejette la modernité dans sa totalité. C'est la perspective réactionnaire rêvant de restaurer l'ordre ancien. La perspective d'Engels est toute différente. Il faut critiquer la société capitaliste, non pas au nom d'un passé révolu, mais au nom des potentialités émancipatrices dont elle est porteuse.

Que la situation des travailleurs, depuis l'introduction de la production capitaliste sur une grande échelle, ait dans l'ensemble empiré matériellement, il n'y a que le bourgeois qui en doute. Mais devons-nous pour cela regarder nostalgiquement en arrière, vers les marmites d'Égypte (elles aussi bien maigres), vers la petite industrie rurale qui n'a formé que des esprits serviles, ou bien vers les « sauvages » ? Tout au contraire. Seul le prolétariat créé par la grande industrie moderne, libéré de toutes les chaînes du passé, y compris de celles qui l'attachaient au sol, et concentré dans les grandes villes, est en état d'accomplir la grande transformation sociale qui mettra fin à toute exploitation et domination de classe. Les anciens tisserands ruraux, avec leur maison et leur foyer, n'en auraient jamais été capables, ils n'auraient jamais conçu une telle idée et auraient encore moins trouvé la volonté de la réaliser.

Proudhon, au contraire, considère que toute la révolution industrielle de ces cent dernières années, la vapeur, la grande fabrication qui remplace le travail manuel par des machines et multiplie par mille la force productrice du travail, est un événement extrêmement fâcheux qui, à dire vrai, n'aurait pas dû se produire. Le petit-bourgeois qu'est Proudhon réclame un monde dans lequel chacun fabrique, d'une façon originale et indépendante, un produit qui peut être aussitôt livré à la consommation et échangé sur le marché ; il suffit ensuite que chacun récupère dans un autre produit la pleine valeur de son travail pour que l'exigence de la « justice éternelle » soit satisfaite et qu'ait été créé le meilleur des mondes. Mais avant d'éclorre, ce meilleur des mondes de Proudhon a déjà été écrasé sous les pas du développement industriel en plein progrès, qui, depuis longtemps, a supprimé le travail individuel dans toutes les principales branches de l'industrie et le supprime chaque jour un peu plus, dans les branches secondaires comme dans celles qui ont le moins d'importance ; il est remplacé par le travail social, secondé par des machines et par des forces naturelles domestiquées, dont les produits finis, que l'on peut échanger ou consommer aussitôt, sont l'œuvre commune des nombreux individus entre les mains desquels ils ont dû passer. Et c'est précisément grâce à cette révolution industrielle que la force productive du travail humain a atteint un tel degré que la possibilité se trouve donnée – pour la première fois depuis qu'il y a des hommes – de produire, par une répartition rationnelle du travail entre tous, non seulement assez pour assurer abondamment la consommation de tous les membres de la société et pour constituer un important fonds de réserve, mais aussi pour laisser à chaque individu suffisamment de loisirs : alors tout ce qui dans l'héritage culturel transmis par l'histoire est véritablement digne d'être conservé – science, art, mœurs, etc. -, non seulement le sera, mais au lieu d'être le monopole de la classe dominante, deviendra le bien commun de toute la société et continuera à s'enrichir.

Friedrich Engels, *La Question du logement*, Éditions sociales, Paris, 1957.

PAR FLORIAN GULLI ET JEAN QUÉTIER

LES ÉCUEILS D'UNE NOSTALGIE RÉACTIONNAIRE

Engels part d'un constat historique qui peut paraître troublant : le passage du mode de production féodal qui caractérisait l'Europe médiévale au mode de production capitaliste qui se développe avec la révolution industrielle, loin de représenter une amélioration de la situation matérielle des travailleurs, a bien plutôt accru leur misère. Cette idée, partagée par une partie de l'ancienne aristocratie dépossédée de son pouvoir par la bourgeoisie libérale à partir de la fin du XVIII^e siècle, s'appuie notamment sur les conséquences de la décomposition des structures précapitalistes de production (servage, corporations...). Les travailleurs n'y étaient pas libres mais ils étaient cependant moins exposés à certains facteurs de misère propres au capitalisme – le chômage notamment – et travaillaient en moyenne beaucoup moins longtemps qu'au milieu du XIX^e siècle. Dans le livre I du *Capital*, Marx avait d'ailleurs montré que le capitalisme n'était parvenu à s'imposer que par l'expropriation violente de la paysannerie et par l'accroissement forcé de la journée de travail. Par ailleurs, en développant sans cesse la division du travail, en détruisant les savoir-faire propres aux anciens métiers artisanaux, le capitalisme réduit les travailleurs à des exécutants chargés d'une tâche de détail, répétitive et abrutissante.

Faut-il pour autant vouloir en revenir au Moyen Âge – ou plus loin encore, comme le suggère ironiquement Engels en parlant des « marmites d'Égypte¹ » ? Certainement pas, et c'est d'ailleurs le point de désaccord entre Engels et des socialistes comme Proudhon² qui entendent en revenir à une forme de production qui a existé avant le capitalisme. Dans *Misère de la philosophie*, Marx reprochait déjà à Proudhon de vouloir sau-

ver le « bon côté » du féodalisme en se débarrassant de son « mauvais côté » (le servage, les privilèges...). Proudhon rêve ainsi d'une société de petits producteurs indépendants fondée sur un modèle artisanal. Mais ce faisant, il ne saisit justement pas ce qui fait la dynamique de l'histoire, à savoir la contradiction. Le « mauvais côté » du féodalisme est indissociable du « bon », c'est lui qui introduit de la conflictualité, de la lutte, et qui conduit ainsi à sa transformation.

LES CONTRADICTIONS DE LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

La transition du féodalisme au capitalisme est une réalité contradictoire. On ne peut la réduire à l'effondrement bien réel des conditions de vie, qui voit par exemple le futur prolétaire quitter son foyer rural pour vivre misérablement dans des logements indignes. L'introduction de la production capitaliste produit d'autres effets, importants ceux-là, pour l'émancipation des hommes.

D'abord, elle concentre les hommes « dans les grandes villes », ce qui ne manque pas de les transformer. Les idées y circulent plus vite, les sentiments se transmettent plus facilement, la vie collective accroît la force de la volonté de chacun. La grande ville du XIX^e siècle, malgré ses défauts évidents, était aussi synonyme de liberté. Le philosophe écossais John Millar (1735-1801) soulignait, bien avant Engels, que les habitants des villes n'étaient pas des « esprits serviles » : « Dans une ville, le moindre motif de plainte donne lieu à une émeute ; et en se propageant d'une grande ville à l'autre, les flammes de la sédition s'épandent en insurrection générale. »

Ensuite, en multipliant la force productive du travail humain, la production capitaliste a posé les conditions de la satisfaction des besoins de tous. La hausse prodigieuse de la productivité permettrait « d'assurer abondamment la consommation de tous les membres de la société » et de

« constituer un important fonds de réserve ». Pour la première fois, mais il faudrait pour cela sortir du capitalisme, l'humanité pourrait être à l'abri du manque, notamment des disettes et famines qui continuent de toucher l'Europe au cours du XIX^e siècle.

Enfin, la révolution industrielle, en particulier l'introduction des machines dans le travail, rend possible la diminution du temps de travail. Pour la première fois, les conditions sont réunies pour que « l'héritage culturel transmis par l'histoire » (science et art en particulier) soit reçu et enrichi, non par une minorité privilégiée, dispensée du travail, mais par la société tout entière.

On voit ainsi la complexité de la position d'Engels. Aucune nostalgie pour le passé féodal et les multiples dominations qui le structuraient. Mais pas d'enthousiasme naïf pour le présent. Ce dernier est pensé dans ses contradictions. On est loin de la critique réactionnaire qui idéalise le passé et rejette le présent dans son intégralité, aveugle aux possibles qu'il recèle.

Ce refus de céder à la nostalgie est souvent compris comme une forme de mépris pour le passé. Engels, mais aussi Marx sont souvent accusés de vouloir « faire table rase » de l'histoire. Sa position est plus nuancée. Le passé, comme le présent, a ses contradictions. Il n'y a guère de sens à vouloir le rejeter en bloc. Une part de « l'héritage culturel transmis par l'histoire », en particulier, « est véritablement digne d'être conservé ». La correspondance d'Engels montre un philosophe féru de littérature ; peut-on l'imaginer vouloir faire table rase de Goethe, Shakespeare et Balzac ?

Alors « Du passé, faisons table rase » ? Du passé des dominations, assurément. Quant aux arts et aux sciences, et même une partie des mœurs, conservons-les. ■

Notes de *La Revue du projet*

1. Référence biblique. Les Hébreux quittèrent l'Égypte pour échapper à la domination de Pharaon. Les difficultés de l'exode conduisirent certains d'entre eux à regretter leur vie d'avant où, malgré la domination, ils avaient de quoi manger dans leurs marmites.

2. Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), philosophe socialiste français, auteur de *La Philosophie de la misère*.

LOGEMENT ET CAPITALISME

Engels republie en 1887, sous le titre *La Question du logement*, une série d'articles qu'il avait écrits quinze ans plus tôt pour le *Volksstaat*, l'organe de la social-démocratie allemande. Dans ces textes, il aborde le problème de la pénurie de logements qui affecte les travailleurs des grandes concentrations industrielles européennes. Contre Proudhon, qui prétend notamment résoudre cette crise en faisant de tous les travailleurs les propriétaires de leur logement, Engels affirme que les difficultés de logement sont intrinsèquement liées au mode de production capitaliste.

COMMANDEZ LES NUMÉROS QUE VOUS SOUHAITEZ

à *Revue du projet* - Association Paul Langevin 6 av. Mathurin-Moreau 75167 Paris Cedex 19
chèque à l'ordre de « La Revue du projet »

Prix spécial 37^e congrès : 6€ : 1 n° • 10€ : 2 n°s • 20€ : 5 n°s • 30€ : 10 n°s (port compris). Au delà, le prix au numéro reste de 3 €. Certains numéros sont épuisés, mais vous pouvez les télécharger sur le site du PCF.

<input type="checkbox"/> N°1 : LA SÉCURITÉ • octobre 2010	X ex.
<input type="checkbox"/> N°2 : LES SERVICES PUBLICS • novembre 2010	X ex.
<input type="checkbox"/> N°3 : Quelle ÉCOLE pour aujourd'hui et pour demain • décembre 2010	X ex.
<input type="checkbox"/> N°4 : Comment changer dans LA MONDIALISATION • janvier 2011	X ex.
<input type="checkbox"/> N°5 : LA GAUCHE DE L'AVENIR ? 80 thèses pour remettre la gauche sur le bon pied • février 2011	X ex.
<input type="checkbox"/> N°HS : Rencontre nationale pour un PROJET POPULAIRE ET PARTAGÉ • mars 2011	X ex.
<input type="checkbox"/> N°6 : ÉCOLOCOMMUNISTE, sans complexe • mars 2011	X ex.
<input type="checkbox"/> N°7 : EUTHANASIE : a-t-on le droit de mourir ? • avril 2011	X ex.
<input type="checkbox"/> N°8 : PROJET SOCIALISTE : une analyse critique pour avancer à gauche • mai 2011	X ex.
<input type="checkbox"/> N°9 : LE MULTICULTURALISME, un cauchemar ? • juin 2011	X ex.
<input type="checkbox"/> N°10 : CLASSE OUVRIÈRE : le fantôme de la gauche • septembre 2011	X ex.
<input type="checkbox"/> N°11 : Place au PEUPLE • octobre/novembre 2011	X ex.
<input type="checkbox"/> N°12 : DÉMONDIALISATION • décembre 2011	X ex.
<input type="checkbox"/> N°13 : Lumières sur L'ÉNERGIE • janvier 2012	X ex.
<input type="checkbox"/> N°14 : CRISES : construction et subversions • février 2012	X ex.
<input type="checkbox"/> N°15 : Politiques du GENRE • mars 2012	X ex.
<input type="checkbox"/> N°16 : LE VOTE UTILE ? le vote utile ! • avril 2012	X ex.
<input type="checkbox"/> N°17 : MIGRATIONS au-delà des fantasmes • mai 2012	X ex.
<input type="checkbox"/> N°18 : SPORT\$, l'humain d'abord • juin 2012	X ex.
<input type="checkbox"/> N°19 : Le polar imagine 2013 • septembre 2012	X ex.
<input type="checkbox"/> N°20 : ART ET CULTURE, les sentiers de l'émancipation • octobre 2012	X ex.
<input type="checkbox"/> N°21 : Habiter LA VILLE • novembre 2012	X ex.
<input type="checkbox"/> N°22 : NOUVEAUX ADHÉRENTS Qui sont-ils ? Que veulent-ils ? Faut-il les garder ? • décembre 2012	X ex.
<input type="checkbox"/> N°23 : Vive LE PROGRÈS • janvier 2013	X ex.
<input type="checkbox"/> N°24 : LES MOTS PIÉGÉS • février 2013	X ex.
<input type="checkbox"/> N°25 : Bien NOURRIR LA PLANÈTE • mars 2013	X ex.
<input type="checkbox"/> N°26 : À la conquête d'une nouvelle CONSCIENCE DE CLASSE • avril 2013	X ex.
<input type="checkbox"/> N°27 : NATIONALISATIONS : l'intérêt général • mai 2013	X ex.
<input type="checkbox"/> N°28 : LA RETRAITE : une bataille capitale • juin 2013	X ex.
<input type="checkbox"/> N°29 : COMMUN(ism)E et municipales • septembre 2013	X ex.
<input type="checkbox"/> N°30/31 : Vive LA RÉPUBLIQUE • octobre/novembre 2013	X ex.
<input type="checkbox"/> N°32 : LES TERRITOIRES de l'égalité • décembre 2013	X ex.
<input type="checkbox"/> N°HS : Refonder l'EUROPE	X ex.
<input type="checkbox"/> N°33 : Dessine-moi une VILLE HUMAINE • janvier 2014	X ex.
<input type="checkbox"/> N°34 : PEUR • février 2014	X ex.
<input type="checkbox"/> N°35 : Pour en finir avec LA DROITISATION • mars 2014	X ex.
<input type="checkbox"/> N°36 : Sous les pavés, L'EUROPE • avril 2014	X ex.
<input type="checkbox"/> N°37 : Enseignement supérieur et recherche SAVOIRS où aller ? • mai 2014	X ex.
<input type="checkbox"/> N°38 : LE CORPS • juin 2014	X ex.
<input type="checkbox"/> N°39 : La fabrique de L'ASSISTANAT • septembre 2014	X ex.
<input type="checkbox"/> N°40 : FAB-LAB du bidouillage informatique à l'invention sociale • octobre 2014	X ex.
<input type="checkbox"/> N°41 : LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE • novembre 2014	X ex.
<input type="checkbox"/> N°42 : COMMUNISME de nouvelle génération • décembre 2014	X ex.
<input type="checkbox"/> N°43 : LIBERTÉ ! • janvier 2015	X ex.
<input type="checkbox"/> N°44 : MÉDIA Besoin d'oxygène • février 2015	X ex.
<input type="checkbox"/> N°45 : FÉMINISME au cœur des luttes révolutionnaires • mars 2015	X ex.
<input type="checkbox"/> N°46 : NATION, une voie vers l'émancipation • avril 2015	X ex.
<input type="checkbox"/> N°47 : MUSULMANS : dépasser les idées reçues • mai 2015	X ex.
<input type="checkbox"/> N°HS : Convention nationale du PCF sur l'INDUSTRIE • juin 2015	X ex.
<input type="checkbox"/> N°48 : LES MOTS GLISSANTS • juin 2015	X ex.
<input type="checkbox"/> N°49 : Non ! Il n'y a pas de GUERRE DES CIVILISATIONS • septembre 2015	X ex.
<input type="checkbox"/> N°50 : 4 essais sur LA GAUCHE • octobre 2015	X ex.
<input type="checkbox"/> N°51 : CLIMAT, le temps des choix politiques • novembre 2015	X ex.
<input type="checkbox"/> N°52 : LAÏCITÉ, outil d'émancipation • décembre 2015	X ex.
<input type="checkbox"/> N°53 : ÉDUCATION, état d'urgence • janvier 2016	X ex.
<input type="checkbox"/> N°54 : POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA FRANCE : de la guerre à la paix • février 2016	X ex.
<input type="checkbox"/> N°55 : LOGEMENT, le droit au bien-être • mars 2016	X ex.
<input type="checkbox"/> N°56 : (ANTI-)PRODUCTIVISME ? De quoi parle-t-on • avril 2016	X ex.
<input type="checkbox"/> N°57 : Nouvelles vagues en MÉDITERRANÉE • mai 2016	X ex.

TOTAL ex. = €

CONGRÈS DU PCF
2 AU 5 JUIN 2016

METTONS NOS INTELLIGENCES EN COMMUN

LISEZ, FAITES LIRE, SOLLICITEZ,
INVITEZ, CONTESTEZ, CONTACTEZ,
APPROUVEZ, ENCENSEZ, NUANCEZ
VOTRE REVUE
POLITIQUE MENSUELLE,

LA REVUE DU PROJET !



POUR SON RAYONNEMENT, POUR NOTRE EXPANSION

ABONNEZ-VOUS !

10 N°
PAR AN



Pierre Laurent
Secrétaire national du PCF
Responsable national
du projet



Isabelle De Almeida
Responsable nationale
adjointe du projet



Marc Brynhole



Olivier Dartigolles



Jean-Luc Gibelin



Isabelle Lorand



Alain Obadia



Véronique Sandoval



AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT

Xavier Compain
xcompain@pcf.fr



ÉDUCATION

Marine Roussillon
marine.roussillon@wanadoo.fr



**RÉPUBLIQUE, DÉMOCRATIE
ET INSTITUTIONS**

Pierre Dharréville
pdharreville@bdr13.pcf.fr



CULTURE

Alain Hayot
ahayot@wanadoo.fr



**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR -
RECHERCHE**

Anne Mesliand
amesliand@orange.fr



SANTÉ, PROTECTION SOCIALE

Jean-Luc Gibelin
jean-luc.gibelin@orange.fr



DROITS DES FEMMES ET FÉMINISME

Laurence Cohen
cohenperdrix@gmail.com



JEUNESSE

Isabelle De Almeida
idealmeida@pcf.fr



SPORT

Nicolas Bonnet
nbonnet@pcf.fr



ÉCOLOGIE

Hervé Bramy
hbramycg93@wanadoo.fr



LUTTE CONTRE LE RACISME

Fabienne Haloui
fabienne.haloui@wanadoo.fr



TRAVAIL, EMPLOI

Véronique Sandoval
sandoval_ve@yahoo.fr



ÉCONOMIE ET FINANCES

Yves Dimicoli
ydimicoli@pcf.fr



**PRODUCTION, INDUSTRIE
ET SERVICES**

Alain Obadia
alain.obadia@orange.fr



**VILLE, RURALITÉ, AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE**

Isabelle Lorand
ilorand@pcf.fr



ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Sylvie Mayer
mayersy@wanadoo.fr



PROJET EUROPÉEN

Patrick Le Hyaric
plehyaric@humanite.fr



**ÉCONOMIE
POLITIQUE**
Frédéric Rauch
frauch@pcf.fr



Progressistes
Science, Travail & Environnement
Amar Bellal
bellal.amar@gmail.com



**LA REVUE
DU
PROJET**
**Guillaume
Roubaud-Quashie**
gquashie@pcf.fr



**espaces
Marx**
espaces, contraintes, épreuves
Patrice Cohen-Seat
pcohen-seat@pcf.fr



Lem
Michel Laurent
Lieu d'études sur le mouvement
des idées et des connaissances
mlaurent@pcf.fr



**Guillaume
Roubaud-Quashie**
Directeur



Clément Garcia
Rédacteur en chef



Léo Purguette
Rédacteur en chef



Jean Quétier
Rédacteur en chef



Gérard Streiff
Rédacteur en chef
Combat d'idées
Sondages



Caroline Bardot
Rédactrice en chef
adjointe



Hélène Bidard
Rédactrice en chef
adjointe



Davy Castel
Rédacteur en chef
adjoint



Igor Martinache
Rédacteur en chef
adjoint



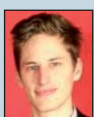
Noëlle Mansoux
Secrétaire
de rédaction



Séphanie Loncle
Collaboratrice



Marine Roussillon
Critiques



Maxime Cochard
Critiques



Florian Gulli
Dans le texte



Nadhia Kacel
Féminisme



Mickaël Bouali
Histoire



Camille Ducret
Lire



Bradley Smith
Mouvement réel



Corinne Luxembourg
Production
de territoires



Séverine Charret
Production
de territoires



Étienne Chosson
Regard



Victor Blanc
Poésies



Pierre Crépel
Sciences



Fanny Chartier
Statistiques



Antoine Lupera
contact média



Michaël Orand
Statistiques



Quentin Corzani
Travail
de secteurs



Alexandre Fleuret
Vidéo
Lectrices & lecteurs



Benjamin Sozzi
Vidéo



Vincent Bordas
Relecture



Sébastien Thomassey
Mise en page



Frédo Coyère
Mise en page
et graphisme

PROCHAINS NUMÉROS

septembre : **Jeunesse**

octobre : **Communs**

novembre : **Travail**



Parti communiste français